

AMIN MAALOUF

AMIN MAALOUF

Le dérèglement du monde

essai

<http://lecturovores.me.ma>

Le dérèglement
du monde

GRASSET

GRASSET

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

AMIN MAALOUF

AMIN MAALOUF

Le dérèglement du monde

essai

Le dérèglement
du monde

GRASSET

GRASSET

Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[DU MÊME AUTEUR](#)

[Epigraphe](#)

[Dédicace](#)

[I - Les victoires trompeuses](#)

[Chapitre 1](#)

[Chapitre 2](#)

[Chapitre 3](#)

[Chapitre 4](#)

[Chapitre 5](#)

[Chapitre 6](#)

[Chapitre 7](#)

[Chapitre 8](#)

[Chapitre 9](#)

[Chapitre 10](#)

[II - Les légitimités égarées](#)

[Chapitre 1](#)

[Chapitre 2](#)

[Chapitre 3](#)

[Chapitre 4](#)

[Chapitre 5](#)

[Chapitre 6](#)

[Chapitre 7](#)

[Chapitre 8](#)

[Chapitre 9](#)

[Chapitre 10](#)

[Chapitre 11](#)

[Chapitre 12](#)

[III - Les certitudes imaginaires](#)

[Chapitre 1](#)

[Chapitre 2](#)

[Chapitre 3](#)

[Chapitre 4](#)

[Chapitre 5](#)

[Chapitre 6](#)

[Chapitre 7](#)

[Chapitre 8](#)

[Chapitre 9](#)

[Chapitre 10](#)

[ÉPILOGUE](#)

[Chapitre 1](#)

[Chapitre 2](#)

[Chapitre 3](#)

[NOTE](#)

© *Éditions Grasset & Fasquelle*, 2009.
978-2-246-68159-5

DU MÊME AUTEUR

Aux éditions Grasset

Le i^{er} siècle après Béatrice, 1992.

Le Rocher de Tanios, 1993 (Prix Goncourt).

Les Échelles du Levant, 1996.

Les Identités meurtrières, 1998.

Le Périple de Baldassare, 2000.

L'Amour de loin (*livret*), 2001.

Origines, 2004.

Adriana Mater (*livret*), 2006.

Aux éditions Jean-Claude Lattès

Les Croisades vues par les Arabes, 1983.

Léon l'Africain, 1986.

Samarcande, 1988.

Les Jardins de lumière, 1991.

Man has survived hitherto because he was too ignorant to know how to realize his wishes.

Now that he can realize them, he must either change them or perish^{[1](#)}.

William Carlos Williams (1883-1963)

PARIS

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

Pour Marlène et Salim Nasr

Et à la mémoire de Paolo Viola (1948-2005)

Nous sommes entrés dans le nouveau siècle sans boussole.

Dès les tout premiers mois, des événements inquiétants se produisent, qui donnent à penser que le monde connaît un dérèglement majeur, et dans plusieurs domaines à la fois – dérèglement intellectuel, dérèglement financier, dérèglement climatique, dérèglement géopolitique, dérèglement éthique.

Il est vrai que l'on assiste aussi, de temps à autre, à des bouleversements salutaires inespérés ; on se met alors à croire que les hommes, se voyant dans l'impasse, trouveront forcément, comme par miracle, les moyens d'en sortir. Mais bientôt surviennent d'autres turbulences, révélatrices de tout autres impulsions humaines, plus obscures, plus familières, et l'on recommence à se demander si notre espèce n'a pas atteint, en quelque sorte, son seuil d'incompétence morale, si elle va encore de l'avant, si elle ne vient pas d'entamer un mouvement de régression qui menace de remettre en cause ce que tant de générations successives s'étaient employées à bâtir.

Il ne s'agit pas ici des angoisses irrationnelles qui ont accompagné le passage d'un millénaire à l'autre, ni des imprécations récurrentes que lancent depuis toujours ceux qui redoutent le changement ou s'effarouchent de sa cadence. Mon inquiétude est d'un autre ordre ; c'est celle d'un adepte des Lumières, qui les voit vaciller, faiblir et, en certains pays, sur le point de s'éteindre ; c'est celle d'un passionné de la liberté, qui la croyait en passe de s'étendre sur l'ensemble de la planète et qui voit à présent se dessiner un monde où elle n'aurait plus sa place ; c'est celle d'un partisan de la diversité harmonieuse, qui se voit contraint d'assister, impuissant, à la montée du fanatisme, de la violence, de l'exclusion et du désespoir ; et c'est d'abord, tout simplement, celle d'un amoureux de la vie, qui ne veut pas se résigner à l'anéantissement qui guette.

Pour qu'il n'y ait aucun malentendu, j'insiste : je ne suis pas de ceux qui boudent le temps présent. Fasciné par ce que notre époque nous apporte, je suis à l'affût des dernières inventions, que j'introduis sans délai dans ma vie quotidienne ; j'ai conscience d'appartenir, ne serait-ce qu'en raison des avancées de la médecine et de l'informatique, à une génération fort privilégiée par rapport à toutes celles qui l'ont précédée. Mais je ne puis savourer les fruits de la modernité en toute quiétude si je ne suis pas sûr que les générations à venir pourront les savourer tout autant.

Mes craintes seraient-elles excessives ? Je ne le crois pas, hélas. Elles me paraissent, au contraire, amplement justifiées, ce que je m'emploierai à montrer dans les pages qui suivent ; non pour accumuler des pièces dans un dossier, ni pour défendre par amour-propre une thèse qui serait mienne, mais simplement pour que mon cri d'alarme soit entendu ; ma première ambition étant de trouver les mots justes pour persuader mes contemporains, mes « compagnons de voyage », que le navire sur lequel nous sommes embarqués est désormais à la dérive, sans cap, sans destination, sans visibilité, sans boussole, sur une mer houleuse, et qu'il faudrait un sursaut, d'urgence, pour éviter le naufrage. Il ne nous suffira pas de poursuivre sur notre lancée, vaille que vaille, en naviguant à vue, en contournant quelques obstacles, et en laissant faire le temps. Le temps n'est pas notre allié, c'est notre juge, et nous sommes déjà en sursis.

Si l'imagerie marine vient spontanément à l'esprit, peut-être devrais-je d'abord expliciter mes craintes par ce constat simple et sec : à l'étape actuelle de son évolution, l'humanité est confrontée à de nouveaux périls, sans équivalents dans l'Histoire, et qui exigent des solutions globales inédites ; si celles-ci n'étaient pas trouvées dans un proche avenir, rien de ce qui fait la grandeur et la beauté de

notre civilisation ne pourra être préservé ; or, jusqu'à ce jour, peu d'indices permettent d'espérer que les hommes sauront surmonter leurs divergences, élaborer des solutions imaginatives, puis s'unir et se mobiliser pour les mettre en œuvre ; bien des signes donnent même à penser que le dérèglement du monde est déjà à un stade avancé, et qu'il sera difficile d'empêcher une régression.

Dans les pages qui suivent, les différentes perturbations ne seront pas traitées comme autant de dossiers séparés, ni de manière systématique. Ma démarche sera plutôt celle d'un veilleur de nuit dans un jardin au lendemain d'une tempête, et alors qu'une autre, plus violente, s'annonce. Muni d'une lampe, l'homme chemine d'un pas prudent, oriente son faisceau vers un massif, puis vers l'autre, explore une allée, revient sur ses pas, se penche au-dessus d'un vieil arbre arraché ; ensuite il se dirige vers un promontoire, éteint sa lumière et cherche à embrasser du regard le panorama tout entier.

Il n'est ni botaniste, ni agronome, ni paysagiste, et rien dans ce jardin ne lui appartient en propre. Mais c'est là qu'il habite avec les personnes qui lui sont chères, et tout ce qui pourrait affecter cette terre le concerne de près.

[1](#) . L'homme a survécu jusqu'ici parce qu'il était trop ignorant pour pouvoir réaliser ses désirs. Maintenant qu'il peut les réaliser, il doit les changer, ou périr.

Les victoires trompeuses

A la chute du mur de Berlin, un vent d'espoir avait soufflé sur le monde. La fin de la confrontation entre l'Occident et l'Union soviétique avait levé la menace d'un cataclysme nucléaire qui était suspendue au-dessus de nos têtes depuis une quarantaine d'années ; la démocratie allait désormais se répandre de proche en proche, croyions-nous, jusqu'à couvrir l'ensemble de la planète ; les barrières entre les diverses contrées du globe allaient s'ouvrir, et la circulation des hommes, des marchandises, des images et des idées allait se développer sans entraves, inaugurant une ère de progrès et de prospérité. Sur chacun de ces fronts, il y eut, au début, quelques avancées remarquables. Mais plus on avançait, plus on était déboussolé.

Un exemple emblématique, à cet égard, est celui de l'Union européenne. Pour elle, la désintégration du bloc soviétique fut un triomphe. Entre les deux voies que l'on proposait aux peuples du continent, l'une s'était révélée bouchée, tandis que l'autre s'ouvrait jusqu'à l'horizon. Les anciens pays de l'Est sont tous venus frapper à la porte de l'Union ; ceux qui n'y ont pas été accueillis en rêvent encore.

Cependant, au moment même où elle triomphait, et alors que tant de peuples s'avançaient vers elle, fascinés, éblouis, comme si elle était le paradis sur terre, l'Europe a perdu ses repères. Qui devrait-elle rassembler encore, et dans quel but ? Qui devrait-elle exclure, et pour quelle raison ? Aujourd'hui plus que par le passé, elle s'interroge sur son identité, ses frontières, ses institutions futures, sa place dans le monde, sans être sûre des réponses.

Si elle sait parfaitement d'où elle vient, quelles tragédies ont convaincu ses peuples de la nécessité de s'unir, elle ne sait plus très bien quelle direction prendre. Devrait-elle s'ériger en une fédération comparable à celle des Etats-Unis d'Amérique, animée d'un « patriotisme continental » qui transcenderait et absorberait celui des nations qui la composent, et dotée d'un statut de puissance mondiale non seulement économique et diplomatique, mais également politique et militaire ? Serait-elle prête à assumer un tel rôle, ainsi que les responsabilités et les sacrifices qui vont avec ? Devrait-elle se contenter plutôt d'un partenariat souple entre des nations jalouses de leur souveraineté, et demeurer, au plan global, une force d'appoint ?

Tant que le continent était divisé en deux camps ennemis, ces dilemmes n'étaient pas à l'ordre du jour. Depuis, ils se posent de manière obsédante. Non, bien sûr, on ne retournera pas à l'époque des grandes guerres, ni à celle du « rideau de fer ». Mais on aurait tort de croire qu'il s'agit d'une querelle entre politiciens, ou entre politologues. C'est le destin même du continent qui est en cause.

Je reviendrai plus longuement sur cette question, à mes yeux essentielle, et pas seulement pour les peuples d'Europe. Ici, j'ai surtout voulu l'évoquer à titre d'illustration, parce qu'elle est symptomatique de cet état d'égarement, de désorientation, de dérèglement, qui affecte l'humanité dans son ensemble, et dans chacune de ses composantes.

A vrai dire, lorsque je promène mon regard sur les diverses régions du globe, c'est encore pour l'Europe que je m'inquiète le moins. Parce qu'elle mesure, me semble-t-il, mieux que d'autres, l'ampleur des défis auxquels l'humanité doit faire face ; parce qu'elle a les hommes et les instances qu'il faut pour en débattre utilement, afin d'élaborer des solutions ; parce qu'elle est porteuse d'un projet rassembleur et d'une forte préoccupation éthique – même si elle donne parfois l'impression de

les assumer avec nonchalance.

Ailleurs, il n'y a, hélas, rien de comparable. Le monde arabo-musulman s'enfonce encore et encore dans un « puits » historique d'où il semble incapable de remonter ; il éprouve de la rancœur contre la terre entière – les Occidentaux, les Russes, les Chinois, les hindouistes, les juifs, etc. –, et avant tout contre lui-même. Les pays d'Afrique, à de rares exceptions près, sont en proie aux guerres intestines, aux épidémies, aux trafics sordides, à la corruption généralisée, à la déliquescence des institutions, à la désintégration du tissu social, au chômage massif, à la désespérance. La Russie peine à se remettre des soixante-dix ans de communisme et de la manière chaotique dont elle en est sortie ; ses dirigeants rêvent de reconquérir leur puissance, tandis que sa population demeure désabusée. Quant aux Etats-Unis, après avoir terrassé leur principal adversaire global, ils se retrouvent embarqués dans une entreprise titanesque qui les épuise et les égare : dompter seuls, ou presque seuls, une planète indomptable.

Même la Chine, qui connaît pourtant une ascension spectaculaire, a des raisons de s'inquiéter ; car si, en ce début de siècle, sa route paraît tracée – poursuivre sans relâche son développement économique tout en veillant à préserver sa cohésion sociale et nationale –, son rôle futur de grande puissance politique et militaire est pavé d'incertitudes graves, tant pour elle-même que pour ses voisins, et aussi pour le reste du monde. Le géant asiatique tient encore à la main une boussole à peu près fiable, mais il s'approche très vite d'une zone où son instrument ne lui servira plus.

D'une manière ou d'une autre, tous les peuples de la Terre sont dans la tourmente. Riches ou pauvres, arrogants ou soumis, occupants, occupés, ils sont – nous sommes – embarqués sur le même radeau fragile, en train de sombrer ensemble. Ce pendant nous continuons à nous invectiver et à nous quereller sans nous soucier de la mer qui monte.

Nous serions même capables d'applaudir la vague dévastatrice si, en montant vers nous, elle engloutissait nos ennemis d'abord.

Mais c'est aussi pour une autre raison que j'ai cité en premier l'exemple de l'Union européenne. Parce qu'il illustre bien ce phénomène que les historiens connaissent, et que tout être humain vérifie dans le cours de sa propre existence, à savoir qu'un échec peut se révéler, à terme, providentiel, et qu'un succès peut se révéler calamiteux ; la fin de la Guerre froide appartient justement, me semble-t-il, à cette race d'événements trompeurs.

Que le triomphe de l'Europe lui ait fait perdre ses repères n'est pas le seul paradoxe de notre époque. On pourrait soutenir, de la même manière, que la victoire stratégique de l'Occident, qui aurait dû conforter sa suprématie, a accéléré son déclin ; que le triomphe du capitalisme l'a précipité dans la pire crise de son histoire ; que la fin de l'« équilibre de la terreur » a fait naître un monde obsédé par « la terreur » ; et aussi que la défaite d'un système soviétique notoirement répressif et antidémocratique a fait reculer le débat démocratique sur toute l'étendue de la planète.

C'est sur ce dernier point que je m'arrêterai d'abord. Pour souligner qu'avec la fin de la confrontation entre les deux blocs, nous sommes passés d'un monde où les clivages étaient principalement idéologiques et où le débat était incessant, à un monde où les clivages sont principalement identitaires et où il y a peu de place pour le débat. Chacun proclame ses appartenances à la face des autres, lance ses anathèmes, mobilise les siens, diabolise ses ennemis – qu'y aurait-il d'autre à dire ? Les adversaires d'aujourd'hui ont si peu de références communes !

Il ne s'agit pas, pour autant, de regretter le climat intellectuel qui régnait du temps de la Guerre froide – laquelle n'était pas froide partout, qui s'était déclinée, au contraire, en d'innombrables conflagrations latérales, et qui avait coûté des dizaines de millions de vies humaines, de la Corée à l'Afghanistan, de la Hongrie à l'Indonésie, et du Vietnam au Chili et à l'Argentine. Il me paraît néanmoins légitime de déplorer que le monde en soit sorti « par le bas », je veux dire vers moins d'universalisme, moins de rationalité, moins de laïcité ; vers un renforcement des appartenances héréditaires aux dépens des opinions acquises ; et donc vers moins de libre débat.

Tant que durait la confrontation idéologique entre partisans et adversaires du marxisme, la Terre entière était comme un immense amphithéâtre. Dans les journaux, les universités, les bureaux, les usines, les cafés, les maisons, la plupart des sociétés humaines bruissaient d'interminables discussions sur les bienfaits ou les méfaits de tel ou tel modèle économique, de telle pensée philosophique, de telle organisation sociale. Depuis que le communisme a été vaincu, depuis qu'il a cessé de proposer à l'humanité une alternative crédible, ces échanges sont devenus sans objet. Est-ce pour cette raison que tant de gens se sont détournés de leurs utopies défaites pour se réfugier sous le toit rassurant d'une communauté ? On peut également supposer que la déconfiture politique et morale d'un marxisme résolument athée a remis à l'honneur les croyances et les solidarités qu'il avait voulu extirper.

Toujours est-il que nous nous retrouvons, depuis la chute du mur de Berlin, dans un monde où les appartenances sont exacerbées, notamment celles qui relèvent de la religion ; où la coexistence entre les différentes communautés humaines est, de ce fait, chaque jour un peu plus difficile ; et où la démocratie est constamment à la merci des surenchères identitaires.

Ce glissement de l'idéologique vers l'identitaire a eu des effets ravageurs sur l'ensemble de la planète, mais nulle part autant que dans l'aire culturelle arabo-musulmane, où le radicalisme religieux, qui avait longtemps été minoritaire et persécuté, a acquis une prédominance intellectuelle massive au sein de la plupart des sociétés, comme dans la diaspora ; au cours de son ascension, cette mouvance s'est mise à adopter une ligne violemment antioccidentale.

Amorcée par l'avènement de l'ayatollah Khomeyni en 1979, cette évolution s'est accentuée avec la fin de la Guerre froide. Tant que durait la confrontation des deux blocs, les mouvements islamistes s'étaient montrés, dans l'ensemble, plus nettement hostiles au communisme qu'au capitalisme. Sans doute n'avaient-ils jamais eu la moindre sympathie pour l'Occident, sa politique, son mode de vie, ses valeurs ; mais l'athéisme militant des marxistes en faisait des ennemis plus épidermiques. Parallèlement, les adversaires locaux des islamistes, notamment les nationalistes arabes ainsi que les partis de gauche, avaient suivi l'orientation inverse, se retrouvant alliés ou clients de l'Union soviétique. Un alignement qui allait avoir pour eux des conséquences désastreuses, mais qui était, en quelque sorte, dicté par leur histoire.

Depuis des générations, les élites modernistes du monde arabo-musulman cherchaient en vain la quadrature du cercle, à savoir : comment s'eupéaniser sans se soumettre à l'hégémonie des puissances européennes qui dominaient leurs pays, de Java au Maroc, et qui contrôlaient leurs ressources ? Leur combat pour l'indépendance avait été mené contre les Britanniques, les Français ou les Néerlandais, et chaque fois que leurs pays avaient voulu prendre le contrôle des secteurs clefs de leur économie, c'est aux compagnies pétrolières occidentales – ou, dans le cas de l'Égypte, à la Compagnie franco-britannique du canal de Suez – qu'ils s'étaient heurtés. L'émergence, à l'est du continent européen, d'un bloc puissant, prônant l'industrialisation accélérée, brandissant le slogan de « l'amitié entre les peuples », et s'opposant fermement aux puissances coloniales, apparut à beaucoup comme une solution à ce dilemme.

Dans la foulée du combat pour l'indépendance, une telle orientation paraissait raisonnable et prometteuse. Avec le recul, il faut bien constater qu'elle fut calamiteuse. Les élites du monde arabo-musulman n'allaient obtenir ni développement, ni libération nationale, ni démocratie, ni modernité sociale ; rien qu'une variété locale de stalinisme nationaliste qui ne possédait rien de ce qui avait fait le rayonnement mondial du régime soviétique – ni son discours internationaliste, ni sa contribution massive à la défaite du nazisme en 1941-1945, ni sa capacité à bâtir une puissance militaire de premier plan ; mais qui avait fidèlement copié ses pires travers – ses dérives xénophobes, ses brutalités policières, sa gestion économique notoirement inefficace, ainsi que la confiscation du pouvoir au profit d'un parti, d'un clan et d'un chef. Le régime « laïque » de Saddam Hussein était, à cet égard, un exemple révélateur.

Il importe peu, aujourd'hui, de savoir s'il faut blâmer l'aveuglement séculaire des sociétés arabes, ou bien l'avidité séculaire des puissances occidentales. Les deux thèses se défendent – j'y reviendrai. Ce qui est certain, et qui pèse lourdement sur le monde d'aujourd'hui, c'est que, pendant plusieurs décennies, les éléments potentiellement modernistes, laïques, du monde arabo-musulman, se sont battus contre l'Occident ; que, ce faisant, ils se fourvoyaient, matériellement et moralement, dans une voie

sans issue ; et que l'Occident s'est battu contre eux, souvent avec une efficacité redoutable, et quelquefois avec l'appui des mouvements religieux.

Ce n'était pas là une véritable alliance, juste une convergence tactique pour faire face à un puissant ennemi commun. Mais elle eut pour résultat qu'au sortir de la Guerre froide, les islamistes étaient au nombre des vainqueurs. Leur influence sur la vie quotidienne était devenue visible et profonde dans tous les domaines. Désormais, une grande partie de la population se reconnaissait en eux, d'autant mieux qu'ils avaient adopté toutes les revendications sociales et nationales dont la gauche et les mouvements issus du combat pour l'indépendance s'étaient faits traditionnellement les champions. Tout en demeurant axé sur l'application visible des préceptes de la foi, souvent interprétés d'une manière conservatrice, le discours islamiste allait devenir politiquement radical – plus égalitariste, plus tiers-mondiste, plus révolutionnaire, plus nationaliste ; et, à partir des dernières années du xx^e siècle, résolument dirigé contre l'Occident et ses protégés.

S'agissant de ce dernier point, une comparaison vient à l'esprit : en Europe, lors de la Seconde Guerre mondiale, les démocrates de droite et les communistes, alliés contre le nazisme, se sont retrouvés ennemis dès 1945 ; de même, il était prévisible qu'à la fin de la Guerre froide, les Occidentaux et les islamistes s'affronteraient sans merci. S'il fallait un terrain propice pour allumer la mèche, il était tout désigné : l'Afghanistan. C'est là que les alliés d'hier avaient mené leur dernier combat commun contre les Soviétiques ; c'est là qu'après leur victoire, leur rupture fut consommée dans la dernière décennie du siècle ; et c'est de là que, le 11 septembre 2001, un gant meurtrier fut jeté à la face des Etats-Unis d'Amérique. Avec les réactions en chaîne que l'on sait – des invasions, des insurrections, des exécutions, des massacres, des guerres intestines. Et d'autres attentats, innombrables.

L'idée selon laquelle l'Occident serait confronté à une poignée de terroristes s'exprimant abusivement au nom de l'islam, et dont les agissements seraient réprouvés par la grande majorité des croyants, ne correspond pas toujours à la réalité. Il est vrai que les carnages monstrueux, tel celui de Madrid en mars 2004, suscitent dans le monde musulman le dégoût, l'embarras, et des condamnations sincères. Mais si l'on observe de près les « tribus planétaires » qui forment l'humanité d'aujourd'hui, leurs réactions aux attentats, comme aux conflits armés ou aux bras de fer politiques, sont rarement similaires : ce dont les uns s'indignent, les autres le justifient, l'excusent, et parfois même l'applaudissent.

Nous sommes manifestement en présence de deux interprétations de l'Histoire, cristallisées autour de deux perceptions de « l'adversaire ». Pour les uns, l'Islam se serait montré incapable d'adopter les valeurs universelles prônées par l'Occident ; pour les autres, l'Occident serait surtout porteur d'une volonté de domination universelle à laquelle les musulmans s'efforceraient de résister avec les moyens limités qui leur restent.

Pour qui peut écouter chaque « tribu » dans sa langue, ce que j'ai l'habitude de faire depuis de longues années, le spectacle est à la fois édifiant, fascinant et affligeant. Car, à partir du moment où l'on pose certaines prémisses, on parvient à interpréter tous les événements de manière cohérente sans avoir besoin d'entendre l'opinion des « autres ».

Si, par exemple, on accepte le postulat selon lequel la calamité de notre époque est la « barbarie du monde musulman », l'observation de l'Irak ne pourrait que conforter cette impression. Un tyran sanguinaire qui a régné par la terreur pendant un tiers de siècle, saigné son peuple, dilapidé l'argent du pétrole en dépenses militaires ou somptuaires ; qui a envahi ses voisins, défié les puissances, multiplié les rodomontades, sous les applaudissements admiratifs des foules arabes, avant de s'écrouler sans véritable combat ; puis, dès que l'homme est tombé, voilà que le pays sombre dans le chaos, voilà que les différentes communautés commencent à s'entre-massacrer, comme pour dire : Voyez, il fallait bien une dictature pour tenir un tel peuple !

Si, à l'inverse, on adopte comme axiome le « cynisme de l'Occident », les événements s'expliquent de manière tout aussi cohérente : en prélude, un embargo qui a précipité tout un peuple dans la misère, qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'enfants, sans jamais priver le dictateur de ses cigares ; puis une invasion, décidée sous de faux prétextes, au mépris de l'opinion comme des institutions internationales, et motivée, au moins en partie, par la volonté de mettre la main sur les ressources pétrolières ; dès la victoire américaine, une dissolution hâtive et arbitraire de l'armée irakienne et de l'appareil d'Etat, et l'instauration explicite du communautarisme au cœur des institutions, comme si l'on avait délibérément choisi de plonger le pays dans l'instabilité permanente ; en prime, les exactions dans la prison d'Abou-Ghraib, la torture systématique, les humiliations incessantes, les « dommages collatéraux », les innombrables bavures impunies, le pillage, la gabegie...

Pour les uns, le cas de l'Irak démontre que le monde musulman est imperméable à la démocratie ; pour les autres, il dévoile le vrai visage de la « démocratisation » à l'occidentale. Même dans la mort filmée de Saddam Hussein, on pourrait voir aussi bien la férocité des Américains que celle des Arabes.

Pour moi, les deux discours sont justes, et les deux sont faux. Chacun tourne dans son orbite, devant son public, qui le comprend à demi-mot, et qui n'entend pas le discours adverse. Je suis censé, par mes origines, par mon itinéraire, me réclamer de ces deux orbites à la fois, mais je me sens chaque jour un peu plus éloigné de l'une comme de l'autre.

Ce sentiment d'éloignement – ou peut-être de vrais-je écrire, à l'ancienne, d'« estrangement » – n'est pas dû à quelque désir d'établir, entre ces composantes de mon identité, un équilibre des blâmes ; ni seulement à mon irritation face à deux entêtements culturels qui empoisonnent notre début de siècle – et qui, incidemment, contribuent à démolir le pays d'où je viens. Ma critique porte sur la pratique séculaire de ces deux « aires de civilisation » ; et elle touche même, je le crains, à leur raison d'être. Le fond de ma pensée étant que ces vénérables civilisations ont atteint leurs limites ; qu'elles n'apportent plus au monde que leurs crispations destructrices ; qu'elles sont moralement en faillite, comme le sont d'ailleurs toutes les civilisations particulières qui divisent encore l'humanité ; et que le moment est venu de les transcender. Soit nous saurons bâtir en ce siècle une civilisation commune à laquelle chacun puisse s'identifier, soudée par les mêmes valeurs universelles, guidée par une foi puissante en l'aventure humaine, et enrichie de toutes nos diversités culturelles ; soit nous sombrerons ensemble dans une commune barbarie.

Ce que je reproche aujourd'hui au monde arabe, c'est l'indigence de sa conscience morale ; ce que je reproche à l'Occident, c'est sa propension à transformer sa conscience morale en instrument de domination. Deux accusations lourdes, et pour moi doublement douloureuses, mais que je ne puis passer sous silence dans un livre qui prétend s'attaquer aux origines de la régression qui s'annonce. Dans le discours des uns, on chercherait en vain les traces d'une préoccupation éthique ou la référence à des valeurs universelles ; dans le discours des autres, ces préoccupations et ces références sont omniprésentes, mais utilisées sélectivement, et constamment détournées au service d'une politique. Le résultat étant que l'Occident ne cesse de perdre de sa crédibilité morale, et que ses détracteurs n'en ont aucune.

Pour autant, je ne situe pas les crises de « mes » deux univers culturels sur le même plan. Comparé à ce qu'il fut il y a mille ans, ou trois cents ans, ou même cinquante ans, l'Occident a indéniablement connu une avancée spectaculaire qui, sur certains plans, se poursuit et même s'accélère. Alors que le monde arabe se trouve aujourd'hui au plus bas ; il fait honte à ses fils, à ses amis, comme à son histoire.

Un exemple parmi d'autres, mais hautement révélateur, est celui de la capacité à organiser la coexistence : du temps de ma jeunesse, les relations entre les diverses communautés proche-orientales étaient encore, sinon égalitaires et fraternelles, du moins courtoises et obligeantes. Les musulmans chiites et sunnites se regardaient parfois avec méfiance, mais les intermariages étaient fréquents, et ces échanges quotidiens de massacres, que la tragédie irakienne a banalisés, paraissaient impensables.

S'agissant des minorités chrétiennes, leur situation n'a jamais été idyllique, mais elles parvenaient

généralement à survivre, sous tous les régimes, et même à prospérer ; à aucun moment, depuis l'aube de l'islam, elles ne s'étaient senties à ce point marginalisées, opprimées, et même poussées vers la sortie comme c'est le cas aujourd'hui en Irak et dans quelques autres pays ; devenues étrangères sur leur propre terre, qu'elles habitent pourtant depuis des siècles, parfois depuis des millénaires, plusieurs de ces communautés auront disparu dans les vingt prochaines années, sans que cela suscite beaucoup d'émoi chez leurs compatriotes musulmans ou chez leurs coreligionnaires d'Occident.

Quant aux communautés juives du monde arabe, leur extinction est déjà un fait accompli ; seuls demeurent, çà et là, quelques survivants stoïques que les autorités et la population s'acharnent parfois encore à humilier et à persécuter.

N'y aurait-il pas, me dira-t-on, dans cet état des choses, une responsabilité certaine de l'Amérique et d'Israël ? Oui, sans doute ; mais c'est là, pour le monde arabe, une piètre excuse. Prenons à nouveau l'exemple qui est aujourd'hui constamment sous nos yeux, celui de l'Irak. Je suis persuadé que le comportement erratique de l'occupant américain a contribué à plonger ce pays dans la violence communautaire ; je serais même prêt à admettre, bien qu'un tel cynisme me semble monstrueux, que certains apprentis sorciers à Washington et ailleurs ont pu trouver des avantages à ce bain de sang. Mais lorsqu'un militant sunnite se met au volant d'un camion piégé pour aller se faire exploser sur un marché fréquenté par des familles chiites, et que ce massacreur est appelé « résistant », « héros », et « martyr » par certains prédicateurs fanatiques, il ne sert plus à rien d'accuser « les autres », c'est le monde arabe lui-même qui doit faire son examen de conscience. Quel combat mène-t-il ? Quelles valeurs défend-il encore ? Quel sens donne-t-il à ses croyances ?

On rapporte que le Prophète aurait dit : « Le meilleur des hommes, c'est le plus utile aux hommes » ; une puissante devise qui devrait susciter aujourd'hui des interrogations poignantes, chez les individus, les dirigeants, les peuples : Que sommes-nous en train d'apporter aux autres et à nous-mêmes ? En quoi sommes-nous « utiles aux hommes » ? Sommes-nous guidés par autre chose que le désespoir suicidaire, qui est la pire des impiétés ?

S'agissant de l'autre civilisation que je dis mienne, celle de l'Occident, elle ne connaît pas les mêmes égarements, puisqu'elle demeure, pour l'humanité entière, le modèle ou en tout cas la principale référence. Pourtant, elle aussi se retrouve aujourd'hui, à sa manière, dans une impasse historique qui affecte ses comportements et contribue au dérèglement du monde.

S'il y a, en ce début de siècle, une lancinante « question d'Orient » qui ne semble toujours pas en voie de se résoudre, il y a aussi, indéniablement, une « question d'Occident » ; et si la tragédie des Arabes, c'est d'avoir perdu leur place parmi les nations et de se sentir incapables de la retrouver, la tragédie des Occidentaux, c'est d'avoir accédé à un rôle planétaire démesuré qu'ils ne peuvent plus assumer pleinement, mais dont ils ne peuvent non plus se dépêtrer.

Il va de soi que l'Occident a donné à l'humanité plus que toute autre civilisation. Depuis le « miracle » athénien, il y a deux millénaires et demi, et surtout au cours des six derniers siècles, il n'est pas un domaine de la connaissance, de la création, de la production ou de l'organisation sociale qui ne porte aujourd'hui la marque de l'Europe et de son extension nord-américaine. Pour le meilleur et aussi pour le pire. La science de l'Occident est devenue LA science tout court ; sa médecine est devenue LA médecine ; sa philosophie, LA philosophie ; ses diverses doctrines, des plus libératrices aux plus totalitaires, ont connu des avatars sous les cieux les plus éloignés. Même les hommes qui se battent contre l'emprise de l'Occident, le font d'abord avec les instruments matériels ou intellectuels que l'Occident lui-même a inventés et répandus dans le reste du monde.

Avec la fin de la Guerre froide, la prééminence des puissances occidentales semblait avoir franchi un nouveau palier. Leur système économique, politique et social venait de démontrer sa supériorité et paraissait sur le point de s'étendre sur toute la surface du globe ; certains parlaient déjà de « la fin de l'Histoire », puisque le monde entier allait désormais se fondre paisiblement dans le moule de l'Occident vainqueur.

Mais l'Histoire n'est pas la vierge docile et sage dont rêvent les idéologues.

Ainsi, dans le domaine économique, le triomphe du modèle occidental a conduit, paradoxalement, à un affaiblissement de l'Occident.

Libérées du carcan du dirigisme, la Chine puis l'Inde ont brusquement décollé ; deux révolutions tranquilles menées sans tapage par des personnages discrets, mais qui sont en train de modifier durablement les équilibres du monde.

En 1978, deux ans après la disparition de Mao Zedong, le pouvoir échut à un petit homme de soixante-quatorze ans, miraculeusement rescapé des purges de la Révolution culturelle – Deng Xiaoping ; il ordonna aussitôt de distribuer à certains paysans des terres précédemment collectivisées, en les autorisant à vendre une part de leur récolte. Le résultat se révéla probant ; la production fut multipliée, selon les villages, par deux, par trois, par quatre. Faisant un pas de plus, le dirigeant chinois décida que les paysans pourraient désormais choisir eux-mêmes ce qu'ils voudraient planter ;

jusque-là, c'étaient les autorités locales qui le leur imposaient. La production augmenta encore. C'est ainsi que tout commença. Par petites touches, sans déclarations fracassantes, sans rassemblements de masse, le vieux système d'improduction fut progressivement démantelé. Progressivement, et cependant à la vitesse de la lumière, sans doute en raison de l'effet multiplicateur lié aux dimensions démographiques du pays. Ainsi, lorsque les autorités levèrent l'interdiction sur les petites entreprises familiales à la campagne – épiceries, échoppes, ateliers de réparation, etc. –, il s'en créa vingt-deux millions, employant cent trente-cinq millions de personnes. S'agissant de la Chine, on a constamment l'impression de feuilleter un livre des records ; comme pour le nombre de gratte-ciel à Shanghai – quinze en 1988, près de cinq mille vingt ans plus tard, c'est-à-dire plus que New York et Los Angeles réunis.

Mais il y a des phénomènes qui ne dépendent pas du gigantisme, et que celui-ci aurait même dû rendre plus ardu, comme la croissance de la production intérieure brute ; laquelle a tourné, pendant trente ans, autour de dix pour cent en moyenne, ce qui a permis à l'économie chinoise de dépasser successivement celles de la France, de l'Angleterre, puis de l'Allemagne dès la première décennie du xxi^e siècle.

En Inde, le démantèlement du dirigisme s'opéra aussi calmement, et avec des conséquences aussi étonnantes. En juillet 1991, le gouvernement avait dû faire face à une crise financière majeure qui menaçait de provoquer une banqueroute. Pour y remédier, le ministre des Finances Manmohan Singh décida d'assouplir certaines des restrictions qui emmaillotaient les entreprises. Le pays avait jusque-là des lois extrêmement contraignantes qui imposaient l'obtention de permis préalables pour chaque transaction économique : permis d'importation, permis de change, permis d'investissement, permis d'augmentation de la production, etc. Dès qu'elle commença à être libérée de ces entraves, l'économie décolla...

Ce que je viens d'évoquer en quelques paragraphes succincts constitue, pour l'humanité entière, une avancée gigantesque et inespérée, l'une des plus enthousiasmantes de l'Histoire ; les deux pays les plus peuplés de la planète, représentant la moitié de la population de ce qu'on avait pris l'habitude d'appeler le « tiers-monde », qui commencent à sortir du sous-développement ; d'autres pays d'Asie et d'Amérique latine qui paraissent engagés sur la même voie ascendante ; le traditionnel partage du globe en Nord industriel et en Sud miséreux, qui peu à peu s'estompe...

Avec le passage du temps, le réveil économique de ces grandes nations d'Orient apparaîtra sans doute comme la conséquence la plus spectaculaire de la déconfiture du socialisme bureaucratique. Si l'on se place du point de vue de l'aventure humaine, on ne peut que s'en réjouir ; si l'on se place du point de vue de l'Occident, la joie se mêle d'appréhension, car ces nouveaux géants industriels ne sont pas seulement des partenaires commerciaux, ils constituent également des rivaux redoutables, et des adversaires potentiels.

On n'est déjà plus dans le cas de figure traditionnel d'un Sud offrant une main-d'œuvre à bon marché, mais peu efficace. Si les travailleurs chinois ou indiens demeurent, et demeureront quelque temps encore, moins exigeants, ils sont de plus en plus qualifiés, et fortement motivés. Sont-ils moins inventifs, comme on le répète en Occident, avec parfois des sous-entendus lourds de préjugés culturels ou ethniques ? Si c'est encore le cas aujourd'hui, il est à prévoir que cette situation se modifiera à mesure que les hommes et les femmes du Sud se sentiront plus sûrs d'eux, plus libres, moins entravés

par les hiérarchies sociales et les conformismes intellectuels ; on pourrait alors passer, en une génération ou deux, de l'imitation à l'adaptation, puis à la créativité. L'histoire de ces grands peuples révèle qu'ils en sont capables – la porcelaine, la poudre, le papier, le gouvernail, la boussole, la vaccination et l'invention du zéro en témoignent ; ce qui a manqué à ces sociétés asiatiques, elles l'ont à présent acquis ou sont en train de l'acquérir à l'école de l'Occident ; sorties de l'arbitraire comme de l'immobilisme, échaudées par les défaites, les humiliations, la misère, elles semblent enfin prêtes à affronter l'avenir.

L'Occident a gagné, il a imposé son modèle ; mais par sa victoire même, il a perdu.

Sans doute faudrait-il introduire ici une distinction entre l'Occident universel, diffus, implicite, qui a investi l'âme de toutes les nations de la terre ; et l'Occident particulier, géographique, politique, ethnique, celui des nations blanches d'Europe et d'Amérique du Nord. C'est ce dernier qui se trouve aujourd'hui dans l'impasse. Non parce que sa civilisation aurait été dépassée par celles des autres, mais parce que les autres ont adopté la sienne, le privant de ce qui faisait jusqu'ici sa spécificité et sa supériorité.

Avec le recul du temps, on se dira peut-être que l'attrait exercé par le système soviétique sur les pays du Sud avait paradoxalement servi à retarder le déclin de l'Occident. Tant que la Chine, l'Inde, et tant d'autres pays dirigistes du tiers-monde demeuraient prisonniers d'un modèle économique inopérant, ils ne constituaient pas une menace pour la suprématie économique de l'Occident – alors que, justement, ils croyaient ainsi la combattre ; il a fallu qu'ils se libèrent de cette illusion, qu'ils s'engagent résolument dans la voie dynamique du capitalisme, avant de commencer à secouer pour de vrai le trône de « l'homme blanc ».

Finalement, les nations occidentales vivaient un âge d'or, sans en avoir conscience, du temps où elles étaient les seules à posséder un système économique performant ; dans l'environnement concurrentiel global qu'elles ont tout fait pour créer autour d'elles, elles semblent condamnées à démanteler des pans entiers de leur économie – quasiment toute l'industrie manufacturière, et une part croissante du secteur des services.

La situation est particulièrement délicate pour l'Europe, qui est prise, en quelque sorte, entre deux feux : celui de l'Asie et celui de l'Amérique, pour aller vite. Je veux dire entre la concurrence commerciale des nations émergentes, et la concurrence stratégique des Etats-Unis dont l'effet se fait sentir dans les secteurs de pointe, tels l'aéronautique et l'ensemble des industries à usage militaire. Ajoutons cet autre handicap de taille qu'est l'incapacité de l'Europe à contrôler ses sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz, lesquelles se concentrent pour l'essentiel au Moyen-Orient et en Russie.

Une autre conséquence importante du décollage économique des grandes nations d'Asie, c'est l'accession de centaines de millions de personnes à un mode de consommation dont elles étaient jusqu'ici exclues.

Chacun peut sourire ou s'indigner de certains excès, mais nul ne peut légitimement contester à ces

populations le droit de posséder ce que possèdent depuis longtemps les populations des pays riches – le réfrigérateur, la machine à laver, le lave-vaisselle, et tous les produits qui vont avec ; l'automobile familiale et l'ordinateur individuel ; l'eau chaude, l'eau propre, et la nourriture à profusion ; et aussi les soins médicaux, les études, les loisirs, les voyages, etc.

Nul n'a aujourd'hui le droit moral, et nul n'aura demain la capacité effective de priver ces populations de tout cela – ni leurs gouvernants, ni la superpuissance, ni qui que ce soit d'autre. A moins qu'on ne veuille imposer, sur toute l'étendue de la planète, des tyrannies sanglantes et absurdes pour ramener ces peuples vers la pauvreté et la servitude, je ne vois pas comment l'on pourrait les empêcher de faire ce que, depuis des décennies, on les invite à faire : travailler mieux, gagner plus d'argent, améliorer leurs conditions de vie, et consommer, consommer, consommer.

Pour plusieurs générations successives, dont la mienne, et notamment pour ceux d'entre nous qui sont nés dans les contrées du Sud, la lutte contre le sous-développement était la suite logique de la lutte pour l'indépendance. Celle-ci paraissait même facile en comparaison ; le dur combat contre la pauvreté, l'ignorance, l'incurie, la léthargie sociale ou les épidémies semblait devoir se prolonger pendant des siècles. Que les nations les plus nombreuses aient pu décoller sous nos yeux constitue une sorte de miracle dont, pour ma part, je ne cesse de m'émerveiller.

Ayant dit cela, je me dois d'ajouter, sur une note moins subjective, que l'accroissement vertigineux des classes moyennes en Chine, en Inde, en Russie, au Brésil, comme sur l'ensemble de la planète, est une réalité dont le monde, tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle, ne semble pas en mesure de s'accommoder. Si trois ou quatre milliards d'humains se mettaient bientôt à consommer, par tête d'habitant, autant que les Européens ou les Japonais, sans même parler des Américains, il va de soi que l'on assisterait à des dérèglements majeurs, tant écologiques qu'économiques. Ai-je besoin d'ajouter que ce que j'évoque ici, ce n'est pas l'avenir lointain, mais l'avenir immédiat, et même quasiment le présent ? La pression sur les ressources naturelles – notamment le pétrole, l'eau douce, les matières premières, la viande, le poisson, les céréales, etc. – et le combat pour le contrôle des zones de production ; l'acharnement des uns à préserver leur part des richesses naturelles, et l'acharnement des autres à acquérir la leur ; il y a là de quoi alimenter d'innombrables conflits meurtriers.

Nul doute que ces tensions seraient atténuées dans une période de récession économique globale, où l'on consommerait moins, produirait moins, et s'angoisserait moins de l'épuisement des ressources. Mais cette relative accalmie serait plus que « compensée », hélas, par les tensions issues de la crise elle-même. Comment se comporterait telle ou telle nation si ses espoirs de développement économique connaissaient un freinage brutal ? A quels bouleversements sociaux, à quels égarements idéologiques ou politiques, à quelles diversions guerrières conduirait une telle frustration ? Le seul événement comparable auquel nous puissions nous référer est celui de la Grande Dépression de 1929, qui conduisit à des cataclysmes sociaux, à un déchaînement des fanatismes, à des conflits locaux, à une conflagration mondiale.

On peut raisonnablement espérer que les scénarios les plus extrêmes ne se reproduiront pas. Mais il y aura forcément des secousses et des bouleversements, dont l'humanité sortira transformée ; sans doute exsangue, meurtrie, traumatisée, mais peut-être plus mûre, plus adulte, plus consciente qu'avant de vivre une aventure commune sur son frêle radeau.

L'affaiblissement de la part relative de l'Occident dans l'économie mondiale, tel qu'il s'est amorcé au crépuscule de la Guerre froide, est porteur de conséquences graves qui ne sont pas toutes mesurables dès à présent.

L'une des plus inquiétantes, c'est que la tentation paraît désormais grande pour les puissances occidentales, et surtout pour Washington, de préserver par la supériorité militaire ce qu'il n'est plus possible de préserver par la supériorité économique ni par l'autorité morale.

Là se situe peut-être la conséquence la plus paradoxale et la plus perverse de la fin de la Guerre froide ; un événement qui était censé apporter paix et réconciliation, mais qui fut suivi d'un chapelet de conflits successifs, l'Amérique passant sans transition d'une guerre à la suivante, comme si c'était devenu la « méthode de gouvernement » de l'autorité globale plutôt qu'un ultime recours.

Les attentats meurtriers du 11 septembre 2001 ne suffisent pas à expliquer cette dérive ; ils l'ont renforcée, et partiellement légitimée, mais elle était déjà largement amorcée.

En décembre 1989, six semaines après la chute du mur de Berlin, les Etats-Unis sont intervenus militairement au Panama contre le général Noriega, et cette expédition aux allures de descente de police avait valeur de proclamation : il fallait que chacun sache désormais qui commandait sur cette planète et qui devait simplement obéir. Puis ce fut, en 1991, la première guerre d'Irak ; en 1992-1993, l'équipée malheureuse en Somalie ; en 1994, l'intervention en Haïti pour installer au pouvoir le président Jean-Bertrand Aristide ; en 1995, la guerre de Bosnie ; en décembre 1998, la campagne de bombardements massifs contre l'Irak baptisée « Opération Désert Fox » ; en 1999, la guerre du Kosovo ; à partir de 2001, la guerre d'Afghanistan ; à partir de 2003, la seconde guerre d'Irak ; en 2004, une nouvelle expédition en Haïti, cette fois pour déloger le président Aristide... Sans compter les bombardements punitifs et les actions militaires de moindre ampleur en Colombie, au Soudan, aux Philippines, au Pakistan et ailleurs.

A chacune de ces interventions, si l'on veut être un spectateur lucide, on trouvera quelques motivations respectables, et d'autres qui ne sont que prétextes. Mais cette répétition est, en elle-même, préoccupante. Une « méthode de gouvernement » de la planète, disais-je ? Plus d'une fois, lors des premières années du nouveau siècle, il m'est arrivé de penser que la vérité pourrait être bien plus sinistre encore, que ces opérations étaient menées « pour l'exemple », comme lorsque les empires coloniaux d'hier s'employaient à instiller la frayeur dans le cœur de leurs administrés indigènes pour dissuader toute velléité de révolte.

Certaines des expéditions militaires les plus contestables resteront associées au président George W. Bush, et c'est en partie à cause de la guerre d'Irak que les électeurs américains ont porté au pouvoir Barack Obama et les démocrates. Reste à savoir dans quelle mesure cette dérive interventionniste était liée aux choix politiques d'une administration, et dans quelle mesure elle était déterminée par la situation des Etats-Unis dans le monde – celle d'un pays dont le poids dans l'économie mondiale

décline inexorablement, qui ne cesse de s'endetter, qui vit manifestement au-dessus de ses moyens, et qui dispose cependant d'une suprématie militaire incontestée. Comment pourrait-il résister à la tentation d'utiliser cet atout majeur pour compenser son affaiblissement dans les autres domaines ?

Quelles que soient la sensibilité ou les convictions politiques de leur président, les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre de desserrer leur emprise sur le monde ; ni de perdre le contrôle des ressources essentielles à leur économie, notamment le pétrole ; ni de laisser se mouvoir en toute liberté des forces qui voudraient leur nuire ; ni d'observer passivement l'émergence des puissances rivales qui pourraient un jour contester leur suprématie. S'ils renonçaient à leur gestion rapprochée et musclée des affaires du monde, ils seraient probablement entraînés dans une spirale d'affaiblissement et d'appauvrissement.

Ce qui ne veut pas dire que l'interventionnisme systématique soit la bonne recette pour enrayer le déclin ; à en juger par le bilan des premières années du siècle, elle l'a plutôt accéléré. Une autre politique aurait-elle l'effet inverse ? L'expérience mérite d'être tentée, mais lorsqu'un pouvoir desserre son emprise, la réaction spontanée de ses adversaires est de l'accabler et de l'assaillir plutôt que de lui en savoir gré. Les Occidentaux s'étaient montrés bien plus respectueux de l'Union soviétique de Brejnev que de celle de Gorbatchev, qu'ils ont humiliée, pillée et démantelée, suscitant chez le peuple russe une rancœur profonde. Et les révolutionnaires d'Iran s'étaient montrés impitoyables avec le président Carter parce qu'il avait eu scrupule à pratiquer une politique agressive.

Cela pour dire que le dilemme de l'Occident dans ses rapports avec le reste du monde ne se résoudra pas miraculeusement si Washington modifiait soudain son comportement sur la scène internationale. Bien qu'un tel changement demeure indispensable si l'on espère encore un sursaut salvateur, rien ne permet de dire qu'il se révélera déterminant.

Certains analystes font la distinction entre « puissance dure » et « puissance douce », voulant dire par là qu'un Etat peut exercer son autorité de diverses manières sans avoir besoin de recourir chaque fois à ses forces armées. C'est l'incapacité de Staline à comprendre cette vérité qui l'avait conduit à demander « combien de divisions » avait le pape. D'ailleurs, le jour où l'Union soviétique s'est écroulée, elle avait encore, du point de vue strictement militaire, largement les moyens d'anéantir ses adversaires. Mais la victoire et la défaite ne sont pas déterminées par les divisions blindées, les mégatonnes de bombes ou le nombre d'ogives. Ce n'est là qu'un facteur parmi d'autres, sans doute nécessaire à une grande puissance, mais nullement suffisant. Dans toute confrontation – entre individus, entre groupes humains, comme entre Etats –, de nombreux facteurs entrent en jeu, qui relèvent soit de la puissance physique, soit de la capacité économique, soit de l'ascendant moral. S'agissant de l'Union soviétique, il est clair qu'elle était moralement déconsidérée et économiquement débilitée, ce qui avait rendu inopérant son formidable bras militaire.

A l'inverse, l'Occident disposait, au sortir de la Guerre froide, d'une supériorité écrasante dans les trois domaines à la fois. Militairement, grâce surtout à la puissance américaine ; économiquement, grâce à la prédominance technologique, industrielle et financière de l'Europe comme des Etats-Unis ; moralement, par la vertu de son modèle de société, qui venait de terrasser son rival le plus dangereux, le communisme. Cette supériorité multiforme aurait dû lui permettre de gouverner le monde avec subtilité, usant tantôt de la carotte, tantôt du bâton, décourageant fermement ses adversaires récalcitrants mais offrant à tous les autres des avantages substantiels pour leur permettre d'échapper au sous-développement et à la tyrannie.

De ce fait, il paraissait raisonnable de prévoir que le recours aux armes serait désormais très exceptionnel, et qu'il suffirait à l'Occident de faire valoir l'excellence de son système économique et celle de son modèle de société pour préserver sa suprématie. C'est plutôt l'inverse qui s'est produit. La prédominance économique de l'Occident s'est érodée avec la montée des géants asiatiques, et le recours aux armes s'est banalisé.

S'agissant de la prééminence morale, elle aussi s'érode, ce qui est pour le moins paradoxal, vu que le modèle occidental n'a plus de concurrent, et que l'attrait du mode de vie européen ou nord-américain est plus fort que jamais, non seulement à Varsovie ou à Manille, mais également à Téhéran, à Moscou, au Caire, à Shanghai, à Chennai, à La Havane, et partout ailleurs ; cependant il existe, entre le « centre » et la « périphérie », un vrai problème de confiance.

Un problème qui trouve ses racines dans la relation malsaine qui s'est établie au cours des derniers siècles entre les puissances occidentales et le reste du monde, et qui contribue aujourd'hui à rendre les hommes incapables de gérer leur diversité, incapables de formuler des valeurs communes, incapables d'envisager ensemble l'avenir. Et incapables donc de faire face aux périls qui montent.

Si l'Occident n'a pas pu profiter pleinement de sa victoire sur le communisme, c'est aussi parce qu'il n'a pas su étendre sa prospérité au-delà de ses frontières culturelles.

A titre d'exemple, les effets quasiment miraculeux de la construction européenne, qui ont permis de relever en peu de temps l'Irlande, l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, avant de s'étendre à grands pas vers l'Europe centrale et orientale, n'ont jamais réussi à traverser le mince détroit de Gibraltar pour passer de l'autre côté de la Méditerranée, où se dresse à présent un haut mur qui, pour être invisible, n'en est pas moins réel, cruel et dangereux, comme celui qui divisait naguère l'Europe.

Sans doute la crise millénaire du monde musulman en est-elle pour partie responsable ; c'est même là, probablement, le facteur le plus déterminant. Mais il n'est certainement pas le seul. Car si l'on tourne son regard vers le Nouveau Monde, ce vaste territoire où l'islam n'a jamais pris racine, on observe un phénomène similaire, à savoir l'incapacité des Etats-Unis à étendre leur prospérité au sud du Rio Grande vers le Mexique voisin ; au point qu'ils se sont sentis obligés de bâtir leur propre mur protecteur, palpable celui-là, et qui leur vaut méfiance et ressentiment de la part de toute l'Amérique latine, laquelle est pourtant – faut-il le rappeler ? – aussi chrétienne que l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Ce qui me conduit à penser que les infirmités du monde musulman, pour réelles et tragiques qu'elles soient, n'expliquent pas tout. Le monde occidental a ses propres aveuglements historiques, et ses propres manquements éthiques. Et c'est souvent à travers ces manquements et ces aveuglements que les peuples dominés l'ont connu au cours des derniers siècles. Lorsqu'on parle des Etats-Unis au Chili ou au Nicaragua, de la France en Algérie ou à Madagascar, de la Grande-Bretagne en Iran, en Chine ou au Proche-Orient, des Pays-Bas en Indonésie, les personnages qui viennent en premier à l'esprit ne sont ni Benjamin Franklin, ni Condorcet, ni Hume, ni Erasme.

Il y a aujourd'hui, en Occident, un mouvement d'impatience qui fait dire : Arrêtons de nous culpabiliser ! Arrêtons de nous flageller ! Tous les malheurs du monde ne sont pas la faute des colonisateurs ! Une réaction compréhensible, qui rejoint d'ailleurs celle de nombreuses personnes nées comme moi dans les pays du Sud et qui s'irritent d'entendre leurs propres compatriotes blâmer, pour chaque malheur qui les frappe, l'époque coloniale. Celle-ci a indéniablement causé, notamment en Afrique, des traumatismes durables ; mais l'ère des indépendances s'est parfois révélée plus calamiteuse encore, et je n'ai, pour ma part, aucune complaisance envers les nombreux dirigeants incompetents, corrompus ou tyranniques qui brandissent à tout venant le prétexte commode du colonialisme.

S'agissant du pays d'où je viens, le Liban, je suis persuadé que la période du mandat français, de 1918 à 1943, et aussi la dernière phase de la présence ottomane, de 1864 à 1914, ont été bien moins néfastes que les divers régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance. Il est peut-être politiquement incorrect de le consigner noir sur blanc, mais c'est ma lecture des faits. La chose peut s'observer, d'ailleurs, pour plusieurs autres nations ; par courtoisie, je me contenterai de mentionner la mienne.

Mais si l'excuse du colonialisme pour justifier l'échec des dirigeants du tiers-monde n'est plus

recevable, la question des rapports malsains entre l'Occident et ses anciennes colonies reste cruciale, et elle ne peut être écartée d'une boutade, d'un bougonnement irrité ou d'un haussement d'épaules.

Je demeure persuadé, pour ma part, que la civilisation occidentale a été, plus que toute autre, créatrice de valeurs universelles ; mais elle s'est montrée incapable de les transmettre convenablement. Un manquement dont l'humanité entière paie aujourd'hui le prix.

L'explication commode, c'est que les autres peuples n'étaient pas prêts à recevoir une telle « greffe ». C'est là une idée inusable, qui se transmet d'une génération à l'autre, d'un siècle à l'autre, et qu'on ne discute plus tant elle semble être l'évidence même. Sa dernière formulation en date concerne l'Irak. « L'erreur des Américains, nous dit-on, c'est d'avoir voulu imposer la démocratie à un peuple qui n'en voulait pas ! » La phrase tombe comme une sentence sans appel, et tout le monde y trouve son compte, les détracteurs de Washington autant que ses défenseurs ; les uns moquent l'aberration d'une telle entreprise, les autres louent sa naïve noblesse. Telle est la sournoiserie de cette idée reçue, qui épouse toutes les sensibilités et s'accommode de toutes les modes intellectuelles. A ceux qui sont respectueux des autres peuples, elle paraît respectueuse ; mais ceux qui sont méprisants ou même racistes sont également confortés dans leurs préjugés.

Cette affirmation se présente comme une évaluation réaliste ; mais, de mon point de vue, c'est tout simplement une contrevérité. Ce qui s'est réellement passé en Irak, c'est que les Etats-Unis n'ont pas su apporter la démocratie à un peuple qui en rêvait.

Chaque fois que les Irakiens ont eu l'occasion de voter, ils y sont allés par millions, au péril de leur vie. Connaît-on une seule autre population au monde qui aurait accepté de faire la queue devant les bureaux de vote en sachant avec certitude qu'il y aurait des attentats suicides et des voitures piégées ? Et c'est de cette population que l'on dit qu'elle ne voulait pas de la démocratie ? On le dit, on le répète, dans les journaux, dans les débats radiophoniques ou télévisés, et personne ou presque ne prend le temps de regarder de plus près.

L'autre moitié de l'affirmation, à savoir que les Etats-Unis auraient voulu imposer la démocratie en Irak, me paraît également contestable. On pourrait aligner diverses raisons plus ou moins crédibles qui ont pu influencer la décision américaine d'envahir ce pays en 2003 : la lutte contre le terrorisme et contre les régimes soupçonnés de l'avoir aidé ; la crainte de voir un « Etat voyou » développer des armes de destruction massive ; le désir d'en finir avec un dirigeant qui menaçait les monarchies du Golfe et qui inquiétait Israël ; la volonté de contrôler les champs pétroliers, etc. Certains ont même avancé des thèses à connotation psychanalytique, comme le désir du président Bush de terminer un travail que son père avait laissé inachevé. Mais de tous les observateurs sérieux, de tous les nombreux témoins et chercheurs qui ont épluché les comptes rendus des réunions où la décision de guerre a été prise, et qui ont produit ces dernières années une abondante littérature, aucun n'a jamais rapporté le moindre bout de phrase pouvant suggérer que la motivation réelle de l'invasion ait pu être d'instaurer la démocratie en Irak.

Il ne servirait à rien de faire un procès d'intention, mais il faut bien constater que, dès les premières semaines de l'occupation, les autorités américaines ont mis en place un système de représentation politique basé sur l'appartenance religieuse ou ethnique, ce qui a aussitôt provoqué un déchaînement

de violence sans aucun précédent dans l'histoire de ce pays. Pour l'avoir observé de près au Liban et ailleurs, je puis témoigner que le communautarisme ne favorise nullement l'épanouissement de la démocratie – c'est même là un timide euphémisme. Le communautarisme est une négation de l'idée même de citoyenneté, et on ne peut bâtir un système politique civilisé sur un tel fondement. Autant il est crucial de prendre en compte les différentes composantes d'une nation, mais de manière subtile, et souple, et implicite, afin que chaque citoyen se sente représenté ; autant il est pernicieux, et même destructeur, d'instaurer un système de quotas qui partage durablement la nation en tribus rivales.

Que la grande démocratie américaine ait apporté au peuple irakien ce cadeau empoisonné qu'est la consécration du communautarisme est tout simplement une honte et une indignité. Si on l'a fait par ignorance, c'est affligeant ; si on l'a fait par un calcul cynique, c'est criminel.

Il est vrai qu'à la veille de l'invasion, et tout au long du conflit, on a beaucoup parlé de liberté et de démocratie. De tels propos sont rituels, depuis l'aube des temps, sous tous les cieux ; quels que soient les objectifs d'une opération militaire, on préfère dire qu'on l'a menée pour la justice, pour le progrès, pour la civilisation, pour Dieu et ses prophètes, pour la veuve et l'orphelin, et aussi, bien entendu, par légitime défense et par amour de la paix. Aucun dirigeant n'a intérêt à laisser dire que ses motivations réelles sont la vengeance, l'avidité, le fanatisme, l'intolérance, la volonté de domination ou le désir d'imposer silence à ses opposants. C'est le rôle des propagandistes de dissimuler les desseins réels sous les déguisements les plus nobles, et c'est le rôle des citoyens libres de scruter les actes pour dépouiller les mensonges de leur accoutrement.

Cela dit, il y a bien eu aux Etats-Unis, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, un bref engouement pour la « propagation de la démocratie ». En découvrant les nationalités des membres du commando suicide, certains responsables avaient émis l'opinion que l'Amérique aurait été moins menacée si le monde arabe était gouverné par des régimes démocratiques et modernisateurs, et que l'on avait eu tort de soutenir jusque-là des obscurantistes et des autocrates dont l'unique vertu était leur alignement sur la politique de Washington. N'aurait-il pas fallu exiger de ces « clients » qu'ils partagent aussi certaines valeurs révérees par leur protecteur ?

Cet engouement – qui s'est traduit par des slogans sonores comme « le Grand Moyen-Orient », puis « le Nouveau Moyen-Orient » – allait faire long feu. Je ne m'attarderai donc pas sur cet épisode, mais qu'on me permette de manifester, en passant, mon ébahissement devant ce spectacle : le chef de file des démocraties occidentales se demandant, à l'orée du xxi^e siècle, si ce ne serait pas une bonne idée, après tout, que l'on favorise l'émergence de régimes démocratiques en Egypte, en Arabie, au Pakistan, et dans le reste du monde musulman ! Après avoir encouragé, un peu partout, des pouvoirs dont la première vertu était d'être « stables », et sans regarder de trop près par quelles méthodes ils assuraient leur stabilité ; après avoir soutenu les dirigeants les plus conservateurs, sans se préoccuper de l'idéologie qui fondait leur conservatisme ; après avoir formé, notamment en Asie et en Amérique latine, les appareils policiers et sécuritaires les plus répressifs ; voilà que la grande démocratie américaine se demandait à présent si ce ne serait pas une bonne idée que l'on joue enfin la carte de la démocratie.

Mais la belle idée est vite tombée dans les oubliettes : après trois tours de piste peu concluants, le pays d'Abraham Lincoln est parvenu à la conclusion que tout cela était beaucoup trop risqué ; que les ressentiments étaient désormais si forts que les élections libres porteraient au pouvoir, un peu partout,

les éléments les plus radicaux ; et qu'il valait donc mieux s'en tenir aux bonnes vieilles recettes. La démocratie devra attendre.

Au cours des mois qui ont précédé l'invasion de l'Irak, le secrétaire d'Etat Colin Powell s'était souvent retrouvé dans la situation la plus inconfortable de toutes, celle de devoir convaincre le monde entier que cette guerre devait absolument être menée, tout en s'échinant en privé à convaincre son président qu'il ne fallait surtout pas y aller.

Lors d'un tête-à-tête à la Maison-Blanche, le 13 janvier 2003, il lui aurait dit, en guise d'avertissement : « *You break it, you own it.* » Un précepte que certains magasins appliquaient autrefois, et selon lequel un client qui brisait un objet devait le payer comme s'il l'avait acheté. « Vous le cassez, il est à vous. » Ce que Powell avait explicité au président Bush en ces termes : « Vous allez être l'heureux détenteur de vingt-cinq millions de personnes. Vous serez détenteur de tous leurs espoirs, de toutes leurs aspirations, et de tous leurs problèmes. Tout cela sera à vous ! »

L'avertissement de Colin Powell n'était pas seulement judicieux pour ceux qui s'apprêtaient à briser l'Irak. En une phrase-choc, ce fils d'immigrés jamaïcains devenu le chef des armées américaines, puis le chef de la diplomatie, avait défini la responsabilité historique des vainqueurs, et mis le doigt sur le dilemme séculaire des puissances occidentales : dès lors qu'elles avaient établi leur hégémonie sur l'ensemble de la planète, démolissant les structures politiques, sociales et culturelles qui prévalaient, elles étaient moralement detentrices de l'avenir des peuples conquis, et elles auraient dû réfléchir sérieusement à la manière dont elles devaient se comporter avec eux ; si elles devaient les accueillir peu à peu en leur sein, comme des enfants adoptifs, en leur appliquant les mêmes lois que celles de la métropole, ou bien seulement les dompter, les soumettre, les écraser.

L'enfant sait faire la différence entre une mère adoptive et une marâtre. Les peuples savent faire la différence entre libérateurs et occupants.

Contrairement à l'idée reçue, la faute séculaire des puissances européennes n'est pas d'avoir voulu imposer leurs valeurs au reste du monde, mais très exactement l'inverse : d'avoir constamment renoncé à respecter leurs propres valeurs dans leurs rapports avec les peuples dominés. Tant qu'on n'aura pas levé cette équivoque, on courra le risque de retomber dans les mêmes travers.

La première de ces valeurs, c'est l'universalité, à savoir que l'humanité est une. Diverse, mais une. De ce fait, c'est une faute impardonnable que de transiger sur les principes fondamentaux sous l'éternel prétexte que les autres ne seraient pas prêts à les adopter. Il n'y a pas des droits de l'homme pour l'Europe, et d'autres droits de l'homme pour l'Afrique, l'Asie, ou pour le monde musulman. Aucun peuple sur terre n'est fait pour l'esclavage, pour la tyrannie, pour l'arbitraire, pour l'ignorance, pour l'obscurantisme, ni pour l'asservissement des femmes. Chaque fois que l'on néglige cette vérité de base, on trahit l'humanité, et on se trahit soi-même.

Je me trouvais à Prague en décembre 1989, lorsque les manifestations contre Ceausescu commencèrent à Bucarest. Il y eut aussitôt dans la capitale tchèque, récemment libérée par la « révolution de velours », un mouvement spontané de solidarité avec le peuple roumain. Sur un

panneau, près de la cathédrale, une main avait écrit, en anglais : « Ceausescu, tu n'as pas ta place en Europe ! » La colère de l'auteur anonyme était légitime, mais sa formulation m'avait choqué ; j'avais envie de lui demander en quel continent un dictateur aurait sa place.

Ce que cette personne avait naïvement exprimé est une attitude fort répandue, hélas. Un dictateur qui ne serait pas tolérable en Europe devient fréquentable dès lors qu'il exerce son art de l'autre côté de la Méditerranée. Est-ce là une marque de respect pour les autres ? Respect pour les dictateurs, sans doute ; et mépris, de ce fait, pour les peuples qui les subissent, comme pour les valeurs que les démocraties sont censées prôner.

Mais n'est-ce pas là la seule attitude réaliste ? rétorqueront certains. Je ne le crois pas. Cette mauvaise action n'est même pas une bonne affaire. Pour l'Occident, compromettre sa crédibilité morale, c'est compromettre sa place dans le monde, c'est compromettre à terme sa sécurité, sa stabilité et sa prospérité. Hier on croyait pouvoir le faire impunément ; aujourd'hui on sait que tout cela se paie, même les factures les plus anciennes. Le délai de prescription est une invention de juriste ; dans la mémoire des peuples, la prescription n'existe pas. Ou, pour être plus précis : les peuples qui s'en sortent – ceux qui parviennent à échapper à la pauvreté, à l'abaissement, à la marginalisation – finissent par pardonner, sans toutefois se départir entièrement de leurs appréhensions ; ceux qui ne s'en sortent pas ressassent à l'infini.

Ce qui me conduit à poser une nouvelle fois la question cruciale : Est-ce que les puissances occidentales ont réellement essayé d'implanter leurs valeurs dans leurs anciennes possessions ? Malheureusement pas. Que ce soit en Inde, en Algérie, ou ailleurs, jamais elles n'ont accepté que leurs administrés « indigènes » prônent la liberté, l'égalité, la démocratie, l'esprit d'entreprise, ou l'état de droit ; et elles les ont même constamment réprimés lorsqu'ils les revendiquaient.

Si bien que les élites des pays colonisés n'ont eu d'autre choix que de s'emparer elles-mêmes de ces valeurs, contre la volonté du colonisateur, et de les retourner contre lui.

Une lecture détaillée et sereine de l'ère coloniale montre qu'il y a constamment eu, parmi les Européens, des êtres exceptionnels – des administrateurs, des militaires, des missionnaires, des intellectuels, quelques explorateurs tel Savorgnan de Brazza – dont le comportement fut généreux, équitable, parfois même héroïque, et certainement conforme aux préceptes de leur foi comme aux idéaux de leur civilisation. Les colonisés en gardent parfois le souvenir ; c'est sans doute ce qui explique que les Congolais n'aient pas débaptisé Brazzaville.

Mais ce fut là l'exception. En règle générale, la politique des puissances était surtout dictée par des compagnies rapaces, par des colons jaloux de leurs privilèges, et que rien n'effrayait autant que l'avancement des « indigènes ». Quand, de temps à autre, un administrateur venu de métropole prônait une autre politique, on cherchait à l'influencer, à le soudoyer, à l'intimider ; s'il se montrait obstiné, on s'arrangeait pour le faire révoquer ; il est même arrivé qu'un fonctionnaire jugé idéaliste soit mystérieusement assassiné. Ce fut très probablement le cas pour Brazza...

Souvent l'on entend dire que, dans les pays du Sud, l'Occident s'est aliéné « même » les élites les plus modernistes. Une formulation si incomplète qu'elle en devient trompeuse. Il faudrait plutôt dire, me semble-t-il, que l'Occident s'est « surtout » aliéné les élites modernistes, tandis qu'avec les forces rétrogrades, il a constamment trouvé des accommodements, des terrains d'entente, des convergences d'intérêts.

Son drame, aujourd'hui comme hier, et depuis des siècles, c'est qu'il a constamment été partagé entre son désir de civiliser le monde, et sa volonté de le dominer – deux exigences inconciliables. Partout il a énoncé les principes les plus nobles, mais il s'est soigneusement abstenu de les appliquer dans les territoires conquis.

Ce n'était pas là une banale inadéquation entre les principes politiques et leur mise en application sur le terrain, c'était un abandon systématique des idéaux proclamés, ce qui a eu pour résultat de susciter une méfiance tenace chez les élites asiatiques, africaines, arabes ou latino-américaines, et même très précisément chez les éléments qui croyaient le plus aux valeurs de l'Occident, qui avaient adopté les principes d'égalité devant la loi, et de liberté de parole ou d'association. Ce sont ces élites modernistes qui formulaient les revendications les plus audacieuses, se retrouvant immanquablement en proie à la déception et au ressentiment, tandis que les éléments traditionalistes s'accommodaient plus facilement de l'autoritarisme colonial.

Ce rendez-vous manqué se révèle aujourd'hui des plus coûteux. Coûteux pour l'Occident, parce qu'il se trouve privé de ses relais naturels vers les pays du Sud ; coûteux pour les peuples d'Orient, parce qu'ils se trouvent privés de leurs franges modernisatrices, qui auraient pu bâtir des sociétés de liberté et de démocratie ; et coûteux plus que tout pour ces franges elles-mêmes, pour ces peuples frontaliers, pour ces nations hybrides, pour tous ceux qui, dans les pays du Sud, portaient les stigmates de l'Occident, et aussi pour ceux qui, émigrés vers le Nord, portent les stigmates du Sud. Ceux-là mêmes qui, en des temps meilleurs, auraient pu jouer à merveille leur rôle de passeurs, et qui sont à présent les premières victimes.

Quiconque décèlerait dans mes propos la colère d'un minoritaire d'Orient ne se tromperait qu'à moitié. J'appartiens en effet à cette espèce en voie d'anéantissement, et je refuserai jusqu'à mon dernier souffle de considérer comme normale l'émergence d'un monde où des communautés millénaires, gardiennes des plus antiques civilisations humaines, seraient contraintes de plier bagage et d'abandonner leur terroir ancestral pour aller prendre refuge sous un toit lointain.

Il est naturel que les victimes s'en émeuvent ; il est inquiétant qu'elles soient les seules à s'en émouvoir. Le problème des minorités n'est pas seulement un problème pour les minoritaires. Ce qui est en question n'est pas seulement, si j'ose dire, le sort de quelques millions d'hommes. Ce qui est en question, c'est la raison d'être et la finalité de notre civilisation ; si, au terme d'une longue évolution matérielle et morale, elle aboutit à une telle « purification » ethnique et religieuse, c'est qu'elle a manifestement fait fausse route.

Pour toute société, et pour l'humanité dans son ensemble, le sort des minorités n'est pas un dossier parmi d'autres ; il est, avec le sort des femmes, l'un des révélateurs les plus sûrs de l'avancement moral, ou de la régression. Un monde où l'on respecte chaque jour un peu mieux la diversité humaine, où toute personne peut s'exprimer dans la langue de son choix, professer paisiblement ses croyances et assumer sereinement ses origines sans encourir l'hostilité ni le dénigrement, que ce soit de la part des autorités ou de la population, c'est un monde qui avance, qui progresse, qui s'élève. A l'inverse, lorsque prévalent les crispations identitaires comme c'est aujourd'hui le cas dans la grande majorité des pays, au nord de la planète comme au sud, lorsqu'il devient chaque jour un peu plus difficile d'être sereinement soi-même, de pratiquer librement sa langue ou sa foi, comment ne pas parler de régression ?

Je me suis particulièrement inquiété, au cours de l'année 2007, des périls courus par une toute petite minorité prise dans la tourmente, et menacée d'extinction à brève échéance. Il s'agit des Mandéens, encore appelés Sabéens, une communauté si réduite, si discrète, si modeste, que peu de gens hors d'Irak connaissent son existence.

J'avais moi-même entendu ce nom pour la première fois en 1988, alors que j'effectuais des recherches sur Mani, fondateur du manichéisme, un étonnant personnage qui vécut en Mésopotamie au iii^e siècle de notre ère. Cherchant à me documenter sur la jeunesse de l'homme et la genèse de sa doctrine, j'avais appris qu'il avait passé ses premières années avec son père dans une palmeraie située au bord du Tigre, au sud de l'actuelle Bagdad, au sein d'une communauté gnostique qui vénérât saint Jean-Baptiste et pratiquait, à son exemple, des rites d'immersion. J'avais découvert alors avec ravissement que cette singulière communauté, que l'on aurait pu croire disparue depuis des siècles, survivait encore, au même endroit ou presque, pratiquant les mêmes baptêmes dans le même fleuve. Par quel miracle ? Je serais incapable de le dire. Une partie de l'explication se trouve dans un passage du Coran qui, accordant un statut spécial aux « gens du Livre », comme les juifs et les chrétiens ou les zoroastriens, mentionne aussi, les sabéens – en arabe *al-sabi'a*, une dénomination qui semble provenir d'un radical sémitique évoquant l'idée d'immersion, justement. Se prévalant de cette reconnaissance, la communauté avait pu traverser, tant bien que mal, les quatorze derniers siècles. Ce ne fut jamais

facile ; tout juste tolérée, elle devait constamment se faire discrète, ce qui ne suffisait d'ailleurs pas toujours à la protéger des persécutions épisodiques ni des humiliations quotidiennes.

Tout au long de cette période, ces hommes revendiquaient simultanément le nom de « sabéens », qui rappelait à leurs voisins musulmans la mention coranique, et celui de « mandéens », issu d'un autre radical sémitique évoquant la notion de « connaissance » – équivalent de la *gnosis* des Grecs. Sous cette double appellation, ils purent maintenir leur foi et la cohésion de leur communauté ; de plus, et bien qu'ils se soient fait un devoir d'écrire et de parler l'arabe, ils ont su préserver leur langue propre, que les spécialistes appellent « mandaïque », et qui est une variété d'araméen – avec même, semble-t-il, quelques vocables d'origine sumérienne. Une langue qui possède, soit dit en passant, une littérature méconnue.

Que cette ultime communauté gnostique ait pu survivre jusqu'à notre époque n'a jamais cessé, depuis vingt ans, de me fasciner et de m'émouvoir. C'est un peu comme s'il y avait de nos jours, dans le sud de la France, quelque vallée d'accès difficile où se serait réfugiée une communauté cathare qui aurait miraculeusement survécu aux guerres saintes comme aux persécutions ordinaires, et qui pratiquerait encore ses rites dans sa langue d'oc.

Je n'ai pas pris cet exemple par hasard. Lorsqu'on cherche à connaître les origines du catharisme et des autres mouvements d'inspiration manichéenne qui se sont répandus en Europe entre le x^e et le xiii^e siècle, tels les bogomiles de Bulgarie et de Bosnie, ou les patarins d'Italie, on en trouve la source première en Mésopotamie au iii^e siècle, dans cette palmeraie des bords du Tigre où s'élabora la doctrine de Mani.

On devinera aisément mon indignation lorsque j'appris, début mars 2007, que les Mandéens étaient à présent menacés d'anéantissement ; parce qu'ils subissaient, comme tous les Irakiens, la folie meurtrière qui s'abattait sur ce pays ; et aussi parce que, dans le déchaînement inouï du fanatisme religieux, même la « dispense coranique » ne les protégeait plus. Des prédicateurs zélés leur déniaient à présent le statut que le livre saint de l'islam leur avait clairement accordé ; à Falloujah, leurs familles apeurées avaient été converties de force, des couteaux sous la gorge ; à Bagdad comme dans le reste du pays, les Mandéens avaient été chassés de leurs emplois, expulsés de leurs maisons, et leurs magasins avaient été pillés. « Nous avons traversé mille épreuves, m'a écrit l'un de leurs représentants, mais celle-ci pourrait nous être fatale. Nous sommes menacés d'extinction à très brève échéance. » Leur nombre, déjà faible, s'était effondré encore ; en 2002, ils devaient être, dans tout l'Irak, une trentaine de milliers ; quatre ans plus tard, ils n'étaient plus que six mille. Leur communauté était dispersée, pourchassée, en proie au désarroi. Nulle part ils ne pouvaient plus s'assembler, ni exercer leur culte ; ils ne savaient même plus où enterrer leurs morts.

Quelques personnes se sont finalement mobilisées pour les aider ; une action discrète a pu être entreprise, qui a permis à la plupart des familles de trouver un lieu d'asile – principalement en Suède. Mais la communauté a peu de chances de survivre en tant que telle. Dans quelques années, sa langue ne sera plus parlée, ses rites ne seront plus que des simulacres. Une culture millénaire aura disparu sous nos yeux, dans l'indifférence.

Si j'ai voulu évoquer ici le cas des Mandéens, c'est parce que leur tragédie me paraît révélatrice de l'égarement où se trouve notre civilisation. Qu'une telle communauté ait pu traverser tant de siècles

pour venir s'éteindre devant nous en dit long sur la barbarie de notre époque, et en particulier sur celle des deux univers culturels auxquels j'appartiens, à savoir le monde arabe et l'Occident.

Le premier paraît incapable de tolérer aujourd'hui ce qu'il tolérait il y a cinquante ans, il y a cent ans, ou même il y a mille ans. Certains livres publiés au Caire dans les années 1930 sont aujourd'hui prohibés pour cause d'impiété ; certains débats qui avaient lieu à Bagdad au ix^e siècle, en présence du calife abbasside, sur la nature du Coran, seraient impensables de nos jours dans n'importe quelle ville musulmane, même dans l'enceinte d'une université. Quand je pense que l'un des plus grands poètes classiques de langue arabe est universellement connu sous son surnom d'al-Moutanabbi, littéralement « celui-qui-se-dit-prophète », parce que en sa jeunesse il parcourait l'Irak et l'Arabie en proclamant de telles prétentions ! En son temps, au x^e siècle, la chose provoquait des haussements d'épaules, des moqueries, des froncements de sourcils, mais elle n'a jamais empêché les croyants d'écouter le poète et d'admirer son talent ; aujourd'hui, il se serait fait lyncher ou décapiter sans autre forme de procès.

En Occident, la barbarie n'est pas faite d'intolérance et d'obscurantisme, mais d'arrogance et d'insensibilité. L'armée américaine déboule dans l'antique Mésopotamie comme un hippopotame dans un champ de tulipes. Au nom de la liberté, de la démocratie, de la légitime défense et des droits de l'homme, on maltraite, on démolit, on tue. Sept cent mille morts plus tard, on se retirera avec un vague mot d'excuse. On a dépensé près d'un trillion de dollars, et selon certaines estimations deux ou trois fois plus, mais le pays que l'on a occupé est plus pauvre qu'avant. On a voulu combattre le terrorisme, mais celui-ci n'a jamais été aussi florissant. On a mis en avant la foi chrétienne du président Bush, et désormais chaque croix d'église est soupçonnée de collaboration. On a prétendu instaurer la démocratie, mais on s'y est pris de telle manière que la notion elle-même en a été pour longtemps déconsidérée.

L'Amérique se remettra de son traumatisme irakien. L'Irak ne se remettra pas de son traumatisme américain ; ses communautés les plus nombreuses auront encore des centaines de milliers de morts ; ses communautés les plus faibles n'y retrouveront plus jamais leur place ; non seulement les Mandéens ou les Yazidis, mais également les Assyro-Chal déens, dont le seul nom évoque des instants merveilleux de notre grande aventure humaine. A présent, le sort de toutes ces minorités est scellé ; au mieux, elles achèveront leur parcours historique en une lointaine terre d'asile ; au pire, elles seront anéanties sur place, broyées entre les deux mâchoires dissemblables de la barbarie d'aujourd'hui.

Nous contemplons les temps anciens avec une condescendance qui, au vu de nos comportements actuels, ne se justifie pas. Le siècle qui vient de s'achever a certes connu des avancées prodigieuses ; nous sommes bien plus nombreux à vivre plus longtemps, et mieux ; nous avons à notre disposition des instruments – et aussi des remèdes – qui, il y a quelques dizaines d'années à peine, semblaient encore appartenir au domaine de la science-fiction, quand ils n'étaient pas tout bonnement inconcevables. Mais le même siècle a connu des entreprises totalitaires bien plus redoutables que les tyrannies de jadis, et produit des armes qui, pour la première fois dans l'Histoire, sont en mesure de détruire toute trace de civilisation sur terre.

Est-ce à dire que l'humanité a progressé sur le plan matériel et pas sur le plan moral ? Il serait inexact de le prétendre. Si, bien sûr, nous avons indéniablement avancé au cours du xx^e siècle sur tous les plans à la fois ; mais pas au même rythme. Tandis que dans l'acquisition des connaissances, dans le développement des sciences, dans leur adaptation technologique civile ou guerrière, dans la production et la diffusion des richesses, l'évolution aura été ascendante et accélérée, celle des mentalités et des comportements humains aura été erratique et, dans l'ensemble, inadéquate, tragiquement inadéquate.

C'est ce dernier qualificatif qui décrit le mieux l'épreuve qui est à présent la nôtre. La question pertinente n'est pas celle de savoir si nos mentalités et nos comportements ont progressé par rapport à ceux de nos ancêtres ; c'est celle de savoir s'ils ont suffisamment évolué pour nous permettre de faire face aux gigantesques défis du monde d'aujourd'hui.

Un exemple parmi d'autres est celui de l'environnement, de la pollution atmosphérique et des changements climatiques. Il y a eu, dans ce vaste domaine autrefois négligé, une remarquable prise de conscience, sans doute moins prononcée dans certains pays que dans d'autres, mais réelle, et même spectaculaire ; en quelques dizaines d'années, des mesures efficaces ont été prises, des habitudes ancestrales ont été modifiées ; quand on songe qu'à Londres, début décembre 1952, le *smog* – mélange de *smoke*, fumée, et de *fog*, brouillard – provoqua en cinq jours la mort de douze mille personnes, on peut apprécier le chemin parcouru. Dans la plupart des nations industrialisées, les autorités se préoccupent à présent de rendre les usines moins polluantes, et interdisent de les installer au voisinage des grosses agglomérations. Une saine pratique qui s'est étendue, depuis la fin de la Guerre froide, vers les anciens « pays de l'Est », qui avaient jusque-là, en la matière, un bilan désastreux.

C'est là un progrès dont on peut se féliciter, mais qui ne suffit point à balayer nos frayeurs actuelles. Dès lors que la planète subit, du fait des émissions de carbone, un réchauffement qui s'accélère et qui pourrait se révéler calamiteux pour les générations à venir, la question adéquate n'est plus : « Est-ce que nos comportements dans ce domaine sont meilleurs que ceux de nos parents et de nos grands-parents ? », ce à quoi la réponse serait indiscutablement positive ; mais : « Est-ce que nos comportements dans ce domaine permettront d'écarter la menace mortelle qui pèse sur nos enfants et nos petits-enfants ? »

Il va de soi que la réponse à la première question n'aurait pas de quoi nous rassurer si la réponse à la seconde se révélait négative – ce qui, à l'instant où j'écris ces lignes, ne peut être écarté ; car si l'on veut diminuer significativement les émissions de carbone dans l'atmosphère, il faudrait que les peuples les plus riches et les plus puissants, notamment les Américains, les Européens et les Japonais, acceptent de modifier profondément leurs habitudes de consommation ; et que les grandes nations du Sud, qui viennent tout juste d'amorcer leur décollage économique, notamment les Chinois et les

Indiens, acceptent de freiner leur croissance.

Pour que l'on puisse appliquer des mesures aussi contraignantes, et qui exigent des sacrifices lourds de la part de chaque nation, de chaque citoyen, il faudrait un formidable sursaut de solidarité planétaire que rien ne laisse présager dans un avenir proche.

C'est cette même inadéquation que l'on observe lorsqu'on cherche à faire face aux défis que pose la diversité humaine.

A l'époque qui est la nôtre, où chaque culture est quotidiennement confrontée aux autres, où chaque identité éprouve le besoin de s'affirmer avec virulence, où chaque pays, chaque ville, doit organiser en son sein une délicate cohabitation, la question n'est pas de savoir si nos préjugés religieux, ethniques et culturels sont plus forts ou plus faibles que ceux des générations précédentes ; elle est de savoir si nous saurons empêcher nos sociétés de dériver vers la violence, le fanatisme et le chaos.

Il en est ainsi dans de nombreuses régions du monde, et le cas des minorités irakiennes et proche-orientales n'est pas unique, bien qu'il constitue, en ces premières années du siècle, l'exemple le plus révélateur. Si nous nous montrons incapables d'assurer la survie de ces communautés millénaires, c'est que notre gestion de la diversité humaine est manifestement déficiente, et inadéquate.

Cela veut-il dire qu'autrefois on était plus sage, plus attentif, plus tolérant, plus magnanime, ou plus habile ? Je ne le crois pas. Il suffit de parcourir quelques livres d'histoire pour constater qu'il y a toujours eu des monarques assoiffés de sang, des satrapes pillards, des invasions dévastatrices, des pogroms, des massacres, ainsi que de monstrueuses tentatives d'extermination. Si certaines communautés ont tout de même survécu, siècle après siècle, c'est parce que leur sort était surtout lié à des péripéties locales et n'était pas constamment affecté par tous les événements de la planète.

Lorsqu'un incident grave se déroulait dans un village, il fallait souvent des semaines pour que le reste du pays en entende parler, ce qui en limitait les répercussions. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Une déclaration maladroite, prononcée à midi, peut servir de prétexte à une tuerie le soir même, et à dix mille kilomètres de là. Parfois c'est une fausse rumeur, répandue par malveillance ou en raison d'un malentendu, qui déclenche les hostilités ; quand on apprend la vérité, il est déjà trop tard, les cadavres emplissent les rues. Je songe à des événements précis survenus au cours des dernières années, non seulement en Irak, mais également en Indonésie, en Egypte, au Liban, en Inde, au Nigeria, au Rwanda, comme sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie.

N'est-ce pas là une conséquence normale de l'évolution du monde ? objecteront certains. Oui et non. Le désenclavement des hommes et des conflits est effectivement une conséquence normale des progrès dans les moyens de communication. Ce qu'on est en droit de déplorer, et de dénoncer, c'est que cette avancée technologique ne soit pas accompagnée d'une prise de conscience qui permette de préserver les populations ainsi projetées, à leur corps défendant, dans le tumulte de l'Histoire.

Ce qui est en cause, c'est le fossé qui se creuse entre notre rapide évolution matérielle, qui chaque jour nous désenclave davantage, et notre trop lente évolution morale, qui ne nous permet pas de faire face aux conséquences tragiques du désenclavement. Bien entendu, l'évolution matérielle ne peut ni ne doit être ralentie. C'est notre évolution morale qui doit s'accélérer considérablement, c'est elle qui doit s'élever, d'urgence, au niveau de notre évolution technologique, ce qui exige une véritable révolution dans les comportements.

Plus tard je reviendrai longuement sur la gestion de la diversité comme sur les perturbations climatiques, et sur les dilemmes qui sont les nôtres dans ces domaines cruciaux. Ici je voudrais m'arrêter un instant sur les turbulences de la sphère économique et financière, où l'on peut constater la même inadéquation entre l'ampleur des problèmes qui nous assaillent et notre faible capacité à les résoudre.

Là encore, s'il s'agissait de savoir si nous parvenons, mieux que par le passé, à nous concerter, à réfléchir ensemble, à mobiliser des fonds d'urgence, la réponse serait certainement positive ; dès qu'une crise se déclenche, des mesures sont prises, dont on pourrait contester l'efficacité ou les orientations, mais qui souvent permettent de ramener un peu d'ordre.

Cependant, on a beau faire confiance aux dirigeants qui se réunissent à deux, à sept, à huit, ou à vingt, qui disposent d'une foule de conseillers compétents, et qui tiennent des conférences de presse apaisantes, il faut bien admettre que chaque secousse est généralement suivie d'une secousse plus grave encore. Ce qui donne à penser que la réponse apportée à la précédente ne devait pas être adéquate.

Au bout d'un certain nombre de « rechutes », on en arrive naturellement à se dire que cette inadéquation n'est pas due à des fautes d'appréciation, mais au fait que le système économique global est de moins en moins « pilotable ». Une défaillance qui ne peut être imputée à une cause unique, mais qui s'explique certainement en partie par cette caractéristique de notre époque que l'on peut observer dans divers autres domaines, à savoir que les problèmes ne peuvent être résolus que si l'on réfléchit globalement, comme si l'on était une vaste nation plurielle, tandis que nos structures politiques, juridiques et mentales nous contraignent à réfléchir et à agir en fonction de nos intérêts spécifiques – ceux de nos Etats, de nos électeurs, de nos entreprises, de nos finances nationales. Tout gouvernement est amené à considérer que ce qui est bon pour lui est bon pour les autres. Et, même s'il a suffisamment de lucidité pour savoir que ce n'est pas toujours le cas, même s'il est persuadé que certaines de ses politiques – protectionnisme, émission massive de monnaie, réglementations discriminatoires ou « manipulation » de devises – auront des retombées négatives sur le reste du monde, il fera tout de même ce qui lui convient pour tenter de sortir du marasme. La seule limite à l'« égoïsme sacré » des nations étant la nécessité d'éviter que le système entier ne s'effondre.

C'est là, en quelque sorte, un nouvel équilibre de la terreur qui s'instaure, notamment entre les Chinois et les Américains – « si vous cherchez à me ruiner, je vous entraînerai dans ma chute ». Un jeu périlleux, qui laisse la planète à la merci d'un dérapage, et qui ne peut évidemment pas remplacer une solidarité véritable.

Tout aussi préoccupant est le fait que les turbulences économiques que nous observons de nos jours trouvent leur origine dans les multiples dérèglements qui affectent le monde, et qui se situent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de cette sphère. De sorte qu'il existe, aux côtés des données permettant de prédire que telle année verra un ralentissement de l'activité et que telle autre verra une reprise, bien d'autres facteurs dont les effets ne peuvent être convenablement anticipés.

A titre d'exemple, les fluctuations outrancières dans les prix des carburants sont dues en partie à la spéculation ; mais elles dépendent également des besoins accrus des grandes nations du Sud, des incertitudes politiques dans les zones de production et de transit, tels le Moyen-Orient, le Nigeria, le Sahara, la mer Rouge, ou les territoires de l'ancienne Union soviétique, comme de plusieurs autres facteurs. Si l'on souhaite maîtriser ces fluctuations pour les empêcher de perturber les grands équilibres économiques, il faudrait sans doute que des dispositions soient prises au plan global pour décourager les spéculateurs ; mais il faudrait aussi que l'on parvienne à une gestion concertée et équitable des ressources de la planète, que l'on modifie certaines habitudes de production et de consommation, que l'on dépasse les traumatismes de la Guerre froide pour que des rapports plus sereins s'établissent entre la Russie et l'Occident, que des solutions durables soient trouvées à divers conflits régionaux, etc. On mesure bien l'énormité de la tâche, qui exige un haut degré de solidarité active entre les nations, et qui ne pourrait être accomplie que sur des décennies, alors que les perturbations nous affectent aujourd'hui même.

Dès qu'un gouvernement cherche à régler un problème, il le trouve relié à cent autres, qui relèvent de domaines différents, et qui se dérobent à son influence. Qu'il se batte contre la récession, l'inflation, le chômage, ou contre la pollution, la drogue, les pandémies, ou encore contre la violence urbaine, il est inmanquablement en butte à des problèmes de tous ordres – géopolitiques, sociologiques, sanitaires, culturels, ou moraux – en provenance de tous les coins de la planète ; des problèmes qu'il devrait absolument résoudre pour avoir quelque chance de réussir, mais sur lesquels il n'a aucune prise, ou si peu.

En matière d'économie, on a longtemps admis comme une vérité de bon sens que si chacun agissait selon son intérêt propre, la somme de ces actions serait bénéfique à l'intérêt collectif. L'égoïsme serait ainsi, paradoxalement, la forme réaliste de l'altruisme. « Occupez-vous d'augmenter votre richesse et, sans l'avoir cherché, vous aurez augmenté la richesse de tous. » Adam Smith parlait au xviii^e siècle d'une « main invisible » qui se chargerait providentiellement d'harmoniser la machine économique sans qu'aucune autorité ait besoin d'intervenir. Une vision abondamment controversée, on s'en doute, mais qui ne peut être écartée d'un geste dédaigneux, vu qu'elle a été à la base du système économique le plus efficace de l'histoire humaine.

Reste à savoir si cette « main invisible » est encore capable d'opérer de nos jours ; si elle est en mesure de « lubrifier » une économie de marché aux dimensions de la planète, mêlant des sociétés aux lois disparates, aux acteurs innombrables, imprévisibles et omniprésents, comme elle a pu le faire jadis pour quelques pays d'Occident. Il est probable, en tout cas, qu'aucune « main invisible » ne pourra empêcher la richesse croissante des nations de peser lourdement sur les ressources de la Terre, ni de polluer l'atmosphère ; mais il n'est pas certain non plus que les mains visibles des gouvernants soient en mesure de mieux gérer nos réalités globales.

A quelques années d'intervalle, nous aurons assisté à la disgrâce de deux croyances opposées. C'est d'abord le rôle des pouvoirs publics qui fut stigmatisé ; dans la foulée de la faillite du système soviétique, toute forme de dirigisme apparut comme une hérésie, même aux yeux de certains

socialistes ; on estima que les lois du marché étaient naturellement plus efficaces, plus sages, plus rationnelles ; on considéra que tout, ou presque, pouvait être privatisé, la santé, les retraites, les prisons, et même – pour le Pentagone des néoconservateurs – une bonne partie de l’effort de guerre ; on s’en prit, de manière souvent implicite mais parfois très explicite, à l’idée selon laquelle l’État avait le devoir d’assurer le bien-être des citoyens ; on alla même jusqu’à considérer que le principe d’égalité était une notion obsolète, survivance d’une ère révolue, et qu’il ne fallait pas avoir honte d’étaler les disparités de fortune.

Mais le pendule était allé trop loin, il a heurté un mur, et le voilà reparti pour quelque temps dans le sens opposé. C’est désormais la croyance à l’infaillibilité du marché qui est stigmatisée. On redécouvre des vertus au rôle de l’Etat ; on en arrive même à pratiquer des nationalisations massives, bien que l’on répugne à les appeler de ce nom. Les certitudes constamment claironnées pendant trois décennies sont à présent ébranlées, une remise en cause radicale est en cours, qui affectera profondément la sphère politique, sociale, ou économique, et qui ira sans doute bien au-delà. Comment résoudre, en effet, une crise financière majeure, sans s’attaquer à la crise de confiance qui l’accompagne, aux comportements qui l’ont causée, à la distorsion dans l’échelle des valeurs, à la perte de crédibilité morale des dirigeants, des Etats, des compagnies, des institutions, et de ceux qui sont supposés les surveiller ?

L’une des images les plus fortes de ce début de siècle, c’est celle d’Alan Greenspan, ancien directeur du Federal Reserve Board, déposant devant une commission du Congrès en octobre 2008. Tout en niant que les décisions qu’il avait prises – ou omis de prendre – au cours de ses dix-huit ans de « règne » aient pu être responsables du cataclysme des prêts hypothécaires américains et des turbulences planétaires qui en ont résulté, il a reconnu qu’il se trouvait « dans un état de choc et d’incrédulité ». Il était convaincu, dit-il, que jamais les organismes prêteurs ne pourraient agir d’une manière qui pourrait compromettre les intérêts de leurs propres actionnaires. « C’est sur cette base que l’on a géré les risques, depuis des décennies, mais tout cet édifice intellectuel s’est écroulé l’été dernier. »

Je suppose que ceux qui doutent de la sagesse immanente des mécanismes du marché auront réagi à ces propos par le sarcasme. Mais ce que Greenspan exprimait là n’était pas seulement la déception d’un conservateur abusé. Si ses remords me semblent significatifs, et même touchants, c’est parce qu’ils marquent la fin d’une époque où les comportements des acteurs économiques avaient de la cohérence, de la décence, et obéissaient à certaines règles ; où les dirigeants flambeurs, prédateurs ou fraudeurs étaient rares ; où l’on pouvait s’appuyer sur quelques valeurs sûres et reconnaître du premier coup d’œil les entreprises saines.

Sans vouloir embellir les temps anciens, qui ont eu leur lot de malversations et de crises, il faut admettre que jamais il n’y eut une époque telle que la nôtre, où les responsables des économies nationales ne parviennent plus à suivre les échafaudages acrobatiques des as de la finance, et où les opérateurs qui brassent des milliards n’ont aucune connaissance de l’économie politique, ni le moindre souci des répercussions de leurs actes sur les entreprises, sur les travailleurs, ni sur leurs propres parents ou amis, sans même parler du bien-être collectif.

On comprend aisément que les vieux sages soient désabusés. Qu’ils penchent pour l’interventionnisme ou pour le laisser-faire, les « médecins de l’économie » constatent que leurs thérapies les mieux éprouvées produisent des résultats décevants. Comme s’ils se retrouvaient chaque matin en présence d’un patient différent de celui qu’ils avaient traité la veille.

Mais ce n'est là sans doute qu'un aspect d'un phénomène plus vaste, plus complexe, et qui affecte toutes les sociétés humaines, riches ou pauvres, puissantes ou faibles, sans aucune exception. Un phénomène qu'il nous arrive encore d'appeler « l'accélération de l'Histoire », mais qui va bien au-delà de ce qu'on nommait ainsi dans les ouvrages du siècle dernier. Peut-être faudrait-il recourir plutôt à une autre notion, qui reflète mieux le rythme des choses de notre temps : « l'instantanéité ». Car tous les événements du monde se déroulent désormais sous les yeux de l'humanité entière, et en temps réel.

Il ne s'agit plus seulement de ce mouvement imprimé à l'Histoire depuis longtemps, qui a précipité la circulation des personnes, des marchandises, des images et des idées, créant cette impression d'un monde qui rapetisse. A cela, nous avons fini par nous accoutumer. Mais la tendance s'est considérablement accentuée dans les toutes dernières années du xx^e siècle, on pourrait même dire que le phénomène a changé de nature avec l'essor de l'Internet, la généralisation du courrier électronique et le « tissage » du Worldwide Web, l'omniprésente « Toile aux dimensions du monde », comme avec le développement de quelques autres moyens de communication immédiate, tel le téléphone portable, qui ont établi entre les hommes, sous tous les cieux, des liens instantanés, abolissant les distances, réduisant à néant les délais de réaction, amplifiant le retentissement des événements ; et, de ce fait, accélérant encore leur déroulement.

C'est sans doute ce qui explique que des bouleversements considérables qui, à d'autres époques, auraient mis des décennies à se déployer, se passent à présent en quelques années, parfois en quelques mois. Pour le pire comme pour le meilleur. On ne s'étonnera pas que le premier exemple qui me soit venu à l'esprit soit le déracinement, sous nos yeux, en quelques petites années, de ces cultures qui avaient survécu depuis des siècles, voire des millénaires ; mais l'on pourrait songer aussi à l'écroulement de l'Union soviétique, à l'extension de l'Union européenne, au décollage de la Chine et de l'Inde, à l'ascension de Barack Obama, comme à mille autres événements fulgurants survenus sous tous les cieux, et dans divers domaines.

A l'évidence, le xxi^e siècle a commencé dans un environnement mental sensiblement différent de tout ce que l'humanité avait connu auparavant. Une évolution fascinante, mais périlleuse. A celui qui s'intéresse à la marche du monde, la « Toile » ouvre aujourd'hui des perspectives illimitées ; au lieu de lire simplement son quotidien local, on peut consulter, de chez soi, en sirotant son café du matin, la presse du monde entier ; surtout si l'on connaît l'anglais, vu que d'innombrables journaux – allemands, japonais, chinois, turcs, israéliens, iraniens, koweïtiens, russes, etc. – publient à présent une édition « en ligne » dans cette langue. Pour ma part, je pourrais m'y oublier pendant des journées entières. Sans lassitude, avec émerveillement, et avec même le sentiment de réaliser un rêve.

Dans mon enfance, au Liban, je lisais chaque matin l'ensemble de la presse locale. Mon père dirigeait un quotidien, dont il adressait par courtoisie un exemplaire à ses collègues, qui lui envoyaient par réciprocité leurs propres journaux. « Lequel faudrait-il croire ? » lui avais-je demandé un jour en désignant la pile. Sans interrompre sa lecture, il m'avait répondu : « Aucun, et tous. Aucun ne t'apportera toute la vérité, mais chacun te donnera la sienne. Si tu les lis tous, et si tu as une bonne capacité de discernement, tu comprendras l'essentiel. » Pour les radios, mon père faisait de même.

D'abord la BBC, puis la radio libanaise, puis Le Caire, ensuite les émissions en arabe de la radio israélienne ; quelquefois aussi Radio-Damas, Voice of America, Radio-Amman, ou Radio-Bagdad. Le temps de vider sa cafetière, il se sentait convenablement informé.

Souvent je songe à la joie qu'il aurait éprouvée s'il avait pu connaître l'époque qui est la nôtre. Point n'est besoin d'être directeur de journal pour recevoir chez soi, à titre gracieux, tous les médias de son pays ainsi que ceux de la planète entière. Si l'on cherche à avoir une vision pertinente, équilibrée, enveloppante, de la réalité du monde, on a tout ce qu'il faut au bout des doigts.

Mais nos contemporains ne font pas tous le même usage des instruments qui leur sont offerts. Tous ne cherchent pas à se former une opinion pondérée. C'est souvent l'obstacle de la langue qui les empêche de diversifier leur écoute ; mais il y a aussi une disposition d'esprit, fort répandue au sein de toutes les nations, et qui fait que seule une petite minorité éprouve l'envie de savoir ce que disent « les autres » ; bien des gens se contentent du son de cloche qui flatte leurs propres oreilles.

Pour une personne qui navigue avec attention d'un univers culturel à l'autre, pour une personne qui passe allègrement du site d'Al-Jazeera à celui de *Haaretz*, et du *Washington Post* à l'agence de presse iranienne, il y en a des milliers qui ne « visitent » que leurs compatriotes ou leurs coreligionnaires, qui ne s'abreuvent qu'aux sources familières, qui ne cherchent devant leurs écrans qu'à conforter leurs certitudes et à justifier leurs ressentiments.

Si bien que ce formidable outil moderne, qui devrait favoriser le brassage et l'échange harmonieux entre les cultures, devient un lieu de ralliement et de mobilisation pour nos « tribus » globales. Non en raison de quelque obscure machination, mais parce que l'Internet, qui est un accélérateur et un amplificateur, a pris son essor à un moment de l'Histoire où les identités se déchaînaient, où « l'affrontement des civilisations » s'installait, où l'universalisme s'effritait, où la nature des débats se corrompait, où la violence gagnait dans les paroles comme dans les actes, et où les repères communs se perdaient.

Il n'est pas indifférent, à cet égard, que cette avancée technologique majeure, qui a bouleversé les rapports entre les hommes, ait coïncidé avec un cataclysme stratégique de première ampleur, à savoir la fin de la confrontation entre les deux grands blocs planétaires, la désintégration de l'Union soviétique et du « camp socialiste », l'émergence d'un monde où les clivages identitaires ont pris le pas sur les clivages idéologiques, et l'avènement d'une superpuissance unique qui exerce de fait, sur toute l'étendue de la planète, une « suzeraineté » mal acceptée.

Il m'arrive quelquefois de relire un petit texte dense publié par l'historien britannique Arnold Toynbee en 1973, peu avant sa mort. Embrassant du regard la trajectoire de l'humanité, à laquelle il avait consacré une magistrale étude en douze gros volumes, *A Study of History*, il y avait distingué trois phases.

Au cours de la première, qui correspond, grosso modo, à la Préhistoire, la vie des hommes était partout uniforme car « si lentes qu'aient été les communications, le rythme du changement était plus lent encore » ; toute innovation avait le temps de se transmettre à toutes les sociétés avant qu'une autre

innovation n'intervienne.

Au cours de la deuxième phase, qui aurait duré, selon lui, environ quatre millénaires et demi, de la fin de la Préhistoire jusqu'à l'an 1500 de notre ère, le changement avait été plus rapide que la transmission, si bien que les sociétés humaines avaient été fortement différenciées. C'est au cours de cette phase que seraient nées les religions, les ethnies, les civilisations distinctes.

Enfin, depuis le xvi^e siècle, « parce que l'accélération du rythme du changement a été dépassée par l'accélération de la vitesse des communications », notre « habitat » a commencé à s'unifier, du moins technologiquement et économiquement – mais « pas encore sur le plan politique », observait Toynbee.

Cette approche vaut ce que valent toutes les schématisations ; chaque terme, examiné de près, soulève des critiques, mais la vision d'ensemble est stimulante pour l'esprit. Surtout lorsqu'on la considère à la lumière des toutes dernières décennies. L'accélération y a été vertigineuse, brutale, et forcément traumatisante. Des sociétés qui avaient suivi, au long de leur histoire, des voies différentes, qui avaient développé leurs croyances, leurs langues, leurs traditions, leurs sentiments d'appartenance, leurs fiertés propres, se sont retrouvées projetées dans un monde où leur identité autonome était bousculée, érodée, et paraissait menacée.

Leur réaction a été quelquefois violente et désordonnée, comme celle d'un noyé dont la tête est déjà sous l'eau, et qui se débat sans espoir ni discernement, prêt à entraîner avec lui vers l'abîme tous ceux que ses mains agrippent, ses sauveteurs autant que ses agresseurs.

Depuis que la Guerre froide s'est arrêtée, à la fin des années 1980, l'évolution décrite par Toynbee vers une civilisation humaine intégrée se déroule à une tout autre cadence, et dans un environnement stratégique sensiblement transformé.

Un gouvernement, celui des Etats-Unis d'Amérique, s'est retrouvé investi, dans les faits, du rôle d'autorité planétaire ; son système de valeurs est devenu la norme universelle, son armée est devenue la gendarmerie globale, ses alliés sont devenus des vassaux et ses ennemis des hors-la-loi. Une situation sans précédent dans l'Histoire. Sans doute avait-on connu, par le passé, des puissances qui, à leur apogée, avaient acquis une primauté ; qui, tel l'Empire romain, dominaient le monde connu, ou bien qui s'étendaient si loin que le soleil, disait-on, « ne cessait jamais de briller » sur leurs dépendances, tel l'Empire espagnol au xvi^e siècle, ou l'Empire britannique au xix^e. Mais aucun ne disposait des moyens techniques qui lui auraient permis d'intervenir à sa guise sur toute la surface du globe, ni d'entraver l'émergence de puissances rivales.

Ce processus, qui aurait pu s'étirer sur plusieurs générations, s'est accompli en quelques brèves années sous nos yeux ébahis. Le monde entier est à présent un espace politique unifié. La « troisième phase » de Toynbee s'est close de manière abrupte, prématurée ; une quatrième s'est ouverte, qui s'annonce tumultueuse, déconcertante, et éminemment périlleuse.

Subitement se pose, pour la première fois dans l'Histoire, la question du pouvoir et de sa légitimité au niveau planétaire. Si ce fait essentiel est rarement évoqué tel quel, il est constamment présent dans le non-dit, dans les récriminations, et au cœur des conflits les plus rudes.

Pour que les différents peuples acceptent l'autorité d'une sorte de « gouvernement global », il faut que ce dernier ait acquis à leurs yeux une légitimité autre que celle que lui confère sa puissance économique ou militaire ; et pour que les identités particulières puissent se fondre dans une identité plus vaste, pour que les civilisations particulières puissent s'insérer dans une civilisation planétaire, il est impératif que le processus se déroule dans un contexte d'équité, ou tout au moins de respect mutuel et de dignité partagée.

C'est à dessein que j'ai mélangé, dans les dernières phrases, des aspects différents. On ne peut comprendre la réalité du monde d'aujourd'hui que si l'on a constamment à l'esprit toutes ces facettes à la fois. A partir du moment où il existe une civilisation prédominante, portée par l'unique superpuissance planétaire, transcender les civilisations et les nations ne peut plus se dérouler dans la sérénité. Les populations qui se sentent menacées d'anéantissement culturel ou de marginalisation politique prêtent forcément l'oreille à ceux qui appellent à la résistance et à l'affrontement violent.

Tant que les Etats-Unis n'auront pas persuadé le reste du monde de la légitimité morale de leur prééminence, l'humanité demeurera en état de siège.

II

Les légitimités égarées

Au moment où j'écris ces lignes, une image me vient à l'esprit, à la fois triviale et inoubliable : celle d'un bureau de vote, en Floride, lors de l'élection présidentielle de novembre 2000. Un scrutateur examine un bulletin à contre-jour pour déterminer, en fonction des pointillés et des torsions de la feuille, à quel candidat doit aller la voix, Al Gore ou George W. Bush.

Comme des millions de personnes à travers le monde, j'étais suspendu à ce dépouillement, ainsi qu'à la querelle juridique qui l'accompagnait. Un peu, certes, par une curiosité de spectateur devant un feuilleton politique palpitant ; mais surtout parce que, dans ces élections, c'est mon avenir et celui des miens qui étaient en jeu. A l'époque je le pressentais un peu, aujourd'hui je le sais avec certitude, ce vote en Floride allait changer le cours de l'Histoire dans mon propre pays natal, le Liban.

J'ai cité cet exemple en premier, spontanément, parce qu'il me concerne de près ; j'aurais pu commencer par tant d'autres, plus amples, et dont les implications pour l'ensemble de la planète paraissent plus évidentes. Ainsi, il est raisonnable de supposer que les attentats du 11 septembre 2001 auraient eu lieu de la même manière si Al Gore s'était installé à la Maison-Blanche plutôt que George W. Bush ; mais il est tout aussi raisonnable de supposer que la réaction de Washington n'aurait pas été identique. On aurait forcément mené une « guerre contre la terreur » ; avec, toutefois, d'autres priorités, d'autres slogans, d'autres méthodes, d'autres coalitions. Il y aurait probablement eu moins de détermination, mais aussi moins de dérapages ; le président n'aurait parlé ni de « croisade » ni d'un « axe du Mal », et l'on se serait abstenu de parquer les détenus à Guantanamo. La guerre d'Irak n'aurait probablement pas eu lieu, ce qui aurait changé bien des choses pour les populations qui s'y sont trouvées embourbées, ainsi que pour les relations des Etats-Unis avec le reste du monde. S'agissant du Liban, il est probable que l'armée syrienne n'aurait pas été contrainte à l'évacuer en 2005, et que les affrontements dont il a été le théâtre auraient pris une autre tournure.

On peut également supposer que si les Démocrates avaient gagné en novembre 2000, plusieurs autres dossiers importants – le réchauffement climatique, par exemple ; ou le droit de pratiquer certaines recherches en génétique ; ou le rôle des Nations unies – auraient été gérés différemment, avec des conséquences significatives pour l'avenir de la planète. Il serait néanmoins hasardeux d'aller plus loin dans les conjectures. Et superflu de vouloir déterminer si l'état du monde en aurait été amélioré ou détérioré. Pour ma part, au fil des années, j'ai médité à diverses occasions sur ce fameux vote de la Floride, le jugeant souvent calamiteux, mais quelquefois providentiel.

Une chose est certaine, en tout cas : ce sur quoi les électeurs de Tampa et de Miami s'étaient prononcés en cette année au chiffre symbolique, ce n'était pas seulement l'avenir de la nation américaine ; c'était aussi, pour une large part, l'avenir de toutes les autres nations.

On pourrait dire la même chose des deux élections présidentielles suivantes, au cours desquelles on a connu des situations extrêmes. En 2004, le monde entier souhaitait que le président Bush soit battu, mais ses concitoyens décidèrent de le réélire ; le désamour entre l'Amérique et le reste de la planète fut alors à son paroxysme. A l'inverse, en 2008, toutes les nations de la Terre s'étaient éprises du sénateur Obama, et lorsque les voix des Américains se portèrent sur lui, ce fut un torrent d'admiration – parfaitement justifié, à mes yeux – pour les Etats-Unis, leur peuple, leur système politique, et leur capacité à gérer leur diversité ethnique. Cette convergence, liée à la fois au discours d'Obama, à ses origines africaines, et à la lassitude du monde envers l'administration républicaine, ne se répétera pas de sitôt ; en revanche, il y a fort à parier que, désormais, chaque élection américaine sera l'occasion

d'un psychodrame planétaire.

Ce qui, à l'évidence, pose problème. Il me semble même qu'il y a là, sous des apparences anodines, anecdotiques, l'un des facteurs souterrains de ce « dérèglement » politique et moral qui caractérise notre époque.

Avant d'aller plus loin, il me faut prendre en compte deux objections que mes propos pourraient susciter.

Certes, me dira-t-on, le président des Etats-Unis est aujourd'hui puissant ; ses décisions politiques affectent le sort de la planète entière ; et, de ce fait, ceux qui l'élisent se trouvent investis d'un rôle qui ne leur revient pas de droit, puisque le choix qu'ils font se révèle souvent déterminant pour l'avenir des Asiatiques, des Européens, des Africains et des Latino-Américains. Dans un monde idéal, les choses ne devraient pas se passer ainsi. Mais à quoi bon s'échiner contre un problème qui n'a aucune solution ? On ne va tout de même pas accorder aux Colombiens, aux Ukrainiens, aux Chinois ou aux Irakiens le droit de voter à l'élection présidentielle américaine !

Non, j'en conviens, ce serait absurde ; et ce n'est certainement pas ce que je préconiserais. Quelle autre solution, alors ? Aucune. A cet instant, je n'en vois aucune. Mais le fait qu'il n'y ait pas de solution réaliste ne veut pas dire que le problème n'existe pas. Je suis persuadé que celui-ci est tout à fait réel ; que sa gravité sera de plus en plus apparente dans les prochaines décennies ; et qu'il a, dès à présent, quelques effets dévastateurs.

Je me promets d'explicitier les raisons de cette inquiétude dans la suite de mon propos. Auparavant, j'aimerais écarter une autre objection prévisible. La première était celle de l'éternel « A quoi bon ? » ; la seconde relève du non moins éternel « Il en a toujours été ainsi ! »

Depuis l'aube de l'Histoire, me dira-t-on, certaines nations imposent leur volonté à d'autres ; les puissants décident, les opprimés subissent ; cela fait des générations que la voix d'un habitant de New York, de Paris ou de Londres pèse plus lourd que celle d'un électeur de Beyrouth, de La Paz, de Lomé ou de Kampala ; si l'époque actuelle a apporté des changements, c'est plutôt dans le sens d'une amélioration, puisque des centaines de millions de personnes peuvent désormais s'exprimer librement alors qu'elles étaient jusqu'ici bâillonnées.

Tout cela est vrai, et cependant trompeur. Sans doute les empires d'autrefois étaient-ils vastes et puissants. Mais leur emprise sur le monde demeurait faible ; parce que leur armement et leurs moyens de communication ne leur permettaient pas d'assurer un contrôle effectif loin de leur métropole ; et aussi parce qu'ils devaient toujours compter avec des puissances rivales.

Aujourd'hui, l'extraordinaire essor technologique a rendu possible un contrôle bien plus serré du territoire mondial ; et il a contribué à concentrer le pouvoir politique dans un petit nombre de capitales – et même, principalement, dans une seule. Ce qui explique l'émergence, pour la première fois dans l'Histoire, d'un gouvernement dont la « juridiction » couvre la planète entière.

Cette situation inédite génère naturellement des disparités tout aussi inédites, ainsi que des équilibres nouveaux – ou plus exactement des déséquilibres. Et des ressentiments suicidaires.

A l'évidence, quelque chose a radicalement changé dans la texture du monde, qui a profondément vicié les rapports entre les hommes, dégradé la signification de la démocratie, et brouillé les chemins

du progrès.

Pour examiner de plus près cette altération, pour tenter d'en comprendre les origines et les mécanismes, pour chercher à tâtons une sortie hors de ce labyrinthe meurtrier, la notion qui pourrait servir de « lanterne » est celle de légitimité. Une notion désuète, oubliée, et peut-être même passablement suspecte aux yeux de certains de nos contemporains, mais indispensable dès lors que se pose la question du pouvoir.

La légitimité, c'est ce qui permet aux peuples et aux individus d'accepter, sans contrainte excessive, l'autorité d'une institution, personnifiée par des hommes et considérée comme porteuse de valeurs partagées.

C'est là une définition ample, susceptible d'englober des réalités très différentes : les relations d'un fils avec ses parents, d'un militant avec les responsables de son parti ou de son syndicat, d'un citoyen avec son gouvernement, d'un salarié ou d'un actionnaire avec les dirigeants de son entreprise, d'un étudiant avec ses maîtres, d'un croyant avec les chefs de sa communauté religieuse, etc. Certaines légitimités sont plus stables que d'autres, mais aucune n'est immuable ; on peut gagner en légitimité, ou perdre, selon son habileté, ou selon les circonstances.

On pourrait même raconter l'histoire de toutes les sociétés humaines au rythme des crises de légitimité. Au lendemain d'un bouleversement, une autre légitimité émerge, qui se substitue à celle qui vient de s'écrouler. Mais la persistance de cette légitimité nouvelle dépend de ses succès. Si elle déçoit, elle commence à s'étioler, plus ou moins vite, et sans que ceux qui s'en réclament s'en rendent toujours compte.

A quel moment, par exemple, les tsars ont-ils cessé de paraître légitimes ? Et combien de décennies a-t-il fallu pour que le crédit de la révolution d'Octobre s'épuise à son tour ? La Russie a été, sous les yeux de nos contemporains, le théâtre d'une spectaculaire perte de légitimité qui a eu des répercussions sur l'ensemble de la planète. Mais ce n'est là qu'un cas parmi tant d'autres ! La légitimité n'est immuable qu'en apparence ; que ce soit celle d'un homme, d'une dynastie, d'une révolution ou d'un mouvement national, il arrive un moment où elle n'opère plus. C'est alors qu'un pouvoir remplace l'autre, et qu'une légitimité neuve se substitue à celle qui s'était déconsidérée.

Pour que le monde fonctionne de manière à peu près harmonieuse, sans perturbations majeures, la plupart des peuples devraient avoir à leur tête des dirigeants légitimes ; lesquels seraient « chapeautés », puisqu'il le faut, par une autorité mondiale également perçue comme légitime.

A l'évidence, ce n'est pas le cas de nos jours. Et c'est même quasiment l'inverse : beaucoup de nos contemporains vivent dans des Etats dont les gouvernants ne sont ni les gagnants d'un scrutin honnête, ni les héritiers d'une dynastie respectée, ni les continuateurs d'une révolution réussie, ni les artisans d'un miracle économique, et ne disposent, de ce fait, d'aucune légitimité ; et sous la tutelle d'une puissance globale à laquelle les populations ne reconnaissent aucune légitimité non plus. Cette constatation est particulièrement vraie pour la grande majorité des pays arabes. Est-ce un hasard si c'est de là que sont issus les hommes qui commettent, en ce début de siècle, les actes de violence les plus spectaculaires ?

Les questions de légitimité ont toujours joué un rôle majeur dans l'histoire du monde musulman. L'exemple le plus significatif est peut-être celui des factions religieuses. Alors que dans la chrétienté on s'est constamment divisé, et quelquefois massacré, autour de la nature du Christ, de la Trinité, de l'Immaculée Conception ou de la formulation des prières, les conflits dans l'Islam ont habituellement tourné autour des querelles de succession.

Le grand schisme entre sunnites et chiites ne s'est pas fait pour des raisons théologiques mais pour

des raisons dynastiques. A la mort du Prophète, une partie des fidèles s'était prononcée pour son jeune cousin Ali, qui était aussi son gendre, un esprit brillant qui avait beaucoup de partisans inconditionnels, lesquels furent appelés « chi'a-t-Ali », le parti d'Ali, puis tout simplement « chi'a ». Mais l'homme avait également beaucoup de détracteurs, qui réussirent par trois fois à faire désigner comme « califes », ou « successeurs », des représentants du parti adverse. Ali finit par remporter la quatrième élection, mais ses ennemis se révoltèrent aussitôt et il ne put jamais régner paisiblement. Il fut assassiné au bout de quatre ans et demi ; puis son fils Hussein fut tué à la bataille de Karbala en 680, drame toujours commémoré avec une immense ferveur par les chiites. Beaucoup d'entre eux espèrent qu'un jour prochain réapparaîtra parmi les hommes un descendant d'Ali, un imam aujourd'hui caché à nos regards, et qui redonnera le pouvoir à ses détenteurs légitimes – un messianisme puissant que le passage des siècles n'a pas terni.

Sur cette querelle dynastique se sont greffées, comme ce fut d'ailleurs le cas pour les querelles théologiques des chrétiens, des considérations d'un autre ordre. Lorsque Rome jadis condamnait comme hérétiques les croyances d'un patriarche d'Alexandrie ou de Constantinople, lorsque Henri VIII d'Angleterre rompait avec l'Eglise romaine, ou qu'un prince allemand prenait parti pour Luther, il y avait souvent des considérations politiques, et même des rivalités commerciales, conscientes ou pas, qui jouaient un rôle souterrain. De la même manière, les thèses du chiisme ont parfois été adoptées par des populations qui voulaient marquer leur opposition au pouvoir du moment. A titre d'exemple, c'est au xvi^e siècle, lorsque l'Empire ottoman, implacablement sunnite, connaissait sa plus grande expansion, et qu'il prétendait réunir l'ensemble des musulmans sous son autorité, que le shah de Perse avait transformé son royaume en bastion du chiisme ; c'était pour le monarque une manière de préserver son empire, et pour ses sujets de langue persane un moyen d'éviter de vivre sous la domination d'un peuple de langue turque. Mais alors que le roi d'Angleterre manifestait son indépendance en parlant de l'Eucharistie ou du Purgatoire, le shah marquait sa différence en affirmant son attachement à la famille du Prophète, détentrice de la légitimité.

De nos jours, la légitimité généalogique garde une certaine importance ; mais une autre légitimité est venue s'y ajouter, et quelquefois s'y substituer, que l'on pourrait appeler « patriotique », ou « combattante » : est légitime aux yeux des musulmans celui qui dirige le combat contre leurs ennemis. Un peu comme ce fut le cas pour le général de Gaulle en juin 1940, lorsqu'il avait parlé au nom de la France, non parce qu'il avait été élu, ni parce qu'il détenait le pouvoir effectif, mais parce qu'il portait le flambeau de la lutte contre l'occupant.

Cette comparaison est forcément approximative ; elle représente néanmoins une clef utile, me semble-t-il, pour qui souhaite décoder ce qui arrive dans le monde arabo-musulman depuis quelques décennies ; sans doute même depuis bien plus longtemps, mais je préfère m'attacher à ce qu'a pu noter un homme de mon âge, né au Liban dans une famille d'enseignants et de journalistes puis émigré en France, et qui ne s'est jamais lassé d'observer sa région natale en s'efforçant de comprendre et d'expliquer.

Depuis que j'ai ouvert les yeux sur le monde, j'ai vu défiler divers personnages qui s'estimaient détenteurs de cette « légitimité patriotique », qui parlaient au nom de leur peuple, ou de tous les Arabes, et parfois même au nom de l'ensemble des musulmans. Le plus important de tous fut sans conteste Gamal Abdel Nasser, qui gouverna l'Egypte entre 1952 et 1970, date de sa mort. Je parlerai

longuement de lui, parce qu'il me semble que c'est de lui – de son ascension fulgurante, de son échec tout aussi fulgurant, puis de sa brusque disparition – que date la crise de légitimité que vivent aujourd'hui les Arabes, crise qui contribue au dérèglement du monde comme à cette dérive vers la violence incontrôlée et vers la régression.

Mais avant de m'attarder sur le parcours de Nasser, j'aimerais tenter de cerner un peu mieux cette notion de « légitimité patriotique ». A travers un cas particulier, très particulier, et peut-être même unique dans l'histoire moderne du monde musulman, celui d'un dirigeant qui a pu conduire son peuple hors de la débâcle, qui a mérité de ce fait sa légitimité combattante, et qui a remarquablement montré la force d'un tel atout et comment on pouvait s'en servir. Je veux parler d'Atatürk.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que le territoire de l'actuelle Turquie était partagé entre les différentes armées alliées, et que les puissances réunies à Versailles ou à Sèvres disposaient sans états d'âme des peuples et des terres, cet officier de l'armée ottomane avait osé dire non aux vainqueurs. Quand tant d'autres se lamentaient des décisions iniques qui les frappaient, Kemal Pacha avait pris les armes, chassé les troupes étrangères qui occupaient son pays, et imposé aux puissances de réviser leurs projets.

Cette conduite rare – je veux dire à la fois l'audace de résister à des adversaires réputés invincibles, et la capacité de sortir gagnant de ce bras de fer – valut à l'homme sa légitimité. Devenu, du jour au lendemain, « père de la nation », l'ancien officier avait désormais un mandat de longue durée pour remodeler à sa guise la Turquie et les Turcs. Ce qu'il entreprit avec vigueur. Il mit fin à la dynastie ottomane, abolit le califat, proclama la séparation de la religion et de l'Etat, instaura une laïcité rigoureuse, exigea de son peuple qu'il s'eupéanise, remplaça l'alphabet arabe par l'alphabet latin, obligea les hommes à se raser et les femmes à ôter leurs voiles, échangea lui-même son couvre-chef traditionnel contre un élégant chapeau à l'occidentale.

Et son peuple le suivit. Il le laissa bousculer les habitudes et les croyances, sans trop rechigner. Pourquoi ? Parce qu'il lui avait rendu sa fierté. Celui qui restitue au peuple sa dignité peut lui faire accepter bien des choses. Il peut lui imposer des sacrifices, des restrictions, et il peut même se montrer tyrannique ; il sera quand même écouté, défendu, obéi ; non pas indéfiniment, mais longtemps. Même s'il s'en prend à la religion, ses concitoyens ne l'abandonneront pas pour autant. En politique, la religion n'est pas un but en soi, c'est une considération parmi d'autres ; la légitimité n'est pas accordée au plus croyant, mais à celui dont le combat rejoint le combat du peuple.

Peu de gens en Orient ont vu une quelconque contradiction dans le fait qu'Atatürk se soit battu avec acharnement contre les Européens alors que son rêve était d'eupéaniser la Turquie. Il ne se battait pas contre ceux-ci ou ceux-là, il se battait pour être traité avec respect, comme un égal, comme un homme, non comme un indigène ; dès lors que leur dignité était rétablie, Kemal et son peuple étaient prêts à aller très loin sur le chemin de la modernité.

La légitimité acquise par Atatürk lui survécut, et aujourd'hui encore la Turquie est gouvernée en son nom. Même ceux qui ne partagent pas ses convictions se sentent contraints de lui manifester une

certaine allégeance. On peut se demander néanmoins combien de temps l'édifice tiendra face au radicalisme religieux qui monte, et alors que l'Europe s'apeure. Comment les kémalistes pourraient-ils convaincre leur peuple de s'eupéaniser si les Européens lui répètent trois fois par jour qu'il n'est pas européen et qu'il n'a rien à faire parmi eux ?

Bien des dirigeants du monde musulman rêvent d'imiter l'exemple de la Turquie.

En Afghanistan, un jeune roi de 26 ans, Amanullah, accéda au pouvoir en 1919, et voulut suivre les traces d'Atatürk. Il lança son armée à l'assaut des troupes anglaises d'occupation, et obtint que l'on reconnaisse l'indépendance de son pays. Fort du prestige ainsi acquis, il s'engagea dans des réformes ambitieuses, interdit la polygamie et le port du voile, ouvrit des écoles modernes pour les garçons et les filles, encouragea l'apparition d'une presse libre. L'expérience dura dix ans, jusqu'en 1929, date à laquelle Amanullah fut chassé du pouvoir par une conjuration de chefs traditionnels qui l'accusèrent d'impiété. Il mourut en exil à Zurich en 1960.

Plus durable fut l'expérience tentée en Perse par Reza Khan. Fervent admirateur d'Atatürk, officier comme lui, il aurait voulu reproduire dans son pays la même expérience modernisatrice ; mais il se montra finalement incapable d'opérer une rupture franche, préférant fonder une nouvelle dynastie impériale, celle des Pahlavi, plutôt qu'une république à l'eupéenne, et tentant de jouer sur les contradictions entre les puissances plutôt que d'imposer nettement une ligne d'indépendance. Sans doute n'avait-il pas les mêmes talents que son modèle, mais il faut dire aussi à sa décharge qu'avec la découverte du pétrole, il y avait peu de chances que les puissances laissent l'Iran vivre sa vie. Pour garder le pouvoir, la dynastie fut contrainte de s'allier aux Britanniques puis aux Américains, c'est-à-dire à ceux que le peuple iranien percevait comme les ennemis de sa prospérité et de sa dignité.

C'est là, face à l'exemple d'Atatürk, un contre-exemple. A celui qui apparaît comme un protégé des puissances adverses, la légitimité est déniée, et tout ce qu'il entreprend est déconsidéré ; s'il veut moderniser le pays, le peuple s'oppose à la modernisation ; s'il cherche à émanciper les femmes, les rues s'emplissent de voiles protestataires.

Que de réformes sensées ont échoué parce qu'elles portaient la signature d'un pouvoir abhorré ! Et, à l'inverse, que d'actes insensés ont été applaudis parce qu'ils portaient le sceau de la légitimité combattante ! La chose est vraie, d'ailleurs, sous tous les cieux ; lorsqu'une proposition est soumise au vote, les électeurs se prononcent moins en fonction du contenu qu'en fonction de la confiance qu'ils accordent, ou qu'ils n'accordent pas, à la personne qui l'a présentée. Les remords, les remises en cause, n'interviennent qu'après.

Dans les pays arabes, l'expérience turque allait être accueillie avec plus de réserves que dans le reste du monde musulman. L'audace réformatrice d'Atatürk fut, certes, une source d'inspiration pour des éléments socialement modernistes, tel le dirigeant tunisien Habib Bourguiba ; mais il y avait également dans le nationalisme turc un préjugé de méfiance à l'endroit des Arabes, qui rendait ces derniers peu réceptifs à ses idées.

Car la volonté d'eupéaniser la Turquie était aussi une volonté de la désarabiser. L'éclatement de l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale avait pris l'allure d'un divorce entre les sujets arabes du sultan et ses sujets turcs. Lorsque les Hachémites de La Mecque levèrent l'étendard de la révolte en 1916 à l'incitation des Anglais, l'un de leurs objectifs proclamés était que la dignité de calife, dont les souverains ottomans se paraient depuis quatre cents ans, devait revenir aux Arabes ; libéré du joug turc, le peuple du Prophète allait enfin pouvoir renouer avec ses gloires d'autrefois.

Les nationalistes turcs manifestaient des ressentiments comparables : si nous ne parvenons pas à progresser, disaient-ils en substance, c'est parce que nous traînons depuis des siècles le boulet arabe ; il est grand temps de se défaire de cet alphabet compliqué, de ces traditions vétustes, de cette mentalité archaïque ; et certains ajoutaient, à mi-voix : de cette religion. « Les Arabes veulent se séparer de nous ? Tant mieux ! Bon débarras ! Qu'ils s'en aillent ! »

On ne se contenta pas de changer d'alphabet, on entreprit aussi de dépouiller la langue turque des vocables d'origine arabe. Ces vocables étaient fort nombreux, et d'une grande portée, plus que dans la langue espagnole, par exemple ; celle-ci a surtout emprunté à l'arabe les mots de la vie concrète – le relief, les arbres, la nourriture, les habits, les instruments, les meubles, les métiers –, tandis que son vocabulaire intellectuel et spirituel est plutôt issu du latin. A l'inverse, la langue turque avait surtout emprunté à l'arabe des concepts abstraits, tels que « foi », « liberté », « progrès », « révolution », « république », « littérature », « poésie », « amour ».

Cela pour dire que ce divorce dans l'amertume était à la fois une séparation de corps et une séparation d'âmes.

Nés à la même époque, sous le même toit, mais sans grande sympathie l'un pour l'autre, le nationalisme turc et le nationalisme arabe allaient avoir des destins extrêmement divergents. Le premier est né adulte, le second n'a jamais pu le devenir. Il est vrai qu'ils ne sont pas venus au monde avec les mêmes atouts, ni les mêmes contraintes.

Les Turcs avaient longtemps gouverné un immense empire, qui leur avait peu à peu échappé ; certains territoires avaient été pris ou repris par d'autres puissances – la Russie, la France, l'Angleterre, l'Autriche ou l'Italie ; d'autres avaient dû être cédés aux nations renaissantes – les Grecs, les Roumains, les Bulgares, les Serbes, les Albanais, les Monténégrins ou, plus récemment, les Arabes ; Atatürk expliqua à ses compatriotes qu'au lieu de pleurer les provinces perdues, ils devaient tenter de sauver ce qui pouvait encore l'être ; se constituer, eux aussi, un territoire national là où prédominaient les locuteurs de leur langue – principalement l'Anatolie, et en Europe une étroite bande de terre autour d'Istanbul ; y consolider leur hégémonie, fût-ce aux dépens des autres nationalités présentes à leurs côtés ; se défaire sans ménagement des oripeaux du passé ottoman, afin d'inaugurer

une seconde vie dans des habits neufs.

Pour les Arabes, la constitution d'un « territoire national » était également à l'ordre du jour, mais elle était infiniment plus difficile à réaliser que pour les Turcs. Réunir en un même Etat les différents peuples de langue arabe vivant entre l'océan Atlantique et le golfe Persique était une entreprise titanesque. Les Hachémites ne pouvaient qu'y échouer, comme allait échouer Nasser, comme allaient échouer tous les nationalistes arabes, et comme aurait échoué Atatürk lui-même s'il s'était assigné une tâche d'une telle ampleur.

Avec le recul du temps, on se dit que cette aventure n'aurait jamais dû être tentée ; mais au lendemain de la Première Guerre mondiale, elle ne paraissait pas absurde. On sortait à peine de l'ère ottomane, au cours de laquelle tous ces pays, ou presque, avaient effectivement été réunis sous la férule d'un même sultan turc ; pourquoi ne pourraient-ils pas l'être à nouveau sous un monarque arabe ? Et puis, la chose était dans l'air du temps. L'unité italienne avait été achevée par Cavour en 1861, l'unité allemande par Bismarck en 1871, des événements encore relativement récents, et dont le souvenir était vif. Pourquoi l'unité arabe aurait-elle été impossible ?

Aujourd'hui, la perspective de réunir dans un même pays l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie, la Libye, l'Algérie, le Soudan, ainsi que l'Arabie, paraît tout simplement chimérique. Mais en ces années-là, il n'y avait ni Irak, ni Syrie, ni Liban, ni Jordanie, ni Libye, ni Algérie, ni Soudan, ni Arabie. Lorsque ces noms figuraient sur les cartes, c'étaient des lieux géographiques ou des entités administratives, quelquefois les provinces de quelque empire disparu ; aucun n'avait jamais constitué un Etat distinct. Rares étaient les pays arabes qui pouvaient revendiquer une continuité historique : le Maroc, mais il était à présent sous protectorat français ; l'Egypte, mais elle était sous tutelle anglaise ; le Yémen, mais sa monarchie archaïque le maintenait à l'écart du monde.

De ce fait, s'il était insensé de prôner l'unité arabe, il eût été tout aussi insensé de ne pas la prôner. Certains dilemmes historiques ne peuvent être résolus, même par les personnages les plus exceptionnels. Le monde arabe était destiné à se battre avec passion, avec acharnement, pour réaliser son rêve unitaire, et destiné à en être frustré.

C'est à la lumière de ce dilemme insoluble que l'on peut essayer de comprendre la tragédie de Nasser, et tous les drames qui en ont découlé jusqu'à nos jours. Trente-cinq ans avant l'avènement du *raïs* égyptien, les Arabes avaient été séduits par un autre personnage qui, dans certains milieux, est demeuré légendaire. Il s'agit du prince hachémite Fayçal, celui-là même dont Lawrence d'Arabie fut le conseiller, et un peu le mentor. Fils du chérif de La Mecque, il rêvait d'un royaume arabe dont il serait le souverain, et qui regrouperait, dans un premier temps, l'ensemble du Proche-Orient, ainsi que la péninsule Arabique. Les Britanniques le lui avaient promis en contrepartie du soulèvement arabe contre les Ottomans, comme ils avaient promis de reconnaître à son père le titre de calife ; et, à la fin de la Grande Guerre, il s'était rendu à la conférence de Versailles en compagnie du colonel Lawrence pour faire avaliser son projet par les puissances.

Lors de son séjour à Paris, il rencontra Chaïm Weizmann, figure importante du mouvement sioniste et qui allait devenir, trente ans plus tard, le premier président de l'Etat d'Israël. Les deux hommes signèrent le 3 janvier 1919 un étonnant document vantant les liens du sang et les rapports historiques étroits entre leurs deux peuples, et stipulant que si le grand royaume indépendant souhaité par les

Arabes était créé, il encouragerait l'établissement des Juifs en Palestine.

Mais ledit royaume ne vit pas le jour. Les puissances estimèrent que les peuples de la région n'étaient pas en mesure de se gouverner eux-mêmes, et décidèrent de confier à la Grande-Bretagne un « mandat » sur la Palestine, la Transjordanie et l'Irak, et à la France un « mandat » sur la Syrie et le Liban. Furieux, Fayçal décida de suivre la voie tracée par Atatürk en tentant de mettre les puissances devant le fait accompli. S'étant proclamé « roi de Syrie », il forma à Damas un gouvernement auquel se rallièrent la plupart des mouvements politiques arabes. Mais la France n'avait pas l'intention de se laisser priver du territoire qui lui avait été alloué. Elle dépêcha aussitôt un corps expéditionnaire qui n'eut aucun mal à triompher des frêles troupes de Fayçal, et à s'emparer de sa capitale en juillet 1920. La seule bataille se déroula près d'un village appelé Maysaloun – un nom qui est resté dans la mémoire patriotique comme un symbole de frustration, d'impuissance, de trahison et de deuil.

Ayant perdu son éphémère royaume de Syrie, l'émir hachémite obtint, comme lot de consolation, le trône d'Irak, sous tutelle anglaise, mais son prestige était à jamais terni. Il disparaîtra à cinquante ans, en 1933, lors d'un séjour en Suisse ; Lawrence mourra deux ans plus tard dans un accident de motocyclette.

Plus jamais il ne devait y avoir entre Arabes et Juifs un accord comme celui de 1919, je veux dire un accord global, prenant en compte les aspirations nationales des deux peuples, s'efforçant de les concilier, et même de les coaliser. La colonisation juive en Palestine se fera contre la volonté des Arabes, lesquels ne cesseront de s'y opposer avec autant de rage que d'insuccès.

Quand naîtra l'Etat d'Israël en mai 1948, ses voisins refuseront de le reconnaître, et ils tenteront de l'étouffer au berceau. Leurs armées pénétreront en Palestine, mais pour y être battues, l'une après l'autre, par des troupes juives moins nombreuses mais mieux entraînées, puissamment motivées, et commandées par des officiers compétents. Les quatre pays limitrophes d'Israël devront signer des accords d'armistice, l'Egypte en février 1949, le Liban en mars, la Jordanie en avril, et la Syrie en juillet.

Cette défaite inattendue fut pour le monde arabe une secousse politique majeure. L'opinion était outrée, furieuse contre les Israéliens, contre les Anglais et les Français, un peu aussi contre les Soviétiques et les Américains qui s'étaient dépêchés de reconnaître l'Etat juif, mais plus que tout contre ses propres dirigeants, tant pour la manière dont ils avaient mené la bataille que pour leur acceptation résignée de la défaite. Dès le 14 août 1949, moins d'un mois après avoir signé l'armistice, le président syrien et son Premier ministre étaient renversés par un coup d'Etat et sommairement exécutés. Au Liban, l'ancien Premier ministre Riad el-Solh, qui était aux affaires au moment de la guerre et de l'armistice, fut assassiné en juillet 1951 par des militants nationalistes. Cinq mois plus tard, le roi Abdallah de Jordanie tombait à son tour sous les balles d'un meurtrier. L'Egypte connut également une vague d'attentats et d'émeutes sanglantes, qui commença par l'assassinat du Premier ministre Nokrashi Pacha et ne s'acheva qu'avec le coup d'Etat de juillet 1952. En moins de quatre ans, tous les dirigeants arabes qui avaient accepté l'armistice avaient déjà perdu le pouvoir ou la vie.

Dans ce contexte, l'avènement de Nasser fut accueilli avec une immense attente, et son discours nationaliste suscita très vite l'enthousiasme. Depuis si longtemps les Arabes rêvaient qu'un homme apparaîtrait un jour, qui les conduirait d'une main sûre vers la réalisation de leurs rêves – l'unité, l'indépendance véritable, le développement économique, l'avancement social, et avant tout la dignité retrouvée. Ils voulaient que Nasser soit cet homme, ils ont cru en lui, ils l'ont suivi, ils l'ont aimé. Son échec allait les secouer profondément, leur faisant perdre pour longtemps toute confiance en leurs dirigeants, et aussi en leur propre avenir.

La responsabilité de l'échec de Nasser est très largement partagée. Sans doute a-t-il été violemment combattu par les puissances occidentales, par Israël, par les monarchies pétrolières, par les Frères musulmans, par les milieux libéraux, et aussi, à certains moments, par les communistes arabes ; mais aucun de ces adversaires n'a autant contribué à la déconfiture du nassérisme que Nasser lui-même.

L'homme n'était pas un démocrate, et c'est là un pâle euphémisme. Il avait instauré un régime de parti unique, avec des plébiscites à 99 % , une police secrète omniprésente, des camps d'internement où se côtoyaient des islamistes, des marxistes, des détenus de droit commun, et de malheureux citoyens qui n'avaient pas su tenir leur langue. Son nationalisme était fortement teinté de xénophobie, ce qui a précipité la fin d'une cohabitation séculaire et féconde entre d'innombrables communautés méditerranéennes – des Italiens, des Grecs, des Maltais, des Juifs, des Chrétiens syro-libanais – notamment à Alexandrie. Sa conduite de l'économie était un modèle d'absurdité et d'incurie ; l'une de ses pratiques courantes était de nommer, à la tête des entreprises nationalisées, des militaires qu'il voulait récompenser, ou gentiment écarter, ce qui n'était pas la meilleure façon d'assurer une gestion efficace. Quant à l'armée elle-même, que Nasser avait bâtie à grands frais avec l'aide des Soviétiques, et qui paraissait redoutable, elle allait s'effondrer en quelques heures le 5 juin 1967 face aux Israéliens ; le président égyptien venait de tomber dans un piège que ses ennemis lui avaient tendu, et qu'il n'avait pas su éviter.

Je crois avoir énuméré la plupart des reproches que l'on pourrait lui faire, mais il est important d'ajouter que Nasser n'était pas que cela. Son ascension fut probablement l'événement le plus marquant dans l'histoire des Arabes depuis des siècles. Que de dirigeants ont commis des folies dans l'espoir d'occuper un jour, dans le cœur des Arabes, la place qu'il occupa ! On ne peut comprendre les équipées mégalomaniques d'un Saddam Hussein si l'on ne garde pas à l'esprit que ses références à Nabuchodonosor ou à Saladin n'ont jamais été qu'une imagerie pompeuse et vaine, et que sa seule véritable ambition était de devenir un nouveau Nasser. Bien d'autres que lui en ont rêvé ; certains en rêvent encore, même si les temps ont changé, même si l'arabisme, le tiers-mondisme et le socialisme ne font plus recette.

Au début des années 1950, le Monde arabe commençait tout juste à sortir de l'ère coloniale ; le Maghreb était encore sous autorité française, les émirats du Golfe dépendaient de la couronne britannique, et si quelques pays avaient obtenu leur indépendance, celle-ci était purement nominale pour plusieurs d'entre eux ; c'était notamment le cas de l'Egypte, où les Anglais faisaient et défaisaient les gouvernements, sans trop d'égards pour le roi Farouk, dont le prestige ne cessait de se flétrir aux yeux de la population. Le monarque irritait par son style de vie, par la corruption de son entourage, par sa complaisance supposée à l'égard des Anglais, et aussi, depuis 1948, à cause de la défaite humiliante de son armée face à Israël.

Les « Officiers libres » qui s'emparèrent du pouvoir au Caire en juillet 1952 promettaient de réparer tous ces affronts à la fois : mettre fin à l'ancien régime, parachever l'indépendance en se dégageant de l'influence anglaise, et reprendre la Palestine aux Juifs. Des objectifs qui correspondaient alors aux aspirations des foules égyptiennes, et aussi à celles de tous les peuples arabes.

L’Egypte étant, pour ces derniers, selon le vocabulaire de l’époque, « la grande sœur », on observa son expérience de très près.

Le coup d’Etat s’opéra dans la douceur, et avec même une certaine magnanimité. Le roi déchu fut accompagné jusqu’à son yacht avec les honneurs militaires, et autorisé même à emporter, dit-on, sa précieuse collection de cannes ouvragées. Il allait passer le reste de sa vie entre la Côte d’Azur, la Suisse et l’Italie, loin de toute activité politique. Pendant un an, la monarchie ne fut même pas abolie, puisqu’on garda nominalement à la tête du pays le prince héritier, âgé de quelques mois.

Aucun dignitaire de l’ancien régime ne fut tué, ni durablement emprisonné. On s’en prit à leurs propriétés, à leurs titres, à leurs privilèges, mais leurs personnes furent épargnées. Et si quelques-uns préférèrent s’exiler, la plupart demeurèrent chez eux, et ne furent guère inquiétés. La célèbre Oum Kalsoum, coupable d’avoir chanté les louanges du monarque déchu, fut privée d’antenne au lendemain du coup d’Etat par des militaires zélés ; elle s’en plaignit à un ami journaliste, qui en parla aussitôt à Nasser, et l’interdit fut levé sur-le-champ ; elle n’allait pas tarder à devenir la chanteuse emblématique du nouveau régime.

Ce côté bon enfant de la révolution égyptienne autorise à la comparer favorablement à tant d’autres événements du même ordre survenus tout au long de l’Histoire, et qui s’accompagnèrent d’un bain de sang – que l’on songe à l’Angleterre de Cromwell, à la France de Robespierre, à la Russie de Lénine, ou, plus près dans l’espace et le temps, au renversement des monarchies irakienne, éthiopienne et iranienne.

Cette appréciation mérite toutefois d’être nuancée. Si Nasser n’était pas un tyran sanguinaire, ce n’était pas non plus un adepte de la non-violence ; sans doute les pachas de l’ancien régime sont-ils tous morts dans leurs lits, mais d’autres adversaires politiques, de gauche comme de droite, estimés dangereux pour le pouvoir, furent pendus, fusillés ou assassinés, et bien d’autres encore moururent sous la torture. De plus, le nationalisme nassérien a constamment manifesté, dans son discours comme dans ses décisions effectives, une hostilité systématique envers tout ce qui était « allogène » par rapport à la société égyptienne.

Mon propos ici n’est pas de porter un jugement éthique, même si j’en ai un et qu’il me paraît légitime de le formuler. Je songe surtout à l’exemple que Nasser aurait pu donner à ceux qui le suivaient. Il était, pour le monde arabe, pour l’ensemble du monde musulman, ainsi que pour l’Afrique, un modèle. Tout ce qu’il disait ou faisait avait, de ce fait, une valeur pédagogique pour des centaines de millions de personnes de tous pays et de toutes conditions. Peu de dirigeants parviennent à un tel sommet, et seuls les meilleurs d’entre eux ont conscience de la lourde responsabilité qui s’attache à ce privilège, surtout lorsqu’il s’agit de tracer la route pour une nation naissante ou renaissante.

Un cas éloquent à notre époque est celui de Nelson Mandela. Porté par une puissante vague, auréolé du prestige que lui ont conféré ses longues années de détention, il était dans la position du chef d’orchestre. Les yeux de ses compatriotes étaient rivés sur lui, sur ses expressions, sur ses gestes. S’il avait laissé parler son amertume, réglé ses comptes avec ses geôliers, châtié tous ceux qui avait soutenu ou toléré l’apartheid, nul n’aurait pu le lui reprocher. S’il avait voulu demeurer à la présidence de la République jusqu’à son dernier souffle, et gouverner en autocrate, nul n’aurait pu l’en empêcher. Mais il a pris soin de donner, très explicitement, de tout autres signes. Il ne s’est pas contenté de

pardonner à ceux qui l'avaient persécuté, il a tenu à rendre visite à la veuve de l'ancien Premier ministre Verwoerd, l'un des artisans de la ségrégation, pour lui dire que le passé était désormais le passé, et qu'elle aussi avait sa place dans la nouvelle Afrique du Sud. Le message était clair : moi, Mandela, qui ai souffert les tourments que l'on sait sous le régime raciste, moi qui ai fait plus que tout autre pour mettre fin à cette abomination, j'ai tenu à aller, tout président que je suis, m'asseoir sous le toit de l'homme qui m'avait jeté en prison, et prendre le thé avec sa veuve. Que nul désormais, parmi les miens, ne se sente autorisé à faire de la surenchère militante, ou du zèle revanchard !

Les symboles sont puissants, et lorsqu'ils proviennent d'une personne si éminente, si écoutée, si admirée, ils peuvent parfois infléchir le cours de l'Histoire.

Nasser s'était trouvé, pendant quelques années, dans une telle position. S'il l'avait voulu, si sa culture politique et son tempérament l'avaient incliné dans ce sens, il aurait pu faire évoluer l'Egypte et l'ensemble de sa région vers plus de démocratie, vers un plus grand respect des libertés individuelles, et sans doute aussi vers la paix et le développement.

On oublie aisément aujourd'hui que, dans les premières décennies du xx^e siècle, d'importants pays arabes ou musulmans connaissaient une vie parlementaire animée, une presse libre, et des élections relativement honnêtes pour lesquelles les peuples se passionnaient. C'était non seulement le cas de la Turquie ou du Liban, mais aussi de l'Egypte, de la Syrie, de l'Irak comme de l'Iran, et il n'était pas inéluctable qu'ils basculent tous vers des régimes tyranniques ou autoritaires.

En arrivant au pouvoir dans un pays où régnait une vie démocratique très imparfaite, Nasser aurait pu réformer le système, en l'ouvrant à d'autres strates de la société, en établissant un véritable état de droit, en mettant fin à la corruption, au népotisme, et aux ingérences étrangères. La population, toutes classes et toutes opinions confondues, l'aurait probablement suivi dans cette voie. Il préféra abolir le système tout entier et instaurer un régime de parti unique sous prétexte qu'il fallait rassembler la nation autour des objectifs de la révolution, et que toute division, toute dissension, ouvrirait une brèche dont les ennemis profiteraient.

Bien entendu, on ne refait pas l'Histoire. Parvenu au pouvoir par un coup de main audacieux, le jeune colonel égyptien – patriote dévoué, intègre, doté d'intelligence et de charisme, mais sans grande culture historique ou morale – a suivi ses penchants, qui correspondaient à l'air du temps. Au début des années cinquante, la sagesse conventionnelle l'incitait fortement à agir comme il l'a fait. Son pays vivait depuis plusieurs générations dans la hantise des intrigues anglaises, et Nasser était persuadé, à juste titre, qu'il devait se montrer extrêmement vigilant et ferme, faute de quoi les Britanniques ne tarderaient pas à rattraper, par quelque manigance, la proie qui venait de leur échapper.

Le spectacle du monde au lendemain du coup d'Etat de juillet 1952 ne pouvait que conforter l'homme dans ces impressions. Tous les regards étaient alors braqués sur l'Iran, où le Premier ministre Mossadegh, un juriste formé en Suisse, aussi patriote que Nasser mais partisan d'une démocratie pluraliste, était aux prises avec la Compagnie pétrolière anglo-iranienne. Celle-ci ne payait alors à l'Etat que des sommes infimes, qu'elle calculait elle-même selon son bon vouloir. Mossadegh

réclamait pour son pays la moitié des recettes. Lorsqu'il se heurta à une fin de non-recevoir, il fit voter par le parlement la nationalisation de la compagnie. La riposte britannique fut redoutablement efficace. On imposa un embargo mondial sur le pétrole iranien, que plus personne n'osa acheter ; en très peu de temps, le pays fut privé de toute ressource, et son économie s'en trouva asphyxiée. Pendant toute la première année de la révolution égyptienne, on allait assister à la mise à genoux du malheureux Mossadegh, qui finira par tomber en août 1953. Le shah, qui était brièvement parti en exil volontaire, revint alors en force, pour vingt-cinq ans.

C'est au cours de cet été-là que les Officiers libres égyptiens décidèrent de déposer le tout jeune roi, de renoncer à toute velléité d'établir une monarchie constitutionnelle, et d'instaurer plutôt une république autoritaire.

Quand on passe en revue tous les éléments qui ont pu influencer une décision, ou déclencher un conflit, on ne peut jamais tracer une ligne droite reliant l'effet à une cause. Pour comprendre les choix de Nasser, qui ont déterminé l'orientation de la révolution égyptienne et aussi, dans une large mesure, la marche du nationalisme arabe vers les sommets puis vers les précipices, bien des données entrent en jeu. Outre le facteur personnel, qui n'est évidemment pas secondaire, on peut prendre en compte divers développements survenus en ces années-là, les uns directement liés à la poursuite de la Guerre froide, les autres en rapport avec l'éclatement des vieux empires coloniaux européens et l'émergence d'un tiers-mondisme nationaliste, généralement antioccidental et tenté par le modèle soviétique du parti unique et du dirigisme économique.

En théorie, Nasser aurait pu décider de suivre une autre voie. Dans les faits, compte tenu des mentalités du moment et des rapports de forces, la chose eût été difficile, et hasardeuse.

C'est en 1956, lors de la crise de Suez, que Nasser devint l'idole des foules arabes ; parce qu'il avait osé jeter son gant au visage des puissances coloniales européennes, et qu'il était sorti gagnant de cette confrontation.

En juillet de cette année-là, lors d'un rassemblement à Alexandrie pour célébrer le quatrième anniversaire de la révolution, il proclama soudain, dans un discours diffusé en direct sur les ondes, la nationalisation de la Compagnie franco-britannique du Canal de Suez, symbole de la mainmise étrangère sur son pays. Ses auditeurs étaient en délire, le monde entier était sous le choc, Londres et Paris tempêtaient, parlant de piraterie, d'acte de guerre, et prévenant contre les risques de perturbation du commerce international.

Du jour au lendemain, le jeune colonel égyptien de 38 ans fut propulsé sur le devant de la scène mondiale. La terre entière semblait divisée entre ses partisans et ses détracteurs. Dans un camp, les peuples du tiers-monde, le mouvement des non-alignés, le bloc soviétique, ainsi que cette fraction grandissante de l'opinion occidentale qui souhaitait mettre un terme à l'ère coloniale, soit pour des raisons de principe, soit pour arrêter les frais. Dans l'autre camp, la Grande-Bretagne, la France et Israël ; de même que, plus discrètement, certains dirigeants arabes conservateurs qui redoutaient l'influence déstabilisatrice de Nasser au sein de leurs propres pays ; parmi eux le Premier ministre irakien Nouri es-Saïd, qui aurait conseillé à son homologue britannique Anthony Eden : « *Hit him ! Hit him now, and hit him hard !* » – « Frappez-le ! Frappez-le tout de suite, et frappez-le dur ! » Chacun avait encore à l'esprit le sort infligé à Mossadegh, et il paraissait inconcevable que le dirigeant égyptien ne fût pas sanctionné de la même manière. Pour que l'Occident gardât le contrôle de cette importante voie maritime ; et aussi pour l'exemple.

De fait, la décision fut prise de « le frapper dur ». Fin octobre fut entamée une action à deux volets : une offensive terrestre israélienne dans le Sinaï, et un parachutage de commandos britanniques et français dans la zone du canal. Militairement, Nasser était battu ; politiquement, il allait obtenir un triomphe, grâce, notamment, à une coïncidence historique que ni lui ni ses adversaires n'avaient prévue.

En effet, le jour même où Paris et Londres adressaient au Caire l'ultimatum qui préluait à l'attaque, un nouveau gouvernement hongrois, dirigé par Imre Nagy, proclamait le retour à une démocratie pluraliste, entrant ainsi en rébellion ouverte contre l'hégémonie de Moscou. C'était le mardi 30 octobre 1956. Dans les jours qui suivirent, deux épisodes dramatiques se déroulèrent en parallèle : pendant que la Royal Air Force bombardait l'aéroport du Caire et que les parachutistes français et britanniques sautaient sur Port-Saïd, les blindés soviétiques entreprenaient d'écraser dans le sang les manifestations étudiantes de Budapest.

Nul n'était plus furieux de cette coïncidence que Washington. L'administration farouchement anticommuniste du président Eisenhower et des deux frères Dulles – John Foster, secrétaire d'Etat, et Allen, directeur de la CIA – voyait dans les événements de Hongrie une étape majeure dans le bras de fer entre les deux blocs mondiaux. A l'évidence, les dirigeants soviétiques étaient en plein désarroi ; la déstalinisation qu'ils avaient entreprise se retournait contre eux ; pour maintenir leur domination en

Europe centrale et orientale, ils n'avaient plus d'autre choix que la force brutale. L'occasion était propice pour les isoler, pour saper leur crédibilité sur la scène internationale, et pour leur infliger une défaite politique majeure.

En se lançant à ce moment précis dans une expédition contre l'Égypte, Britanniques, Français et Israéliens offraient aux Soviétiques la possibilité inespérée de détourner les regards du monde de leur propre expédition punitive. Les Américains fulminaient. Alors qu'en été ils avaient laissé entendre à leurs amis qu'ils les laisseraient faire, à présent ils les conjuraient d'arrêter, d'annuler l'opération et de rappeler leurs troupes. On reparlerait de Suez plus tard !

Mais l'action était déjà engagée, et Eden ne pouvait ni ne voulait reculer. Les appels insistants en provenance de Washington ne l'impressionnaient pas. Il était persuadé de bien les connaître, ces alliés toujours récalcitrants. Au début, ils traînent les pieds, ils trouvent des prétextes pour ne pas intervenir, il faut que les Anglais y aillent d'abord, qu'ils les encouragent, qu'ils les poussent. Les Américains finissent par s'engager, et ils se battent alors mieux que quiconque. Que d'efforts avait dû déployer Churchill pour les entraîner dans la guerre contre Hitler ! N'avait-il pas fallu que la Grande-Bretagne tienne, toute seule ou presque, pendant deux ans et demi, avant que les États-Unis ne se lancent dans la mêlée ? Dans la crise iranienne, le même scénario s'était répété. Laissés à eux-mêmes, les Américains se seraient bien accommodés du gouvernement de Mossadegh et de la nationalisation du pétrole ; ils avaient d'ailleurs insisté auprès de l'Angleterre pour qu'elle accepte un compromis qui prenne en compte les aspirations nationales des Iraniens. Il avait fallu, là encore, que Churchill, Eden lui-même et bien d'autres responsables aillent discuter à la Maison-Blanche et au Département d'État, expliquer, argumenter, pour que les Américains consentent à agir. Et là, une fois de plus, leur intervention avait été décisive ; c'étaient même eux qui avaient si efficacement organisé le renversement de Mossadegh. Dans l'affaire de Suez, ce sera la même chose, prévoyait Eden. Washington finira par comprendre que le combat contre le communisme est le même, que ce soit en Égypte, en Hongrie, en Iran, en Corée ou ailleurs.

Le Premier ministre se trompait lourdement. Non seulement les Américains n'avaient pas l'intention de le suivre dans son aventure, mais ils étaient si irrités contre lui qu'ils allaient l'humilier en public. Puisqu'il refusait de comprendre que sa stupide petite guerre faisait le jeu des Soviétiques, il serait traité comme un adversaire – chose inouïe depuis deux siècles dans les relations entre Washington et Londres. Le Trésor américain se mit à vendre massivement des livres anglaises, ce qui en fit chuter le cours ; et lorsque certains pays arabes décidèrent, par solidarité avec l'Égypte, de ne plus fournir de pétrole à la France et à la Grande-Bretagne, les États-Unis refusèrent de compenser le manque. Au Conseil de sécurité des Nations unies, la délégation américaine parraina une résolution exigeant l'arrêt des opérations militaires ; quand Paris et Londres y opposèrent leur veto, la même proposition fut soumise à l'Assemblée générale, qui l'approuva massivement. Même les grands pays blancs du Commonwealth tels le Canada et l'Australie firent comprendre à Eden qu'il ne devait plus compter sur leur soutien.

Le chef du gouvernement britannique et son homologue français Guy Mollet finirent par céder et par rappeler leurs troupes. En dépit de leur succès militaire sur le terrain, leur débâcle politique était totale. S'étant comportées comme si elles possédaient encore de vastes empires planétaires, les deux puissances européennes venaient de prendre une gifle dévastatrice. La crise de Suez sonnait le glas de l'ère coloniale ; on vivait désormais à une autre époque, avec d'autres puissances, et une autre règle du jeu.

Pour avoir été le révélateur de ce bouleversement, et pour être sorti gagnant de cette épreuve de

force, Nasser devint, du jour au lendemain, une grande figure de la scène mondiale ; et, pour les Arabes, l'un des plus grands héros de leur histoire.

L'ère nassérienne ne fut pas longue. Dix-huit ans si l'on compte large, de juillet 1952 à septembre 1970, c'est-à-dire de son coup d'Etat à sa mort ; et onze ans si l'on se limite à la période où les peuples arabes ont massivement cru en lui, de juillet 1956 à juin 1967, c'est-à-dire de la nationalisation du canal de Suez jusqu'à la guerre des Six Jours.

Un âge d'or ? Sûrement pas si l'on s'en tient à son bilan, puisque le président égyptien n'a pas pu sortir son pays du sous-développement, qu'il n'a pas su mettre en place des institutions politiques modernes, que ses projets d'union avec d'autres Etats n'ont abouti qu'à des échecs, et que le tout a été couronné par une monumentale débâcle militaire face à Israël. Cependant, l'impression qui demeure de ces années-là chez les Arabes, c'est qu'ils furent pendant un temps les acteurs de leur propre histoire plutôt que des figurants impuissants, insignifiants et méprisés ; et qu'ils eurent un chef en qui ils se reconnaissaient. Et même si ce président adulé n'était pas un démocrate, qu'il était arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire et s'y était maintenu par des élections frelatées, il paraissait légitime, bien au-delà des frontières de son propre pays, tandis que les dirigeants qui s'opposaient à lui semblaient illégitimes, fussent-ils les héritiers des plus anciennes dynasties ou même les descendants du Prophète.

Avec Nasser, les Arabes avaient le sentiment d'avoir retrouvé leur dignité, et de pouvoir marcher à nouveau au milieu des nations la tête haute. Jusque-là, et depuis des générations, voire des siècles, ils n'avaient connu que des défaites, des occupations étrangères, des traités inégaux, des capitulations, des humiliations, et la honte d'être tombés si bas après avoir conquis la moitié de la terre.

Chaque Arabe porte en lui l'âme d'un héros déchu, et une velléité de revanche sur tous ceux qui l'ont bafoué. Si on la lui promet, il tend l'oreille, avec un mélange d'attente et d'incrédulité. Si on la lui offre, même partiellement, même sous forme symbolique, il s'enflamme.

Nasser avait demandé à ses frères de relever la tête. En leur nom, il avait défié les puissances coloniales ; en leur nom, il avait affronté l'« agression tripartite » ; en leur nom, il avait triomphé. Ce fut instantanément le délire. Des dizaines de millions d'Arabes ne voyaient plus que lui, ne pensaient qu'à lui, ne juraient que par lui. On était prêt à le soutenir contre le monde entier, quelquefois même à mourir pour lui. Et, bien entendu, à l'applaudir sans lassitude et à scander son nom, les yeux fermés. Quand il remportait des succès, on le bénissait ; quand il subissait des revers, on maudissait ses ennemis.

De fait, il y eut des hauts et des bas ; les années Nasser apparaissent, avec le recul du temps, comme une partie d'échecs mouvementée où les joueurs occupaient une case, l'évacuaient sous la pression, pour la reprendre un peu plus tard, perdaient parfois une pièce majeure mais aussitôt en faisaient perdre une autre à l'adversaire – jusqu'à la confrontation finale qui allait déboucher sur un « mat » surprenant.

Ainsi, et à titre d'exemple, en février 1958, tout juste quinze mois après la bataille de Suez, Nasser entra en triomphateur à Damas ; sa popularité en Syrie était telle que les dirigeants du pays avaient décidé de lui offrir le pouvoir. Une « République arabe unie » fut proclamée, composée d'une province méridionale, l'Egypte, et d'une autre septentrionale, la Syrie. Le vieux rêve de l'unité arabe semblait en voie de se réaliser. Mieux encore, la grande république nassérienne correspondait

exactement au royaume bâti huit siècles plus tôt par Saladin : en 1169, celui-ci avait accédé au pouvoir au Caire, et en 1174 il avait conquis Damas, prenant en tenailles le Royaume franc de Jérusalem. Incidemment, « al-Nasser », « celui qui donne la victoire », était précisément le surnom de Saladin.

Dans les mois qui suivirent la proclamation de la République arabe unie, une rébellion éclata à Beyrouth contre le président Chamoun, accusé d'avoir soutenu les Français et les Britanniques lors de la crise de Suez ; on exigea sa démission, et certains nassériens allèrent jusqu'à prôner le rattachement du Liban à l'Etat égypto-syrien. Plusieurs autres pays commençaient à connaître un bouillonnement nationaliste plus ou moins intense.

Pour faire face à ces défis, les royaumes pro-occidentaux d'Irak et de Jordanie, gouvernés par deux jeunes souverains âgés tous deux de 23 ans et appartenant à la même dynastie hachémite, décidèrent de proclamer à leur tour un royaume arabe unitaire. Mais cette « contre-union » ne vécut que quelques semaines ; dès le 14 juillet 1958, un coup d'Etat sanglant mettait fin à ce projet en renversant la monarchie irakienne ; toute la famille royale fut massacrée, et le vieil ennemi de Nasser, Nouri es-Saïd, fut lynché par la foule dans les rues de Bagdad.

La marée nationaliste nassérienne semblait en passe de submerger le monde arabe tout entier, « de l'Océan au Golfe », et à grande vitesse. On n'avait jamais vu la théorie des dominos opérer à un tel rythme. Tous les trônes étaient ébranlés, et sur le point de tomber, notamment celui du roi Hussein, qui semblait menacé d'un sort identique à celui de son malheureux cousin irakien.

Washington et Londres se consultèrent dans la matinée du 14 juillet, et convinrent d'une réaction immédiate. Dès le lendemain, les *marines* américains accostaient sur les plages libanaises ; deux jours plus tard, des commandos britanniques débarquaient en Jordanie. Une manière de dire à Nasser que s'il faisait un pas de plus, il entrerait directement en conflit militaire avec l'Occident.

La riposte eut l'effet désiré. La vague nationaliste connut un reflux. Au Liban, la rébellion perdit de son intensité, et le président Chamoun put aller au bout de son mandat. En Jordanie, le roi Hussein ne fut pas renversé ; il allait encore devoir faire face à diverses menaces – des rébellions militaires, des attentats contre lui-même et contre ses proches ; mais en survivant à ce premier assaut, il allait réussir à sauver son trône.

Nasser allait encore subir deux revers graves. En Irak, une lutte intestine s'engagea très vite parmi les artisans du coup d'Etat entre ceux qui voulaient s'aligner sur Le Caire et ceux qui voulaient prendre leurs distances, et les amis du *raïs* furent battus et évincés. Au lieu de rejoindre la République arabe unie, l'homme fort du nouveau régime, le général Abdel-Karim Kassem, se posa en champion d'une révolution spécifiquement irakienne et nettement ancrée à gauche. Il devint ainsi, du jour au lendemain, l'ennemi juré de Nasser, et une lutte à mort s'engagea entre les deux hommes. Le 7 octobre 1959, en plein Bagdad, la voiture blindée de Kassem fut criblée de balles. Le dirigeant s'en sortit avec de simples égratignures ; son agresseur, blessé à la jambe, parvint à s'échapper, et à passer la frontière pour se réfugier en territoire syrien. Il s'agissait d'un militant nationaliste de 22 ans, nommé Saddam Hussein.

L'autre échec allait se révéler encore plus dévastateur pour Nasser. A l'aube du 28 septembre 1961, un coup d'Etat militaire se déroula à Damas. On proclama la fin de l'union avec Le Caire et la restauration de l'indépendance syrienne. Les nationalistes arabes dénoncèrent cet acte « séparatiste »,

et accusèrent les putschistes d'être à la solde du colonialisme, du sionisme, de la réaction et des monarchies pétrolières. Mais nul n'ignorait à l'époque que la population syrienne supportait de plus en plus difficilement la mainmise égyptienne, d'autant que celle-ci s'exerçait surtout par le biais des services secrets. A l'instar de Bagdad, Damas est l'une des capitales historiques du monde musulman ; la première était le siège du califat abbasside, la seconde celui du califat omeyyade. L'une comme l'autre voulait bien être pour Le Caire une sœur, mais pas une servante. De tels sentiments étaient répandus dans la population, et surtout au sein de la bourgeoisie urbaine et des propriétaires terriens que les nationalisations opérées par Nasser avaient ruinés.

L'étoile du *raïs* égyptien semblait irrémédiablement ternie. Sans doute sa popularité auprès des foules demeurait-elle intacte dans la plupart des pays arabes. Mais ses adversaires, tant dans la région qu'en Occident, respiraient mieux, persuadés que la vague nationaliste des débuts n'était plus qu'un souvenir.

Soudain, la vague déferla à nouveau, plus forte et plus ample qu'avant.

Au cours de l'été 1962, l'Algérie indépendante porta à sa tête Ahmed Ben Bella, un fervent admirateur de Nasser. En septembre, des « Officiers libres » inspirés par l'exemple de l'Egypte renversèrent la monarchie la plus rétrograde de toutes, celle des imams du Yémen ; une république fut proclamée, à laquelle Nasser promit d'apporter toute l'aide dont elle aurait besoin ; bientôt l'on vit des milliers de soldats égyptiens débarquer au sud de la péninsule Arabique, faisant trembler les monarchies pétrolières.

Le 8 février 1963, des officiers nationalistes arabes prirent le pouvoir à Bagdad ; Kassem fut sommairement exécuté et son corps exposé à la télévision ; le nouveau chef de l'Etat était le colonel Abdessalam Aref, un fidèle allié de Nasser. Un mois plus tard, le 8 mars, un coup d'Etat similaire se produisit à Damas, où l'on proclama la fin du « séparatisme » et le désir de reconstituer une Union avec l'Egypte, l'Irak, peut-être aussi le Yémen, l'Algérie, et pourquoi pas demain le Liban, la Libye, le Koweït, le Soudan, l'Arabie, etc.

Soudain, en quelques mois, le rêve nassérien de l'unité arabe semblait ressuscité, plus vivant que jamais. Les nouveaux dirigeants irakiens et syriens se rendirent au Caire pour négocier les termes d'une nouvelle union, dont le projet fut annoncé solennellement le 17 avril 1963. Ainsi, un puissant Etat arabe allait naître, réunissant les trois grandes capitales impériales : Le Caire, Bagdad, Damas. Le nationalisme arabe semblait à la veille d'un triomphe historique sans précédent. Ses partisans s'enflammaient, ses adversaires s' alarmaient. Ni les uns ni les autres ne pouvaient s'imaginer alors à quel point le dénouement était proche.

Le nouveau reflux allait être aussi rapide que le flux. Dans les semaines qui suivirent l'accord sur la nouvelle union, on apprit que les négociations du Caire s'étaient, en fait, très mal passées. Les dirigeants syriens et irakiens, qui appartenaient au même parti panarabe, le Baath, « la Résurrection », souhaitaient un partenariat qui ferait de Nasser le chef du nouvel Etat, mais qui leur laisserait la réalité du pouvoir sur le terrain. Evoquant les erreurs commises lors de la première tentative unitaire, ils ne voulaient pas que leurs pays soient gouvernés par quelque vice-roi obéissant aux ordres du dirigeant égyptien. Lequel, de son côté, n'avait aucune envie d'être le président nominal d'un Etat dominé par ces baassistes envers lesquels il n'éprouvait ni confiance ni sympathie. Sans doute avaient-ils été les artisans des deux coups d'Etat, mais c'était lui, Nasser, le porte-drapeau de l'unité arabe, c'était en lui que les peuples se reconnaissaient, et c'était lui et personne d'autre qu'ils désiraient pour chef. Bientôt ce différend dégénéra en bras de fer violent ; à Bagdad, le duel se conclut provisoirement à l'avantage du président égyptien ; mais lorsque les nassériens de Syrie se soulevèrent contre les baassistes, la rébellion fut écrasée dans le sang ; on compta plusieurs centaines de morts.

Au Yémen, les royalistes, aidés par l'Arabie saoudite, s'opposèrent farouchement au nouveau régime républicain et réussirent à mettre en difficulté le corps expéditionnaire égyptien ; l'équipée tourna au désastre, militairement, financièrement, et aussi moralement, vu que certains soldats ne se comportaient pas en « libérateurs » mais en occupants, et parfois en pillards.

Autre coup dur pour Nasser : en juin 1965, son ami Ben Bella fut renversé par un coup d'Etat militaire ; le nouveau président algérien, Houari Boumediene, prit aussitôt ses distances à l'égard du Caire.

Le reflux était massif. Même en dehors du monde arabe, le président égyptien allait perdre certains de ses plus proches alliés. Le Ghanéen Kwame Nkrumah, chantre de l'unité africaine et fervent admirateur du *raïs* – au point qu'il avait prénommé son fils Gamal –, fut renversé en février 1966 par un coup d'Etat militaire. Ce fut ensuite au tour de l'Indonésien Sukarno, figure emblématique du mouvement des non-alignés ; le 11 mars 1966 il fut contraint de céder le pouvoir au général proaméricain Suharto.

Enfin, comme pour parachever l'isolement de Nasser, son dernier allié fidèle parmi les dirigeants arabes, le président irakien Abdessalam Aref, disparut le 13 avril 1966 dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. Il était en visite dans le sud du pays, du côté de Bassora, quand son hélicoptère se mit à tourner en rond dans les airs, visiblement déréglé ; soudain, la portière s'ouvrit, et le président tomba ; son front heurta le sol, et il fut tué sur le coup.

Cet étrange accident ne pouvait arriver à un pire moment pour Nasser, qui avait plus que jamais besoin d'alliés fiables, vu que le paysage politique régional commençait à s'emplir de mouvements et de personnages qui contestaient son autorité, tel le parti Baath ou, plus récemment, le Fatah.

Quand, le 1^{er} janvier 1965, un communiqué avait annoncé la première opération militaire d'une

organisation palestinienne jusque-là inconnue, le président égyptien avait tout de suite compris que cet acte n'était pas seulement dirigé contre Israël ou la Jordanie, mais également contre lui. Jusque-là, les Palestiniens étaient, de tous les Arabes, ceux qui soutenaient le *raïs* avec le plus d'enthousiasme. Eux qui avaient dû quitter leurs maisons à la création de l'Etat juif, qui comptaient y retourner à la faveur d'une victoire arabe, et qui, en attendant, vivaient pour la plupart dans des camps de réfugiés, ils avaient placé tous leurs espoirs en Nasser.

Lui-même ne manquait jamais une occasion de fustiger l'« ennemi sioniste », de rappeler le revers subi par ce dernier lors de la crise de Suez, et de promettre d'autres victoires à venir. Les Palestiniens étaient persuadés que la mobilisation nationaliste opérée par le président égyptien était la seule voie qui leur permettrait de gagner. Mais certains d'entre eux commençaient à s'impatisser. Ils en avaient assez de voir leur bataille constamment sacrifiée à d'autres priorités, constamment différée. Manifestement, Nasser n'était pas pressé d'entrer en guerre contre Israël. Il lui fallait d'abord réaliser l'unité arabe, d'abord extirper le colonialisme, d'abord consolider l'économie socialiste, d'abord abattre les régimes réactionnaires, etc. Pour les fondateurs du Fatah, les Palestiniens devaient mener eux-mêmes leur combat, selon leur agenda propre ; leur premier communiqué équivalait à une déclaration d'indépendance – et aussi de défiance – à l'égard des dirigeants arabes, et singulièrement à l'égard du premier d'entre eux, Nasser.

Un ricanement montait, d'ailleurs, contre ce dernier, dans divers milieux. N'avait-il pas eu le temps, depuis 1956, de se préparer à une guerre contre Israël ? Ne s'était-il pas suffisamment armé auprès des Soviétiques ? N'avait-il pas acquis des avions, des chars, et même des sous-marins ? Etrange que pas un seul coup de feu n'ait été tiré en dix ans contre l'ennemi commun !

Le président égyptien n'était pas insensible à ces critiques. Après tout, son accession au pouvoir était intervenue en réaction directe à la débâcle arabe de 1948, et avec la promesse de réparer l'affront. C'est dans cette perspective que les foules l'avaient élevé aux nues. Il leur avait donné en 1956 un avant-goût de la victoire promise, il leur avait constamment fait miroiter dans ses discours publics d'autres combats à venir ; les foules l'écoutaient, lui faisaient confiance ; elles n'exigeaient pas de lui qu'il se lançât dans la bataille avant d'y être prêt ; mais son crédit moral n'était pas inépuisable. Surtout si d'autres que lui prenaient effectivement les armes contre Israël.

Et c'est précisément ce qui arrivait depuis le 1^{er} janvier 1965. Les opérations du Fatah se succédaient, ses communiqués trouvaient leur place dans la presse. La frange la plus militante de l'opinion arabe applaudissait ; et dans les monarchies conservatrices aussi on saluait les exploits des *fedayins*, en les comparant avantageusement à la rhétorique mensongère de Nasser « qui préfère envoyer ses troupes se battre au Yémen plutôt qu'au Néguev, à Jaffa, ou en Galilée ».

La position du président égyptien devint bien plus embarrassante encore quand Israël commença à réagir violemment aux attaques du Fatah.

Dans la nuit du 11 au 12 novembre 1966, une patrouille frontalière israélienne sauta sur une mine ; trois soldats furent tués et six autres blessés. Persuadés que les commandos palestiniens venaient du village d'es-Samou, en Cisjordanie – qui appartenait alors au royaume de Jordanie –, les Israéliens lancèrent, le 13, une massive opération de représailles. Mais au lieu de rencontrer les *fedayins*, ils tombèrent nez à nez avec un détachement de l'armée hachémite ; une violente bataille s'ensuivit, qui

impliqua à un moment l'aviation ; seize soldats du roi Hussein furent tués, ainsi que le colonel israélien qui dirigeait l'opération ; dans le village, des dizaines de maisons furent détruites et trois civils trouvèrent la mort.

L'action israélienne fut condamnée, ou tout au moins violemment critiquée, par à peu près tout le monde, non seulement les Arabes, les Soviétiques et les non-alignés, qui avaient l'habitude de condamner tout ce qu'Israël faisait, mais également par les Américains, qui ne comprenaient pas que l'on ait voulu déstabiliser l'un des rares régimes modérés du monde arabe, celui qui s'était montré, depuis toujours, le moins hostile à l'Etat hébreu.

En Israël même, beaucoup jugèrent que l'action avait été mal pensée, et assez mal exécutée. Moshé Dayan, ancien chef d'état-major et futur ministre de la Défense, se demanda pourquoi on s'attaquait à la Jordanie quand chacun savait que c'était la Syrie qui finançait et armait les *fedayins*. L'idée que l'on s'était trompé de cible fut aussitôt admise par la plupart des dirigeants, qui promirent de frapper la prochaine fois « à la bonne porte ».

De fait, l'attention se tourna de plus en plus vers Damas, en raison de son soutien aux militants palestiniens et aussi en raison des incidents de plus en plus fréquents entre les artilleurs syriens du Golan et les troupes israéliennes stationnant dans les colonies de Galilée. Le 7 avril 1967, un accrochage frontalier mineur dégénéra en affrontement aérien dans le ciel de Damas. Six appareils syriens furent abattus.

Tous ces événements trouvaient un écho grandissant au sein de l'opinion arabe, où une question revenait sans cesse : que faisait donc Nasser ? Que faisait l'armée égyptienne ? Lorsque les gens ne se la posaient pas spontanément, certains médias se chargeaient de la leur souffler, en rappelant que le *raïs* ne risquait pas de se faire attaquer comme les Jordaniens ou les Syriens, « puisqu'il se cach[ait] comme une jeune fille timide dans les jupes des Nations unies » – allusion au fait que des observateurs internationaux étaient postés à Gaza et tout au long de la frontière entre l'Egypte et l'Etat juif depuis la guerre de Suez ; c'était la condition pour que les troupes israéliennes acceptent d'évacuer le Sinaï, et Nasser y avait consenti après avoir obtenu du secrétaire général de l'ONU, qui était à l'époque le Suédois Dag Hammarskjöld, la promesse qu'on les retirerait dès que Le Caire le demanderait.

Cette accusation de « timidité » était devenue en ces années-là un leitmotiv pour tous les adversaires de Nasser, tant à sa droite qu'à sa gauche. Les médias arabes liés aux monarchies jordanienne, saoudienne et iranienne – regroupées à présent en un « pacte islamique » destiné à contrer le président égyptien –, ne manquaient jamais une occasion de souligner l'écart entre son militantisme verbal et son comportement sur le terrain. Mais tout aussi virulente était la presse officielle de Damas, qui n'hésitait plus à utiliser à l'endroit du *raïs* des propos jusque-là réservés aux dirigeants pro-occidentaux, parlant de couardise, de capitulationnisme, l'accusant de laisser l'armée égyptienne loin du champ de bataille alors que l'armée syrienne, assurait-on, était à présent sur le front, fin prête, bien décidée à en découdre avec l'ennemi, et à l'écraser.

Nasser ne pouvait prendre la chose avec équanimité. S'il n'y avait que les invectives et les rodomontades, il s'en serait peut-être accommodé. Mais la tension montait dans la région, il y avait des bruits de bottes persistants. Allait-on vraiment vers des confrontations militaires ? Il savait que ses ennemis voulaient le pousser à la faute, il se méfiait des intentions de Tel-Aviv, de Washington, de Londres, d'Amman, de Riyad, et tout autant des attitudes de Damas ou des mouvements armés palestiniens ; en privé, il assurait à ses proches qu'on cherchait manifestement à le piéger et qu'il ne se laisserait pas faire.

Néanmoins, si la tension continuait à monter et qu'elle conduisait effectivement à une guerre, comment diable pourrait-il demeurer les bras croisés ? Comment le porte-drapeau de la nation arabe pourrait-il laisser son armée à l'écart si d'autres armées arabes croisaient le fer avec l'ennemi commun ?

Le 12 mai, les agences de presse rapportèrent les déclarations d'un militaire israélien de haut rang, affirmant que son pays était décidé à renverser le régime syrien si celui-ci continuait à soutenir les *fedayins*. Le lendemain, une personnalité égyptienne qui ne jouait encore qu'un rôle mineur, Anouar el-Sadate, président du parlement, rentrant d'une banale visite de courtoisie en Mongolie et en Corée du Nord, fit brièvement escale à Moscou. Il s'attendait à être salué poliment par quelque fonctionnaire du protocole, mais ce furent les plus hauts dirigeants de l'URSS qui se pressèrent autour de lui pour lui annoncer que, selon leurs services de renseignement, les Israéliens avaient massé quinze divisions à leur frontière nord, et qu'une invasion de la Syrie était imminente, « au plus tard dans dix jours ». Dès qu'il rentra au Caire, Sadate courut chez Nasser, qui lui apprit que l'ambassadeur soviétique venait de lui transmettre la même information.

Le *raïs* estima qu'il n'avait plus d'autre choix que celui d'envoyer son armée dans le Sinaï, en demandant à l'ONU de retirer son contingent ; ce qu'elle fit sans rechigner. Les soldats égyptiens prirent position à Gaza et surtout à Charm-el-Cheikh, qui contrôle le détroit de Tiran et l'accès au golfe d'Akaba, par lequel Israël recevait depuis des années, en vertu d'un accord secret avec le shah, des cargaisons de pétrole iranien. Tant que ce passage se trouvait aux mains des forces internationales, Nasser laissait faire ; à partir du moment où ses propres troupes étaient sur place, il ne pouvait plus fermer les yeux. Soit il tolérait ce trafic, soit il l'interrompait.

Les foules arabes qui, deux semaines plus tôt, n'avaient jamais entendu parler du détroit de Tiran, exigeaient à présent qu'il soit bouclé ; les médias allaient tous dans ce sens, tant ceux qui soutenaient le *raïs* que ceux qui le combattaient. Nul n'ignorait plus que la fermeture du détroit conduirait inévitablement à une guerre entre l'Egypte et Israël ; mais cette guerre, tous la voulaient, les uns pour en finir avec l'Etat juif, les autres pour en finir avec Nasser.

Lorsqu'il reçut le message concernant une invasion imminente de la Syrie, le *raïs* dépêcha à Damas son chef d'état-major, Mohamed Fawzi, un homme de confiance, le chargeant de manifester sa solidarité, de proposer de l'aide, mais aussi de vérifier sur place le sérieux des renseignements que les Soviétiques lui avaient transmis.

A son retour, Fawzi lui résuma la situation en une expression égyptienne anodine : « *Ma fich hâga !* » – « Il ne se passe rien ! » Comment cela ? s'enquit le *raïs*. Le général répondit : « Les Israéliens ne sont pas massés à la frontière, et les Syriens n'ont pas l'air de s'attendre à une invasion imminente. » Nasser était plus perplexe que jamais, mais il ne pouvait plus faire marche arrière. Ses troupes se déployaient déjà dans le Sinaï, les Casques bleus pliaient bagage, et dans l'opinion, la température ne cessait de monter.

Comme beaucoup de grands orateurs, Nasser a toujours été sensible à la température de son auditoire et, notamment en ce qui concerne le dossier israélo-arabe, souvent prisonnier de sa propre rhétorique. En ces journées caniculaires de 1967, il était clair que l'opinion ne pouvait plus être domptée, et que l'humeur des foules dictait sa conduite à celui dont le nom était scandé.

Lorsqu'il proclama, le 22 mai, la fermeture du détroit de Tiran à la navigation, l'effet fut plus retentissant qu'à aucun autre moment dans sa carrière. Le jour même, des cortèges de manifestants se formèrent dans toutes les villes arabes, du Maghreb à l'Irak. Un slogan revenait sans cesse : « Hier nous avons nationalisé le canal, et aujourd'hui nous avons fermé le détroit. » Avec le recul du temps, ce « nous » peut prêter à sourire ; mais il correspondait à un sentiment réel. Les foules arabes se reconnaissaient spontanément en Nasser, et revendiquaient ses décisions politiques comme si elles-mêmes les avaient dictées. Ce qui, à la réflexion, était à la fois parfaitement illusoire et profondément vrai.

Le président égyptien semblait, en ces journées-là, au faîte de sa puissance. L'adhésion des peuples arabes au combat qui se préparait et au chef qui allait le mener était si massive qu'aucun autre dirigeant ne pouvait se mettre en travers du chemin. La réaction la plus spectaculaire fut celle du roi Hussein, qui avait été depuis l'ascension du *raïs* son adversaire le plus déterminé. Entre les deux hommes, c'était jusque-là une lutte sans merci. Et soudain, à l'aube du mardi 30 mai, le monarque hachémite décolla à bord de son avion privé en direction du Caire, où il annonça à son vieil ennemi qu'il mettait toutes les ressources de son royaume à sa disposition dans la guerre à venir. Surpris, et encore méfiant, Nasser posa comme condition qu'un officier de l'état-major égyptien soit placé à la tête de l'armée jordanienne. Hussein accepta sans protester.

Ce revirement spectaculaire mérite qu'on s'y arrête. Le « petit roi » n'était ni un tribun, ni un démagogue, et il était farouchement attaché à l'indépendance de son pays. Ce n'était pas non plus un ennemi juré de l'Etat hébreu, à l'affût d'une revanche militaire ; tout au long de son règne, qui allait durer près d'un demi-siècle, il refusera de se plier aux tabous arabes concernant les relations avec

« l'ennemi sioniste », rencontrant fréquemment des dirigeants israéliens lors de ses voyages à l'étranger ; il ira même jusqu'à prononcer, en 1995, à Jérusalem, l'éloge funèbre de Yitzhak Rabin, appelant « mon ami » celui-là même qui avait conquis la Ville sainte à ses dépens.

S'il avait choisi, en mai 1967, de se rallier à Nasser, c'est parce qu'il eût été suicidaire d'aller à l'encontre de la légitimité patriotique du moment. Ne pas prendre part à la guerre qui s'annonçait aurait été dévastateur pour la monarchie hachémite, quelle que fût l'issue des combats ; une victoire arabe aurait placé Nasser en position de démolir le trône jordanien ; une défaite arabe aurait fait porter le blâme en premier sur celui qui aurait refusé de se battre. A partir du moment où la guerre était devenue inévitable, Hussein comprit qu'il devait la mener aux côtés de l'Egypte, et même sous ses ordres. Ainsi opère l'instinct de légitimité. Sans doute le monarque allait-il perdre la Cisjordanie, mais celle-ci était de toute manière perdue, soit au profit des Israéliens, soit à celui des insurgés arabes, dès lors que la guerre se déclenchait ; il n'aurait pu continuer à gouverner des millions de Palestiniens s'il avait refusé de prendre part au combat pour la Palestine.

Le roi allait se comporter de la même manière un quart de siècle plus tard, lors de la première guerre d'Irak. Alors que le monde entier se coalisait contre Saddam Hussein, le monarque hachémite se rangea aux côtés de ce dernier. Parce qu'il avait envie de le voir gagner ? Sûrement pas. Parce qu'il croyait à une possible victoire irakienne ? Pas le moins du monde. Simplement, à cet autre tournant crucial de l'histoire moyen-orientale, le roi préférait avoir tort avec son peuple qu'avoir raison contre lui.

L'attitude du souverain en 1967 se comprend mieux lorsqu'on la compare à celle de cet autre voisin d'Israël qu'est le Liban. Ses dirigeants de l'époque avaient pris la décision qui semblait la plus raisonnable, celle de ne pas participer à la guerre ; mais en agissant ainsi, ils allaient perdre leur légitimité patriotique aux yeux d'une bonne partie de leurs concitoyens ; de ce fait, le pays allait se fourvoyer dans un marécage historique dont il n'est toujours pas sorti quarante ans plus tard.

Dès l'année 1968, des mouvements armés palestiniens commencèrent à lancer des attaques à partir du territoire libanais. Lorsque les Israéliens ripostèrent violemment et que les autorités de Beyrouth, incapables de repousser les attaques de leur puissant voisin, décidèrent de sévir contre les *fedayins*, une partie de l'opinion prit fait et cause pour ces derniers, contre son propre gouvernement. L'argument qui revenait sans cesse était que l'armée libanaise, qui ne s'était pas battue contre l'ennemi, devait au moins ne pas s'en prendre à ceux qui se battaient.

Les politiciens les plus sages avaient beau répéter qu'avec cette guerre de 1967, les pays arabes avaient commis l'un des actes les plus irréfléchis de leur histoire ; que si le Liban y avait participé aux côtés des trois autres voisins d'Israël, il aurait perdu – comme l'Egypte, comme la Syrie, comme la Jordanie – une partie de son territoire, et que son armée aurait probablement été démolie, sans modifier en rien le rapport des forces ni l'issue des combats. Tout cela, personne ne pouvait sérieusement le contester. Il n'empêche qu'une partie significative de la population ne se reconnaissait plus en son gouvernement ni en son armée, et ne supportait pas de les voir sévir contre ceux qui poursuivaient le combat les armes à la main. Certains Libanais, notamment ceux qui appartenaient aux communautés musulmanes et aux partis de gauche, en arrivèrent à considérer que leur armée à eux était celle des combattants palestiniens, l'autre étant celle des partis chrétiens et de la droite. L'armée régulière commença à se désintégrer, et l'Etat central perdit le contrôle du territoire.

La région du pays qui souffrit le plus était le Sud. C'est là que les *fedayins* s'étaient implantés, c'est de là qu'ils lançaient leurs attaques, et c'est là que les Israéliens ripostaient. La population locale, en majorité chiite, se sentait bafouée, abandonnée, victime, prise entre deux feux. Elle en arriva à maudire aussi bien les Palestiniens que les Israéliens.

C'est de tous ces ressentiments qu'est né le Hezbollah. En 1982, l'armée israélienne, à l'issue d'une guerre qui l'avait conduite jusqu'à Beyrouth, décida de ne plus se contenter d'expéditions punitives ponctuelles mais d'occuper carrément le sud du Liban de manière à verrouiller solidement la frontière. Des militants chiites, inspirés, armés et financés par leurs coreligionnaires d'Iran, se lancèrent alors dans un mouvement de résistance qui se révéla, dès le commencement, fort efficace. Peu à peu, les Libanais, longtemps brocardés par les autres Arabes pour avoir été les seuls à ne pas avoir participé au combat, sont apparus comme les seuls à savoir se battre, au point de contraindre l'armée israélienne à évacuer leur pays en mai 2000, puis à la tenir en échec lors de la guerre de l'été 2006.

Ainsi, dans les années qui ont suivi la guerre de 1967, les trois voisins d'Israël qui avaient participé aux combats étaient parvenus à des arrangements – pour l'Egypte et la Jordanie, des traités, pour la Syrie, un *modus vivendi* – qui ont rendu parfaitement paisibles leurs frontières avec l'Etat hébreu ; seul le quatrième voisin, celui qui n'avait pas voulu faire la guerre, a été incapable d'obtenir la paix. Depuis, il est dans la tourmente. En théorie, ses dirigeants d'alors s'étaient montrés raisonnables en demeurant à l'écart du conflit. En pratique, toutefois, le prix payé par le Liban pour sa non-participation à la guerre a été mille fois plus lourd que s'il y avait pris part.

Mais je referme cette longue parenthèse sur la manière dont fonctionne la légitimité, pour revenir à ces journées de mai et juin 1967 où Nasser avait pris, ou repris, les rênes de la nation arabe en promettant de la conduire vers la victoire espérée. Ses forces armées et celles d'Israël étaient à présent face à face.

Après avoir envisagé d'attaquer en premier, le *raïs* y avait renoncé, persuadé que ce serait politiquement désastreux, que les Américains interviendraient alors massivement aux côtés d'Israël, et que les Soviétiques seraient embarrassés ; si, en revanche, il acceptait de se laisser attaquer en premier, il se retrouverait d'emblée dans une excellente position diplomatique, le monde entier serait avec lui, à commencer par la France du général de Gaulle ; et les Etats-Unis eux-mêmes auraient du mal à s'engager pleinement aux côtés de l'agresseur. De toute manière, pensait-il, les combats allaient se prolonger pendant des semaines, s'étendre sur tous les fronts, les renforts afflueraient de tous les pays arabes, tandis que les Israéliens seraient forcément épuisés. On finirait par aboutir à un arrangement qui constituerait, pour l'Egypte et pour lui-même personnellement, une victoire politique majeure.

Bien entendu, cette attitude aurait un coût, et Nasser ne l'ignorait pas. En laissant les Israéliens tirer les premiers, il prenait un risque. Mais c'était, croyait-il, un risque calculé. Son bras droit, le maréchal Abdel-Hakim Amer, lui avait assuré que, même si tous les bombardiers israéliens attaquaient à l'unisson, l'Egypte ne perdrait que 10 à 15 % de ses appareils ; en quelques jours, les Soviétiques les auraient remplacés.

Ce que Nasser n'avait absolument pas prévu, c'est que le premier coup assené par les Israéliens anéantirait l'aviation égyptienne. C'est pourtant ce qui arriva dans la matinée du lundi 5 juin 1967. Volant à très basse altitude, les bombardiers attaquèrent en même temps tous les aéroports militaires, abîmant les pistes et détruisant les appareils au sol. L'armée de terre demeurait intacte et elle aurait pu se battre longtemps encore dans le Sinaï, donnant au président la possibilité de se ressaisir, de faire remplacer les avions perdus, et de préparer même une contre-offensive. Mais le maréchal Amer, en proie à la panique et au désarroi, ordonna une retraite générale qui se transforma en débâcle.

Ayant mis l'Egypte hors combat, l'armée israélienne se tourna vers Jérusalem et la Cisjordanie dont elle s'empara à l'issue d'une brève bataille de rues, puis vers le Golan syrien, qui tomba sans grande résistance. Au bout d'une semaine, les combats avaient cessé. Les vainqueurs appelleront ce conflit la « guerre des Six Jours » ; pour les vaincus, ce sera d'abord « al-naksa », « le revers » ; puis tout simplement la « guerre de Juin ».

Ces appellations anodines cachent mal l'ampleur du traumatisme subi par les Arabes pendant ces journées-là. Il n'est pas excessif de dire que cette guerre brève constitue pour eux, aujourd'hui encore, la tragédie de référence qui affecte leur perception du monde et pèse sur leurs comportements.

Au lendemain de la défaite, une interrogation obsédante s'imposa à tous les Arabes, et à bon nombre de musulmans à travers le monde. Chacun la formulait à sa manière, et apportait ses propres réponses, mais la substance était la même : comment une telle débâcle avait-elle pu se produire ?

Pour excuser sa déconfiture, Nasser avait commencé par dire que l'attaque n'était pas venue d'Israël

seul, mais également des Américains et des Britanniques. Si ce n'était pas vrai, c'était utile pour atténuer à court terme le désespoir des Egyptiens comme de l'ensemble des Arabes. Etre battu par une grande puissance, c'était rageant, mais c'était dans l'ordre des choses, bien moins déshonorant, en tout cas, que d'être battu par un petit Etat créé il y a vingt ans, dix fois moins peuplé que l'Egypte, et disposant d'une armée moins nombreuse.

La guerre de 1967 aurait dû laver l'affront de 1948, lorsque l'Etat juif naissant avait tenu tête à tous ses voisins coalisés ; elle était supposée démontrer que les Arabes avaient repris confiance, qu'ils avaient renoué avec leur gloire d'autrefois, que leur renaissance nationale sous l'égide de Nasser leur avait enfin redonné leur juste place parmi les nations. Au lieu de quoi, cette débâcle fulgurante leur a ôté leur estime de soi et les a installés, pour longtemps, dans un rapport de profonde méfiance avec le monde, perçu comme un lieu hostile, régi par leurs ennemis, et où eux-mêmes n'auraient plus leur place. Ils ont le sentiment que tout ce qui constitue leur identité est détesté et méprisé par le reste du monde ; et, ce qui est encore plus grave, quelque chose en eux leur dit que cette détestation et ce mépris ne sont pas complètement injustifiés. Cette double haine – du monde et de soi-même – explique dans une large part les comportements destructeurs et suicidaires qui caractérisent notre début de siècle.

De tels comportements sont devenus si fréquents, et même quotidiens, en Irak et ailleurs, que l'on a cessé de s'en émouvoir. Aussi me semble-t-il utile de rappeler que jamais, dans l'histoire de l'humanité, on n'a assisté à un phénomène d'une telle ampleur, jamais on n'a traversé une époque où des centaines, des milliers d'hommes ont fait preuve d'une telle propension à s'immoler. Tous les parallèles historiques que l'on évoque quelquefois pour relativiser ce phénomène sont grossièrement inappropriés. Ainsi l'épisode des kamikazes japonais, qui étaient, quant à eux, l'émanation d'une armée régulière, et ne sévirent que pendant la dernière année de la guerre du Pacifique, mettant définitivement fin à leurs raids dès la capitulation de leur gouvernement. Ou, dans le passé du monde musulman, l'épisode de l'« Ordre des Assassins », dont les adeptes s'attaquaient toujours à une personnalité bien ciblée mais ne tuaient jamais indistinctement ; acceptaient de se laisser appréhender puis exécuter pour leur acte, mais ne sacrifiaient jamais eux-mêmes leur propre vie ; et qui ne commirent, de toute manière, qu'une poignée d'attentats en deux siècles, s'apparentant donc bien plus à certains révolutionnaires russes de l'époque tsariste qu'aux « martyristes » d'aujourd'hui.

Le désespoir qui enflamme ces derniers n'est pas né en 1967, ni en 1948, ni à la fin de la Première Guerre mondiale. Il est l'aboutissement d'un long processus historique qu'aucun événement ni aucune date ne suffisent à résumer. C'est l'histoire d'un peuple qui a connu un grand moment de gloire, suivi d'une longue déchéance ; depuis deux cents ans, il aspire à se relever, mais chaque fois il retombe ; défaites, déceptions et humiliations se sont succédé, jusqu'au moment où a surgi Nasser ; avec lui on allait pouvoir, croyait-on, se redresser, retrouver l'estime de soi et l'admiration des autres. En s'écroulant à nouveau, de manière si spectaculaire, si dégradante, les Arabes, et avec eux l'ensemble du monde musulman, ont eu le sentiment d'avoir tout perdu, irrémédiablement.

Une révision déchirante s'opère depuis, mais dans l'amertume et dans la peur. Et avec un débordement de foi qui masque mal une infinie désespérance.

La défaite de Nasser, suivie de sa mort, en septembre 1970, à 52 ans, favorisa l'émergence de divers projets politiques qui allaient se trouver en compétition pour recueillir son héritage.

En Egypte même, le pouvoir échut à Sadate, un personnage que l'on croyait timoré et terne, mais qui se montrera, au contraire, audacieux et flamboyant. Le plus étrange, dans son parcours, n'est pas là, cependant ; les dauphins qui se font tout petits tant que le maître est en vie pour se révéler aussitôt que le pouvoir leur échoit, sont légion à travers l'Histoire, sous tous les cieux ; les hommes forts aiment à s'entourer de personnages qui ne s'opposent pas à eux, qui ne leur font pas d'ombre, et qui attendent leur heure sans impatience apparente. Le plus étrange, s'agissant de Sadate, ce n'est pas non plus qu'il ait réussi, en octobre 1973, à bousculer les positions de l'armée israélienne par une attaque surprise le long du canal de Suez – ce qu'en Israël on appelle la guerre du Kippour, et en Egypte la guerre d'Octobre. Le plus étrange, c'est qu'en réussissant là où Nasser avait échoué, le nouveau *raïs* n'ait pas pu supplanter son prédécesseur dans le cœur des Arabes, qu'il ait même été brocardé, injurié, mis politiquement « en quarantaine », et tellement diabolisé dans certains milieux qu'il allait finir assassiné.

Etrange, oui, et fort révélateur pour qui cherche à scruter la délicate question de la légitimité. Un peuple encore sous le choc d'une défaite traumatisante ; soudain, un nouveau dirigeant apparaît, qui obtient sinon une victoire, du moins un demi-succès plus qu'honorable ; on aurait dû l'aduler, l'élever aux nues, l'introniser sans délai parmi les grands héros de la nation, et c'est l'inverse qui se produit ! Si Sadate devint une icône, ce fut pour l'opinion occidentale, pas pour l'opinion arabe. Qui, à aucun moment, ne s'identifia à lui. Ni avant son voyage spectaculaire à Jérusalem en novembre 1977, ni surtout après. Jamais ne lui fut accordée dans le cœur des Arabes cette légitimité instinctive, quasiment charnelle, dont Nasser, malgré ses travers, ses fautes, ses défaites, bénéficia jusqu'à sa mort.

Sans doute en voulait-on inconsciemment à Sadate d'avoir succédé à Nasser, comme on peut détester le nouvel époux d'une mère du seul fait qu'il a pris la place d'un père adoré. En France, par exemple, tous ceux qui ont tenu les rênes du pouvoir après Napoléon I^{er} ont pâti de la comparaison avec lui, et plus que tous, celui qui portait le même nom ; que le règne du grand empereur ait été ruineux et se soit achevé par une défaite et par une occupation étrangère n'y change rien, les peuples sont reconnaissants à celui qui leur offre l'épopée, le rêve, l'admiration des autres, et un brin d'orgueil. L'instant napoléonien fut le dernier où la France occupa la première place parmi les nations de la terre, et où elle tenta de réunir l'Europe autour d'elle par la force combinée de ses armes et de ses idées. L'instant nassérien fut moins ambitieux, mais à l'aune de ce qui semblait encore possible pour les Arabes, il joua un rôle similaire ; et il demeure dans les mémoires comme une ultime chevauchée.

De l'échec de cette aventure chacun tira ses propres enseignements. Sadate en avait conçu une profonde méfiance envers les marigots arabes où son prédécesseur s'était constamment fourvoyé ; Yéménites, Jordaniens, Palestiniens, Libanais, Syriens, Libyens et autres, ils étaient tous prêts à se battre, marmonnait-il à ses proches, « jusqu'au dernier soldat égyptien ».

Estimant que son pays avait suffisamment enduré sans être payé de retour, il voulait le retirer une fois pour toutes de ce conflit israélo-arabe qui l'avait épuisé, et qui gâchait ses rapports avec l'Occident prospère. En parlant des Arabes, il songeait « eux », et pas « nous » ; peut-être ne le disait-il pas clairement, mais les intéressés l'entendaient. De ce fait, lorsque Sadate prenait une décision, les Arabes ne se l'approprièrent pas. Et s'il demeurait légitime en tant que président égyptien, il n'était plus perçu – ni ne cherchait à se présenter – comme le chef naturel de la nation arabe.

A la fin de sa vie, beaucoup d'Arabes le regardaient même résolument parmi les ennemis et les traîtres. Non seulement l'opinion nationaliste et islamiste, qui était outrée de sa réconciliation avec l'Etat hébreu, mais également une bonne partie des dirigeants modérés et pro-occidentaux, qui lui reprochaient d'avoir rendu toute paix régionale impossible en retirant du conflit le principal voisin arabe d'Israël. Leur raisonnement était le suivant : le rapport des forces au Proche-Orient est déjà défavorable aux Arabes ; si, de plus, l'Egypte se désengage du conflit, le déséquilibre sera tel qu'Israël ne voudra plus rien céder ; non seulement les Arabes ne pourront plus faire la guerre, mais ils ne pourront même plus obtenir une paix honorable ; en choisissant la voie d'une paix séparée, Sadate a rendue impossible une paix régionale véritable, et installé la région dans l'instabilité permanente.

Il faudra aux historiens plusieurs décennies encore avant de pouvoir déterminer avec certitude si l'initiative audacieuse du successeur de Nasser lorsqu'il se rendit à Jérusalem, serra la main de Menahem Begin et de Moshé Dayan, et prit la parole à la tribune de la Knesset, aura marqué le commencement d'une marche mouvementée vers une paix réelle entre Israéliens et Arabes, ou bien l'enterrement de tout espoir de paix.

Délaissé par Sadate, l'héritage panarabe de Nasser fut convoité par bien d'autres, notamment ceux à qui la nouvelle fortune pétrolière semblait donner les moyens d'une grande ambition. Tel le dirigeant libyen Muammar Kadhafi, qui échafauda d'innombrables projets d'union, avant de se lasser des querelles arabes et de se tourner résolument vers l'Afrique. Et tel le militant baassiste Saddam Hussein, qui put se hisser à la tête d'un pays ayant à la fois une population importante, de grandes richesses naturelles, et aussi une envergure historique comparable à celle de l'Egypte, puisqu'il fut à la fois le berceau de plusieurs civilisations antiques – celles de Sumer, d'Akkad, d'Assur, comme de Babel – et le siège du plus prestigieux des empires arabes, celui des Abbassides. Il caressa lui aussi l'ambition de supplanter Nasser. Sans succès, et avec le dénouement désastreux que l'on sait.

Ces candidats à la succession du leader panarabe avaient tous deux accédé au pouvoir au lendemain de la débâcle de 1967 ; l'un, l'« officier libre » libyen, se présentant comme le fils spirituel de l'« officier libre » égyptien, et promettant de l'aider à réparer l'affront ; l'autre, l'activiste irakien, raillant le *raïs* et les déboires de son armée, et se promettant de l'éclipser par ses propres exploits militaires.

Jamais, cependant, Saddam ne sera perçu par les Arabes comme un nouveau Nasser, jamais il ne bénéficiera d'une véritable adhésion populaire, ni dans son pays, ni dans le reste de la région ; et même si beaucoup se rangèrent à ses côtés lorsqu'il fut en guerre par deux fois contre l'Amérique, ce n'était pas parce qu'ils avaient confiance en l'homme, mais parce qu'ils n'avaient pas envie d'assister à une nouvelle défaite arabe, parce qu'ils n'avaient pas envie d'éprouver une fois encore la honte, l'humiliation, la destruction, et les sarcasmes de la terre entière.

Bien entendu, aucun miracle ne s'est produit, ceux qui devaient gagner ont gagné, ceux qui devaient perdre ont perdu, un pays majeur s'est désintégré, et les Arabes se sont enfoncés un peu plus dans le désespoir et dans l'amertume.

Les deux défaites de Saddam Hussein eurent pour conséquence de sceller le sort de l'idéologie politique qui avait dominé la scène moyen-orientale depuis près d'un siècle, celle du nationalisme panarabe.

Il est vrai que, depuis un moment déjà, cette doctrine avait du plomb dans l'aile. Nasser l'avait portée au sommet, et la défaite de l'homme ne pouvait que déconsidérer l'idée. Sadate ne fut pas le seul responsable à décréter que, désormais, les intérêts de son propre pays passeraient avant ceux des Arabes. Les dirigeants qui le critiquaient n'agissaient pas différemment. Ni les Irakiens, ni les Palestiniens, ni les Syriens, ni les Jordaniens, ni qui que ce soit d'autre. Chacun avait à cœur les intérêts de son pays, quand ce n'était pas ceux de son régime, de son clan, ou tout simplement de sa personne. D'ailleurs, toutes les expériences unitaires avaient échoué, il ne restait plus de l'idée panarabe que des formules rituelles dont se servaient quel ques politiciens, auxquelles croyaient quelques irréductibles, mais qui n'influençaient plus beaucoup les comportements réels.

Pendant un temps, après la défaite de 1967, on avait cherché le salut dans le marxisme. C'était le temps du Che Guevara, de la guerre du Vietnam et du maoïsme d'exportation. Les Arabes comparaient, et se flagellaient. Une histoire qui circulait, au lendemain de la débâcle de 1967, était celle de ce haut responsable égyptien qui, furieux de ce qui venait d'arriver, aurait explosé en présence de l'ambassadeur soviétique : « Tout cet armement que vous nous avez vendu ne vaut rien ! » Le diplomate aurait simplement répondu : « Nous avons fourni le même aux Vietnamiens. »

Vraie ou fausse, la boutade posait bien le problème. Comment expliquer qu'avec des armes similaires, un peuple soit parvenu à tenir tête à la plus puissante armée du monde, pendant qu'un autre se laissait battre par un petit voisin ? Pour certains, la réponse sautait aux yeux : il fallait se défaire du nationalisme traditionnel, « bourgeois » ou « petit-bourgeois », et adopter une idéologie révolutionnaire « cohérente », celle des peuples qui gagnent. Le Mouvement des nationalistes arabes, dirigé par le docteur Habache, adopta officiellement le marxisme-léninisme et la lutte armée, et se fit appeler le « Front populaire pour la libération de la Palestine », un nom où ne figurait plus ni l'adjectif « arabe » ni une référence explicite au nationalisme ; une branche yéménite du même mouvement put se hisser au pouvoir en 1969 et proclamer une « démocratie populaire ». Un peu partout dans le monde arabe, du Golfe jusqu'au Maroc, des intellectuels et des organisations politiques « léninisaient » leurs credos, leurs alliances, ou parfois simplement leur vocabulaire. Les uns le faisaient par opportunisme, et d'autres par conviction sincère, parce qu'ils voyaient là une réponse à la défaite arabe, et un progrès de la pensée, hors du conformisme social, hors du nationalisme étroit. Et une option sur l'avenir – du moins tel qu'on l'imaginait en ces années-là. Car cet engouement pour le marxisme-léninisme n'allait

être qu'une brève étape transitoire entre l'ère des nationalistes et l'ère des islamistes ; une parenthèse historique qui allait laisser, en se refermant, un arrière-goût d'amertume, et qui aura contribué à accroître, chez de nombreux peuples, ce sentiment de découragement, de rage et d'impuissance.

Si le communisme avait été simplement vaincu par les forces qu'il combattait, il se serait sans doute perpétué de façon souterraine pour se propager ensuite sous tous les cieux comme un puissant messianisme laïque. Bien entendu, ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Avant d'être terrassé par ses « ennemis de classe », il s'était déjà abondamment déconsidéré. Son approche des arts était devenue castratrice, sa conception de la liberté de pensée s'apparentait à celle de l'Inquisition, et sa pratique du pouvoir rappelait parfois celle de ces sultans ottomans qui, à leur avènement, massacraient soigneusement leurs frères et leurs neveux de peur qu'ils ne songent à leur disputer le trône.

Les exemples que j'ai à l'esprit ne sont pas seulement ceux des purges staliniennes. J'ai des souvenirs bien plus proches, en provenance des deux seuls pays musulmans à avoir été gouvernés par des mouvements explicitement marxistes-léninistes, à savoir le Sud-Yémen de 1969 à 1990, et l'Afghanistan de 1978 à 1992. Dans les deux cas, on vit des règlements de comptes à la mitrailleuse entre factions rivales en pleine réunion du bureau politique. Une coïncidence ? Des événements comparables s'étaient produits dans les années trente, les années quarante, les années cinquante, les années soixante, tant à Moscou, qu'à Prague, à Belgrade, à Tirana, à Pékin lors de la Révolution culturelle, et plus tard à Addis-Abeba du temps où régnait le Derg, sans même parler de l'épisode khmer rouge. Une coïncidence ? Non, un mode de fonctionnement, une routine, des mœurs.

J'en parle avec tristesse, parce que en ces mouvements s'étaient fourvoyés des êtres de valeur, qui voulaient sincèrement moderniser leurs sociétés, qui prônaient la généralisation du savoir, la scolarisation des filles, l'égalité des chances, la libération des esprits, l'affaiblissement du tribalisme et l'abolition des privilèges féodaux. Sur les ruines de leurs espérances trahies allaient pousser, à Kaboul et ailleurs, de tout autres plantes.

Le désir d'équité et le souci de la vérité historique m'imposent d'ajouter à ces constatations accusatrices quelques autres, dont les coupables ne sont pas les mêmes.

Si les Soviétiques portent la responsabilité première dans le dérèglement de l'Afghanistan, ce sont les Américains qui ont organisé le massacre de l'élite moderniste de l'Indonésie. Le plus peuplé des pays musulmans abritait, jusqu'au milieu des années 1960, un parti communiste comptant près d'un million et demi de membres, et qui participait au pouvoir sous l'égide du président nationaliste Ahmed Sukarno, artisan de l'indépendance. Celui-ci avait établi un régime laïque, autoritaire sans être sanguinaire, et il jouait un rôle de premier plan sur la scène internationale ; c'était lui qui avait accueilli, en avril 1955, la conférence afro-asiatique de Bandung, qui fut à l'origine du mouvement des non-alignés.

Irrités par la nationalisation des mines indonésiennes comme par les relations que Djakarta avait nouées avec Pékin et Moscou, les Etats-Unis, qui commençaient à s'embourber dans la guerre du Vietnam, avaient décidé d'utiliser les grands moyens. Leur réussite fut totale. A l'issue d'une remarquable mise en scène dont les détails n'ont été connus que des décennies plus tard, les communistes et les nationalistes de gauche furent mis hors la loi, raflés et massacrés en grand nombre, dans les universités, dans les administrations, dans les quartiers de la capitale, et jusque dans les villages les plus reculés. Les estimations les plus sérieuses parlent de six cent mille morts entre octobre 1965 et l'été 1966. Le pouvoir fut alors confié au général Suharto, qui établit pendant plus de vingt ans une dictature obscurantiste et corrompue – mais résolument anticomuniste. Au sortir de ce tunnel, la vision indonésienne de l'islam, réputée la plus tolérante du monde, avait cessé de l'être. Les perspectives de sécularisation de la société avaient été démolies, victime « collatérale » de la lutte contre le péril communiste.

C'était la Guerre froide, dira-t-on. Sans doute. Mais si l'excuse n'est pas recevable pour les crimes communistes de Budapest en 1956, elle ne l'est pas non plus pour les crimes anticomunistes de Djakarta en 1966. Un crime est un crime, un massacre est un massacre, et l'extermination des élites favorise la régression.

L'Indonésie n'est d'ailleurs pas le seul pays musulman où les dirigeants qui prônaient l'indépendance politique et l'appropriation par l'Etat national de ses principales ressources naturelles ont été combattus avec férocité et efficacité par l'Occident. Parce qu'ils étaient les alliés de l'Union soviétique ? Parfois, oui. Mais le processus était souvent inverse ; ces hommes se tournaient vers Moscou parce qu'ils devaient faire face à l'animosité des puissances occidentales, lesquelles n'admettaient pas que l'on veuille toucher à « leur » pétrole, à « leurs » mines, à « leurs » plantations sucrières ou fruitières, à « leur » canal de Suez ou de Panama, à « leurs » bases militaires, à « leurs » concessions – en un mot à leur suprématie planétaire.

Dans le cas de l'Iran, que j'ai déjà évoqué, il ne fait pas de doute que le docteur Mossadegh n'avait pas d'autre rêve que celui d'établir une démocratie pluraliste et moderniste sur le modèle occidental. Il n'avait aucunement l'intention de mettre en place une dictature marxiste-léniniste, ni un régime ultranationaliste, ni aucune sorte de despotisme. Homme intègre, effacé, dépressif, constamment à deux doigts de quitter la vie publique pour aller s'enfermer dans sa bibliothèque, mais profondément indigné par la misère et l'injustice, il voulait seulement que les ressources de l'Iran servent à l'avancement de son peuple. C'est pour cette unique raison qu'il fut chassé du pouvoir en 1953 par un coup d'Etat

planifié et exécuté par les services américains et britanniques, comme l'attestent de nombreux récits, certains en forme d'aveux, publiés depuis.

Ce n'est pas un hasard si cette trahison, par l'Occident, de ses propres principes, a débouché, un quart de siècle plus tard, sur la révolution fondatrice de l'islam politique contemporain.

Du temps de Nasser, les mouvements islamistes militants, notamment celui des Frères musulmans, étaient contraints de demeurer dans l'ombre. A cause de la répression qui s'abattait sur eux, et aussi parce que la popularité du président égyptien dans le monde arabe faisait apparaître tous ses adversaires comme des « suppôts du colonialisme et de l'impérialisme ».

A la veille de la Révolution égyptienne, les « Frères » étaient bien implantés dans diverses couches de la société, et notamment dans l'armée. Ils menaient un combat virulent contre le roi Farouk, contre les ingérences britanniques, et plus généralement contre la présence occidentale. Leur influence s'étendait rapidement, si bien que, lors de la prise du pouvoir par les « Officiers libres » en juillet 1952, beaucoup d'observateurs s'imaginèrent que cette organisation jusque-là inconnue n'était qu'une émanation des Frères, une façade, peut-être même tout simplement leur branche militaire. On sait d'ailleurs aujourd'hui que plusieurs des putschistes étaient effectivement liés au mouvement islamiste, les uns de manière organique, les autres plus informellement.

Mais le principal artisan du coup d'Etat, Nasser, allait très vite percevoir les Frères comme des rivaux. Ils étaient trop puissants pour n'être qu'un instrument aux mains des Officiers libres, et lui-même n'avait aucune envie d'être leur marionnette. Il entra en conflit avec eux, chercha à saper leur influence, et lorsqu'ils tentèrent de l'assassiner en 1954, il fit exécuter certains de leurs dirigeants, en emprisonna quelques autres, et ceux qui purent échapper à la répression s'enfuirent vers l'Europe occidentale, vers les Etats-Unis, ou vers les pays arabes opposés à Nasser comme la Jordanie ou l'Arabie saoudite.

Quand le président égyptien nationalisa le canal de Suez en 1956, qu'il sortit politiquement gagnant de sa confrontation avec les Britanniques, les Français et les Israéliens, et qu'il devint aussitôt l'idole des foules musulmanes, les Frères ne pouvaient plus s'opposer à lui ouvertement. Chaque fois qu'ils tentaient de relever la tête, la répression s'abattait sur eux, comme en 1966, lorsque leur intellectuel le plus brillant, Sayyed Qotb, fut condamné à mort et pendu à l'issue d'un procès sommaire ; l'opinion arabe de l'époque ne s'en émut guère, parce qu'elle associait les islamistes aux « monarchies réactionnaires » et aux pays occidentaux auprès desquels ils s'étaient réfugiés.

Avec la déconfiture du nassérisme et la révision déchirante qui s'ensuivit, les islamistes purent à nouveau se faire entendre. « Nous vous avons bien dit qu'il ne fallait pas se fier à cet enjôleur ! » Au début hésitante, chuchotante, à moitié souterraine, leur voix allait se faire de plus en plus assurée, jusqu'à devenir dominante, et même assourdissante.

Tout ce qui s'est produit dans le monde au cours des dernières décennies aura contribué à faire gagner, au sein des sociétés arabes, les thèses défendues par les islamistes. Les échecs successifs des régimes qui se réclamaient du nationalisme arabe allaient finir par déconsidérer complètement cette idéologie, et par redonner de la crédibilité à ceux qui avaient toujours dit que l'idée même d'une nation arabe était une « innovation » importée d'Occident, et que la seule nation digne d'être appelée ainsi était celle de l'islam. L'accélération de la mondialisation allait accroître le besoin et la

crédibilité d'une idéologie planétaire qui bouscule les frontières et dépasse les appartenances locales ; pour une petite fraction de la population, ce devait être le marxisme ; pour la grande majorité, ce ne pouvait être que la religion ; de toute manière, l'écroulement du camp soviétique allait conclure définitivement ce débat au profit des mouvements islamistes. Mais sans que ceux-ci se transforment en partis de gouvernement. Et sans que soit résolu le dilemme des légitimités égarées.

Car l'une des conséquences majeures des débâcles successives de Nasser, de Saddam, et de quelques autres, c'est que l'idée même qu'un chef d'Etat arabe puisse tenir tête à l'Occident, comme ce fut le cas dans les années 1950 et 1960, a cessé d'être crédible. Quiconque veut garder le pouvoir doit se rendre acceptable à la superpuissance, même si, pour y parvenir, il doit aller à l'encontre des sentiments de son peuple. Ceux qui veulent s'opposer radicalement à l'Amérique, que ce soit par les armes ou seulement par la violence rhétorique, ont généralement intérêt à rester dans l'ombre.

Se sont développés ainsi deux univers politiques parallèles, l'un apparent mais sans adhésion populaire, l'autre souterrain et disposant d'une popularité certaine, mais incapable d'assumer durablement la responsabilité du pouvoir. Les représentants du premier sont perçus comme des contremaîtres indigènes à la solde de l'ennemi ; les représentants du second ne sont que des hors-la-loi. Aucun des deux ne dispose d'une véritable légitimité, les uns parce qu'ils gouvernent sans le peuple et souvent contre sa volonté, les autres parce qu'ils sont manifestement incapables de gouverner, tant en raison du contexte global, qui leur est hostile, qu'en raison de leur propre culture politique, qui les prédispose à l'opposition radicale, à l'intransigeance doctrinale et au lancement d'anathèmes, plutôt qu'aux inévitables compromis qu'exige une navigation gouvernementale. Une impasse dont ont pris conscience les islamistes égyptiens, soudanais, algériens, marocains ou jordaniens, et qui s'est révélée au grand jour lorsque le Hamas a remporté les élections palestiniennes.

Pour toute société humaine, l'absence de légitimité est une forme d'apesanteur qui dérègle tous les comportements. Quand aucune autorité, aucune institution, aucune personnalité ne peut se prévaloir d'une réelle crédibilité morale, quand les hommes en arrivent à croire que le monde est une jungle où règne la loi du plus fort, et où tous les coups sont permis, on ne peut que dériver vers la violence meurtrière, la tyrannie et le chaos.

De ce fait, l'effritement de la légitimité dans le monde arabe ne peut être considéré comme un vague thème de réflexion pour les spécialistes ; l'une des leçons du 11 septembre 2001, c'est qu'à l'ère de la globalisation, aucun dérèglement ne demeure strictement local ; et lorsqu'il affecte l'émotion, la perception de soi, et la vie quotidienne de centaines de millions de personnes, ses effets se font ressentir sur toute l'étendue de la planète.

Après ce long développement sur la perte de légitimité qui affecte les pays arabes, je reviens un instant à cette autre crise de légitimité qui contribue au dérèglement du monde, celle qui concerne le rôle global des Etats-Unis. Afin de souligner que la question pertinente n'est pas celle de savoir si la démocratie américaine fonctionne correctement ; pour ma part, en tout cas, je n'en connais pas beaucoup qui soient meilleures. Mais même si elle était le plus parfait des systèmes, même si tous les électeurs en âge de voter exerçaient ce droit dans des conditions idéales, le problème demeurerait identique : à partir du moment où les suffrages des citoyens américains, qui représentent 5 % de la population mondiale, sont plus déterminants pour l'avenir de l'humanité entière que ceux des 95 % qui restent, c'est qu'il y a dans la gestion politique de la planète un dysfonctionnement.

C'est un peu comme si l'on décrétait que les habitants de la Floride allaient choisir seuls le président des Etats-Unis, et que les électeurs de tous les autres Etats de l'Union n'éliraient que leurs gouverneurs et leurs autorités locales. J'ai à nouveau pris la Floride en exemple parce qu'il se trouve que sa population représente justement 5 % de celle des Etats-Unis.

Il est vrai qu'on ne s'indigne pas beaucoup lorsque la préférence de ceux qui ont le privilège de voter se porte sur celui qu'on aurait choisi soi-même ; mais cette coïncidence ne fait que masquer l'anomalie, elle ne l'efface pas.

Au début de cette deuxième partie, j'ai écrit que la « juridiction » de l'administration américaine couvrirait aujourd'hui la planète entière. Ce mot était entre guillemets, vu que l'autorité que Washington exerce ne résulte point d'un mandat qui lui aurait été confié par la population mondiale. Sur le territoire des Etats-Unis, c'est un gouvernement de droit ; dans le reste de la planète, c'est un gouvernement de fait, à la légitimité contestable.

Il n'est pas facile d'évoquer cette question tout en rejetant fermement l'antiaméricanisme systématique, qui a atteint son paroxysme dans les premières années de ce siècle. C'est pourtant la ligne que je m'obstinerai à suivre ; d'abord par conviction, vu que je n'éprouve, à l'endroit de notre « suzerain » global, ni servilité ni rancœur ; et aussi parce que c'est la seule manière de comprendre les drames de notre temps, et de chercher des solutions. Je laisse rai donc de côté la question de savoir si les Etats-Unis avaient manifesté depuis leur naissance des tendances expansionnistes et hégémonistes. Non que cette question ne m'intéresse pas ; mais il me paraît superflu de s'y attarder, étant donné que tous les autres pays ont usé et abusé de leur puissance chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion à travers l'Histoire ; et que si les Russes, les Japonais, les Allemands, les Anglais ou les Français – pour ne citer que les nations qui ont rêvé d'hégémonie mondiale au cours des deux derniers siècles – avaient pu accéder à un statut global comparable à celui des Américains, leur comportement aurait été plus arrogant encore. Je ne doute pas qu'il en serait de même, demain, avec la Chine ou l'Inde.

Ce dérèglement que l'on peut observer dans la gestion politique des affaires de la planète, les Etats-

Unis en sont sans doute les bénéficiaires ; mais ils en sont également les victimes. A moins qu'ils ne parviennent à se ressaisir, leurs relations malsaines avec le reste du monde pourraient provoquer chez eux des traumatismes plus durables et plus amples que ceux qui avaient suivi leur engagement au Vietnam.

La position qu'ils ont acquise au sortir de la Guerre froide, celle de l'unique superpuissance globale, représente pour eux ce qu'en anglais on appelle un *mixed blessing*, c'est-à-dire à la fois une bénédiction et une malédiction. Tout être, physique ou moral, a besoin qu'on lui fixe des limites. Tout pouvoir a besoin d'un contre-pouvoir, pour protéger les autres de ses débordements, et aussi pour le protéger de lui-même. C'est là, en politique, une règle élémentaire, qui se trouve être l'un des fondements de la démocratie américaine, – l'intangible principe des *checks and balances*, en vertu duquel aucune instance ne peut exercer ses prérogatives sans avoir en face d'elle une autre instance pour lui servir de garde-fou. Et c'est aussi, pourrait-on dire, une loi de la nature. Ecrivant cela, je songe à ces enfants qui sont affectés, à la naissance, d'une insensibilité à la douleur ; en raison de cette pathologie, ils sont constamment en danger, parce qu'ils risquent de se blesser très grièvement sans même s'en rendre compte ; peut-être éprouvent-ils parfois un sentiment grisant d'invulnérabilité, mais celui-ci les amène à des comportements inconsidérés.

Parce qu'elle a eu le sentiment de pouvoir faire impunément à peu près tout ce qu'elle voulait sur la scène internationale, la superpuissance solitaire a commis des fautes qui, du temps de la Guerre froide, lui auraient été épargnées.

Au début, elle manifestait le souci de convaincre les autres de son bon droit. Si elle voulait intervenir militairement ailleurs qu'en Amérique centrale, elle s'efforçait de former des coalitions crédibles ; lorsque les Nations unies faisaient la moue, elle en appelait à l'OTAN, comme pour la guerre du Kosovo, ou à des forces régionales significatives comme pour la première guerre d'Irak.

La dernière expédition relativement consensuelle fut celle d'Afghanistan, en automne 2001. Grâce à l'antipathie universelle inspirée par les talibans, dont la responsabilité dans les attentats du 11 septembre était manifeste, les Américains n'eurent aucun mal à trouver des alliés ; mais quand, quinze mois plus tard, ils cherchèrent à obtenir un soutien similaire pour envahir l'Irak, ils durent faire face à un véritable soulèvement diplomatique global, dont la France se fit le porte-parole le plus écouté, et auquel prirent part l'Allemagne, la Russie, la Chine, ainsi que la grande majorité des pays du monde. Cette fronde s'expliquait en grande partie par les comportements de l'administration républicaine qui, sur divers dossiers, notamment celui du réchauffement de la planète, ou celui de la Cour pénale internationale, donnait le sentiment de négliger et parfois de mépriser l'opinion de toutes les autres nations ; une attitude déjà perceptible avant les attentats, mais qui se renforça au lendemain de ces derniers, comme si l'agression dont les Etats-Unis venaient d'être victimes les dégageait de toute obligation à l'endroit de la communauté internationale. D'ailleurs, l'administration passa outre aux réticences du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'opposition houleuse de l'opinion mondiale ; elle concocta un ensemble de prétextes, et envahit l'Irak en mars 2003 avec son dernier carré d'alliés.

Sans surprise, les Américains triomphèrent en peu de temps de l'armée irakienne, mais leur victoire militaire se mua aussitôt en une débâcle politique et morale aux conséquences incalculables. Possédant une culture de la transparence qui n'a aucun équivalent dans le reste du monde, ils ne cessent de

disséquer cette mésaventure pour en faire l'autopsie, pour comprendre comment on en est arrivé là, et comment éviter que cela ne se reproduise. Ils connaissent mieux à présent les risques inhérents à l'exercice solitaire du pouvoir dans un monde aussi complexe, aussi bigarré que le nôtre. Ils savent que c'est en demeurant attentif aux autres, en prêtant l'oreille à toutes les voix, celles des adversaires autant que celles des alliés, que l'on peut éviter les écueils et s'arrêter dans sa course avant d'avoir enjambé les derniers garde-fous.

On pourrait d'ailleurs se demander si cette « insensibilité à la douleur », qui a dérégulé les comportements de notre suzerain solitaire et lui a finalement causé bien du tort, n'a pas également nui à notre système économique global.

Sans doute l'économie de marché a-t-elle démontré sa supériorité par rapport à l'économie bureaucratique et dirigiste, à laquelle plus personne ne voudrait revenir, surtout pas les anciens pays communistes. Cependant, en devenant l'unique modèle, le capitalisme a perdu un détracteur utile, probablement irremplaçable, qui le critiquait constamment sur son bilan social, qui le titillait sur le droit des travailleurs et sur les inégalités. Et même si lesdits droits étaient moins respectés dans les pays communistes que dans la plupart des pays capitalistes, même si les syndicats y étaient plus étroitement muselés, même si le système pernicieux de la nomenklatura rendait mensongères toutes les références au principe d'égalité, le seul fait d'avoir cette contestation, ces attaques, cette rhétorique, cette pression permanente à l'intérieur de chaque société comme au niveau planétaire, obligeait le capitalisme à se montrer plus social, moins inégalitaire, plus attentif aux travailleurs et à leurs représentants ; ce qui était un correctif nécessaire, au plan éthique, au plan politique, et même, en fin de compte, pour une gestion efficace et rationnelle de l'économie de marché.

Privé de ce correctif, le système a rapidement dégénéré, comme un arbuste qu'on aurait cessé de tailler, et qui serait revenu à l'état sauvage. Son rapport à l'argent et à la manière de le gagner est devenu obscène.

Qu'il n'y ait aucune honte à s'enrichir, j'en conviens. Qu'il n'y ait aucune honte non plus à savourer les fruits de sa prospérité, je le crois aussi ; notre époque nous propose tant de belles et bonnes choses, ce serait une insulte à la vie que de refuser d'en jouir. Mais que l'argent soit complètement déconnecté de toute production, de tout effort physique ou intellectuel, de toute activité socialement utile ? Que nos places boursières se transforment en de gigantesques casinos où le sort de centaines de millions de personnes, riches ou pauvres, se décide sur un coup de dés ? Que nos institutions financières les plus vénérables finissent par se comporter comme des garnements ivres ? Que les économies de toute une vie de labeur puissent être anéanties, ou alors multipliées par trente, en quelques secondes, et selon des procédés ésotériques auxquels les banquiers eux-mêmes ne comprennent plus rien ?

C'est là une perturbation grave, dont les implications dépassent de loin l'univers de la finance ou de l'économie. Parce qu'on est en droit de se demander, au vu de ce qui se passe, pourquoi les gens mèneraient encore une vie de travail honnête ; pourquoi un jeune voudrait devenir professeur, plutôt que trafiquant ; et comment, dans un tel environnement moral, transmettre les connaissances, transmettre les idéaux, comment maintenir un minimum de tissu social pour que survivent ces choses si essentielles et si fragiles qui ont pour nom liberté, démocratie, bonheur, progrès, ou civilisation.

Est-il besoin d'ajouter en toutes lettres que ce dérèglement financier est aussi, et peut-être avant tout,

le symptôme d'un dérèglement dans notre échelle des valeurs ?

III

Les certitudes imaginaires

De la crise morale de notre temps, on parle quelquefois en termes de « perte de repères », ou de « perte de sens » ; des formulations dans lesquelles je ne me reconnais pas, parce qu'elles laissent entendre qu'il faudrait « retrouver » les repères perdus, les solidarités oubliées et les légitimités démonétisées ; de mon point de vue, il ne s'agit pas de « retrouver », mais d'inventer. Ce n'est pas en prônant un retour illusoire aux comportements d'autrefois que l'on pourra faire face aux défis de l'ère nouvelle. Le commencement de la sagesse, c'est de constater l'incomparabilité de notre époque, la spécificité des relations entre les personnes comme entre les sociétés humaines, la spécificité des moyens qui sont à notre disposition ainsi que des défis auxquels nous devons faire face.

S'agissant des rapports entre les nations comme de la gestion des ressources de la planète, le bilan de l'Histoire n'est nullement exemplaire, puisque celle-ci est jalonnée de guerres dévastatrices, de crimes contre la dignité humaine, de gaspillages massifs, et de tragiques égarements – ce qui nous a menés au marasme d'aujourd'hui. Plutôt que d'embellir le passé et de l'idéaliser, il faudrait se défaire des réflexes que nous y avons acquis, et qui se révèlent désastreux dans le contexte d'aujourd'hui ; se défaire, oui, des préjugés, des atavismes, des archaïsmes, pour entrer de plain-pied dans une tout autre phase de l'aventure humaine. Une phase où tout doit être inventé à nouveau – les solidarités, les légitimités, les identités, les valeurs, les repères.

Je m'empresse de préciser, pour qu'il n'y ait aucun malentendu, que si, de mon point de vue, la solution ne se trouve pas dans un « retour » passéiste aux morales traditionnelles ni aux légitimités anciennes, elle ne se trouve pas non plus dans un relativisme moral qui, au nom d'une modernité vulgaire et paresseuse, sanctifie l'égoïsme sacré, idolâtre toute négation, se vautre dans le chacun-pour-soi, pour aboutir au pire des préceptes : « Après moi, le déluge ! » Un précepte auquel les perturbations climatiques pourraient donner un sens quasiment littéral.

Ces deux attitudes opposées conduisent, par des voies convergentes, au même désarroi. C'est de tout autre chose que nous avons besoin aujourd'hui. S'il nous faut sortir des légitimités anciennes, que ce soit « vers le haut », non « vers le bas » ; que ce soit vers l'élaboration d'une échelle des valeurs qui nous permette de gérer, mieux que nous ne l'avons fait jusqu'ici, notre diversité, notre environnement, nos ressources, nos connaissances, nos instruments, notre puissance, nos équilibres, en d'autres termes notre vie commune et notre capacité de survie ; non vers le rejet de toute échelle des valeurs.

« Valeurs » est un mot galvaudé, et versatile. Il navigue avec aisance entre le pécuniaire et le spirituel ; et, dans le domaine des croyances, il peut être synonyme d'avancement ou de conformisme, de libération morale ou de soumission. Aussi me dois-je d'explicitier le sens dans lequel je l'emploie, et les convictions que j'y attache. Non pour rallier qui que ce soit à mon étendard – je n'en possède aucun, je demeure à bonne distance des partis, des factions, des chapelles, rien n'est plus précieux à mes yeux que l'indépendance d'esprit ; mais il me paraît honnête, dès lors que l'on expose sa vision des choses, de dire sans détour ce que l'on croit et où l'on aimerait aboutir.

De mon point de vue, sortir « par le haut » du dérèglement qui affecte le monde exige d'adopter une échelle des valeurs basée sur la primauté de la culture ; je dirai même basée sur le salut par la culture.

On a souvent attribué à André Malraux une phrase qu'il n'a probablement jamais prononcée, et selon

laquelle le xxi^e siècle « sera religieux ou ne sera pas ». Je suppose que les derniers mots, « ou ne sera pas », signifient qu'on ne pourra s'orienter dans le labyrinthe de la vie moderne sans quelque boussole spirituelle.

Ce siècle est encore jeune, mais l'on sait déjà que les hommes pourraient s'égarer avec la religion comme ils pourraient s'égarer sans elle.

Que l'on puisse pâtir de l'absence du religieux, la société soviétique l'a amplement démontré. Mais l'on peut aussi pâtir de sa présence abusive ; on le savait déjà du temps de Cicéron, du temps d'Averroès, du temps de Spinoza, du temps de Voltaire ; et si on l'avait un peu oublié pendant deux siècles, à cause des excès de la Révolution française, de la Révolution russe, du nazisme, et de quelques autres tyrannies laïques, bien des événements sont venus nous le rappeler depuis. Pour nous amener, je l'espère, à une appréciation plus juste de la place que la religion devrait occuper dans nos vies.

Je serais tenté de dire la même chose du « veau d'or ». Vitupérer contre la richesse matérielle, culpabiliser ceux qui s'efforcent de l'accroître, c'est là une attitude stérile qui a constamment servi de prétexte aux pires démagogues. Mais faire de l'argent le critère de toute respectabilité, la base de tout pouvoir, de toute hiérarchie, finit par déchiqueter le tissu social.

L'humanité vient d'expérimenter, en deux ou trois générations, tant de dérives contradictoires. Celles du communisme, et celles du capitalisme ; celles de l'athéisme, et celles de la religion. Devrions-nous nous résigner à ces oscillations, et aux dérèglements qui en résultent ? Ne sommes-nous pas suffisamment échaudés pour vouloir tirer les leçons de ces épreuves ? Et pour désirer sortir enfin de ces dilemmes débilissants ?

Qu'un écrivain, ou toute autre personne travaillant dans le domaine de la culture, veuille prôner une échelle des valeurs fondée sur la culture, cela semble un peu trop prévisible, et peut prêter à sourire. Mais c'est parce qu'il y a un malentendu sur la signification des mots.

Considérer la culture comme un domaine parmi d'autres, ou comme un moyen d'agrémenter la vie pour une certaine catégorie de personnes, c'est se tromper de siècle, c'est se tromper de millénaire. Aujourd'hui, le rôle de la culture est de fournir à nos contemporains les outils intellectuels et moraux qui leur permettront de survivre – rien de moins.

Ces dizaines d'années additionnelles dont la médecine nous fait cadeau, comment allons-nous les meubler ? Nous sommes de plus en plus nombreux à vivre plus longtemps, et mieux ; forcément guettés par l'ennui, par la peur du vide, forcément tentés d'y échapper par une frénésie consummatrice. Si nous ne souhaitons pas épuiser très vite les ressources de la planète, il nous faudra privilégier autant que possible d'autres formes de satisfaction, d'autres sources de plaisir, notamment l'acquisition du savoir et le développement d'une vie intérieure épanouissante.

Il ne s'agit pas de s'imposer des privations, ni de s'installer dans l'ascèse. Je suis, pour ma part, un fervent épicurien, et toutes les prohibitions m'irritent. Nous continuerons fort heureusement à user des nourritures terrestres, et souvent à en abuser – je ne jetterai à personne la première pierre. Mais si nous

désirons profiter longtemps et pleinement de ce que la vie nous offre, nous sommes contraints de modifier nos comportements. Non pour réduire notre palette de sensations, mais au contraire pour l'élargir, pour la rehausser, pour chercher d'autres satisfactions, qui pourraient se révéler intenses.

Ne distingue-t-on pas, s'agissant des sources d'énergie, entre le fossile, qui s'épuise et pollue, et le renouvelable, tel le solaire, l'éolien ou le géothermique, qui ne s'épuise pas ? On pourrait introduire une distinction similaire en parlant de notre mode de vie. Les besoins et les plaisirs de l'existence, nous pouvons chercher à les satisfaire en consommant davantage, ce qui pèsera sur les ressources de la planète, et suscitera des tensions destructrices. Mais nous pourrions aussi les satisfaire autrement, en privilégiant l'apprentissage à tous les âges de la vie, en encourageant tous nos contemporains à étudier des langues, à se passionner pour les disciplines artistiques, à se familiariser avec les diverses sciences, afin qu'ils soient capables d'apprécier la signification d'une découverte en biologie, ou en astrophysique. La connaissance est un univers incommensurable, nous pourrions tous y puiser sans retenue, notre vie entière, nous ne l'épuiserions pas. Mieux encore : plus nous y puiserons, moins nous épuiserons la planète.

C'est déjà là une raison suffisante pour considérer la primauté de la culture comme une discipline de survie. Mais ce n'est pas la seule raison. Il y en a une autre, tout aussi fondamentale, et qui justifierait à elle seule que l'on place la culture au centre de notre échelle des valeurs. Il s'agit de la manière dont elle peut nous aider à gérer la diversité humaine.

Ces populations aux origines multiples qui se côtoient dans tous les pays, dans toutes les villes, vont-elles continuer longtemps encore à se regarder à travers des prismes déformants – quelques idées reçues, quelques préjugés ancestraux, quelques imageries simplistes ? Il me semble que le moment est venu de modifier nos habitudes et nos priorités pour nous mettre plus sérieusement à l'écoute du monde où nous sommes embarqués. Parce qu'il n'y a plus d'étrangers en ce siècle, il n'y a plus que des « compagnons de voyage ». Que nos contemporains habitent de l'autre côté de la rue ou à l'autre bout de la terre, ils ne sont qu'à deux pas de chez nous ; nos comportements les affectent dans leur chair, et leurs comportements nous affectent dans la nôtre.

Si nous tenons à préserver la paix civile dans nos pays, dans nos villes, dans nos quartiers, comme sur l'ensemble de la planète, si nous souhaitons que la diversité humaine se traduise par une coexistence harmonieuse plutôt que par des tensions génératrices de violence, nous ne pouvons plus nous permettre de connaître « les autres » de manière approximative, superficielle, grossière. Nous avons besoin de les connaître avec subtilité, de près, je dirai même dans leur intimité. Ce qui ne peut se faire qu'à travers leur culture. Et d'abord à travers leur littérature. L'intimité d'un peuple, c'est sa littérature. C'est là qu'il dévoile ses passions, ses aspirations, ses rêves, ses frustrations, ses croyances, sa vision du monde qui l'entoure, sa perception de lui-même et des autres, y compris de nous-mêmes. Parce que en parlant des « autres » il ne faut jamais perdre de vue que nous-mêmes, qui que nous soyons, où que nous soyons, nous sommes aussi « les autres » pour tous les autres.

Bien entendu, aucun d'entre nous n'a la possibilité de connaître tout ce qu'il aimerait ou devrait connaître de ces « autres ». Il y a tant de peuples, tant de cultures, tant de langues, tant de traditions picturales, musicales, chorégraphiques, théâtrales, artisanales, culinaires, etc. Mais si l'on encourageait toute personne à se passionner, dès l'enfance, et tout au long de la vie, pour une culture autre que la sienne, pour une langue librement adoptée en fonction de ses affinités personnelles – et

qu'elle étudierait plus intensément encore que l'indispensable langue anglaise –, il en résulterait un tissage culturel serré qui couvrirait la planète entière, réconfortant les identités craintives, atténuant les détestations, renforçant peu à peu la croyance à l'unité de l'aventure humaine, et rendant possible, de ce fait, un sursaut salutaire.

Je ne vois pas d'objectif plus crucial en ce siècle, et il est clair que, pour se donner les moyens de l'atteindre, on doit accorder à la culture et à l'enseignement la place prioritaire qui leur revient.

Nous commençons peut-être à sortir, aux Etats-Unis et ailleurs, d'une ère sinistre où il était de bon ton de cracher sur la culture et de faire de l'inculture un gage d'authenticité. Une attitude populiste qui, paradoxalement, rejoint celle de l'élitisme, dans la mesure où, dans un cas comme dans l'autre, on accepte implicitement l'idée selon laquelle la « population » aurait des capacités limitées, qu'il ne faudrait pas lui demander trop d'efforts intellectuels, qu'il suffirait de lui fournir des caddies bien remplis, quelques slogans simplistes, et des amusements faciles, pour qu'elle demeure béate, tranquille et reconnaissante. Et que la culture doit rester l'apanage d'une infime minorité d'initiés.

Il s'agit là d'une conception méprisante, et dangereuse pour la démocratie. Parce qu'on ne peut être un citoyen à part entière, ni un électeur responsable, si l'on se laisse passivement manipuler par les propagandistes, si l'on se laisse enflammer ou calmer selon le bon vouloir des gouvernants, si l'on se laisse docilement entraîner dans des aventures guerrières. Pour pouvoir décider en connaissance de cause, surtout dans un pays dont les orientations déterminent dans une large mesure le sort de la planète, un citoyen a besoin de connaître, en profondeur et avec subtilité, le monde qui l'entoure. S'accommoder de l'ignorance, c'est renier la démocratie, c'est la réduire à un simulacre.

Pour toutes ces raisons, et quelques autres, je suis persuadé que notre échelle des valeurs ne peut aujourd'hui se fonder que sur la primauté de la culture et de l'enseignement. Et que le xxi^e siècle, pour reprendre la phrase déjà citée, sera sauvé par la culture, ou bien il sombrera.

Ma conviction ne s'appuie sur aucune doctrine constituée – juste sur ma lecture des événements de mon époque ; mais je ne suis pas insensible au fait que les grandes traditions religieuses que je côtoie contiennent des exhortations similaires. « L'encre du savant vaut mieux que le sang du martyr », dit le Prophète de l'islam. Dont on rapporte d'ailleurs bien d'autres propos sur ce thème : « Les savants sont les héritiers des prophètes » ; « Cherchez le savoir, jusqu'en Chine s'il le faut » ; « Etudiez, du berceau jusqu'à la tombe ! »

Et dans le Talmud on trouve cette idée si forte, si émouvante : « Le monde ne se maintient que par le souffle des enfants qui étudient. »

Le combat pour « maintenir le monde » sera ardu, mais le « déluge » n'est pas une fatalité. L'avenir n'est pas écrit d'avance, c'est à nous de l'écrire, à nous de le concevoir, à nous de le bâtir ; avec audace, parce qu'il faut oser rompre avec des habitudes séculaires ; avec générosité, parce qu'il faut

rassembler, rassurer, écouter, inclure, partager ; et avant tout avec sagesse. C'est la tâche qui incombe à nos contemporains, femmes et hommes de toutes origines, et ils n'ont pas d'autre choix que de l'assumer.

Lorsqu'un pays est plongé dans le marasme, on peut toujours essayer d'émigrer ; lorsque la planète entière est menacée, on n'a pas l'option d'aller vivre ailleurs. Si l'on ne veut pas se résigner à la régression, pour soi-même comme pour les générations à venir, on doit essayer d'infléchir le cours des choses.

Saura-t-on, dans les années qui viennent, bâtir entre les hommes, par-delà toutes les frontières, une solidarité d'un genre nouveau – universelle, complexe, subtile, réfléchie, adulte ? Indépendante des religions sans être aucunement antireligieuse ni insensible aux besoins métaphysiques de l'homme, qui sont aussi réels que les besoins physiques ? Une solidarité qui puisse transcender les nations, les communautés, les ethnies, sans abolir le foisonnement des cultures ? Qui puisse rassembler les hommes face aux dangers qui les guettent, sans se complaire dans un discours d'apocalypse ?

En d'autres termes, verra-t-on émerger en ce siècle un nouvel humanisme mobilisateur, qui ne soit l'otage d'aucune tradition, qui ne tombe pas dans les égarements du marxisme, et qui n'apparaisse pas non plus comme un instrument idéologique ou politique de l'Occident ? Pour l'instant, je n'en vois pas les prémices. Je constate plutôt l'extraordinaire puissance mobilisatrice des appartenances héréditaires qui accompagnent les humains du berceau à la tombe ; qui les perdent quelquefois, mais finissent presque toujours par les récupérer, comme si elles les avaient constamment tenus au bout d'une invisible laisse ; qui traversent les siècles, en s'adaptant plus ou moins bien à l'évolution du monde, mais en gardant toujours leur emprise. Et je constate aussi, à l'inverse, le caractère fragile, passager, superficiel, des solidarités qui voudraient transcender ces appartenances.

Lorsque Marx désignait la religion comme « l'opium du peuple », il ne le faisait pas avec dérision, ni avec dédain comme l'ont souvent fait ses disciples. Il n'est peut-être pas inutile de se remémorer sa phrase entière, qui disait : « La détresse religieuse est à la fois l'expression d'une vraie détresse et une protestation contre cette détresse. La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, l'âme d'un monde sans âme. Elle est l'opium du peuple. » De son point de vue, il fallait abolir ce « bonheur illusoire » pour que les gens s'emploient à bâtir un bonheur réel ; ce dont on pourrait raisonnablement déduire, avec le recul du temps, que si le bonheur promis se révélait encore plus illusoire, les peuples reviendraient vers leur « opium » consolateur.

De ce fait, il me semble que si Marx avait pu assister à cette résurgence de la religion au cœur de la sphère politique et sociale, il en aurait été affligé, certes, mais pas vraiment surpris.

En prévalant au sein des sociétés arabes et musulmanes aux dépens du nationalisme comme du marxisme, l'islamisme politique ne s'est pas contenté de vaincre ces doctrines, il les a assimilées, et se les est appropriées.

L'exemple le plus éloquent est celui de la Révolution iranienne de 1979 – religieuse, certes, mais également nationaliste, antimonarchiste, antioccidentale, anti-israélienne, et s'exprimant au nom des masses démunies. Une synthèse puissante qui exercera une influence déterminante sur l'ensemble du monde musulman.

Réunir les trois « fibres » – nationale, religieuse et sociale – avait déjà été tenté par certains dirigeants musulmans. Tel le président Sukarno, qui avait proclamé en Indonésie le principe du « Nasacom » – acronyme, en langue locale, de nationalisme-islam-communisme. Mais ce n'était qu'un collage artificiel qui allait très vite se défaire.

Même lorsqu'on remplaçait « communisme » par « socialisme » pour éviter une trop évidente contradiction avec l'islam, l'alliage ne se faisait pas. Nulle part dans le monde musulman le

nationalisme n'a réussi à assimiler la religion comme celle-ci allait assimiler le nationalisme. Lorsque les Turcs et les Arabes, après quatre siècles de cohabitation au sein de l'Empire ottoman, avaient « divorcé » au cours de la Première Guerre mondiale, et que chacun avait développé son propre nationalisme, ils s'étaient tous deux démarqués de l'islam qui les réunissait ; les premiers de façon radicale, sous l'égide d'Atatürk, par volonté de prendre un nouveau départ, les seconds de façon moins tranchée, en remplaçant dans leur discours – discrètement, mais systématiquement – la « nation musulmane » par la « nation arabe ». Les styles étaient fort différents, mais l'a priori était le même : le nationalisme, qui était une idée neuve, ne pouvait s'adosser à la religion sans s'y perdre.

Bien entendu, il y a toujours eu des ambiguïtés. Aux yeux des foules, Nasser était indéniablement un héros de l'Islam. Mais il évitait de se référer explicitement à la religion, et se gardait bien de justifier ses actes politiques par des citations coraniques, parce qu'il savait qu'il se serait engagé ainsi sur un terrain où ses adversaires politiques, les Frères, étaient mieux placés que lui. Jamais il ne s'est targué d'être le « président croyant » comme allait le faire son successeur, Sadate. Ce dernier allait se montrer, en la matière, bien plus imprudent. Pour se dégager de l'emprise des nassériens et faire face aux progrès de la gauche, il voudra s'appuyer sur les islamistes, et cherchera à s'approprier leur discours ; mais il ne pourra manipuler longtemps les forces ainsi lâchées, qui se retourneront contre lui avec férocité.

Si la religion n'a jamais été soluble dans le nationalisme, et encore moins dans le socialisme, l'inverse n'est pas vrai.

Dans la mesure où le combat nationaliste – celui des Egyptiens, des Algériens, des Iraniens, des Tchétchènes comme des Palestiniens – a surtout opposé des peuples musulmans à des adversaires chrétiens ou juifs, il pouvait être mené au nom d'une communauté de religion plus facilement encore qu'au nom d'une communauté de langue. Et dans la mesure où l'attrait du socialisme pour les masses réside dans sa promesse de réduire le fossé entre les possédants et les démunis, un tel objectif pouvait parfaitement se traduire en termes religieux ; l'islam, comme le christianisme, a toujours su s'adresser aux pauvres et les attirer vers lui. Tout ce qui, dans le nationalisme et dans le socialisme, était spécifique, irréductible, « non soluble », allait être écarté, ou bien tomber de lui-même ; tout ce qui était permanent et substantiel allait être intégré en une sorte d'idéologie totale, à la fois nationaliste et globaliste, et prétendant répondre à tous les besoins de l'homme, qu'ils soient identitaires, spirituels ou matériels. Une idéologie de combat vers laquelle ont convergé tous ceux qui, quelques décennies auparavant, se seraient plutôt reconnus dans le nassérisme ou même dans le communisme.

A vrai dire, si l'on excepte les chrétiens d'Orient, qui avaient pu s'identifier hier au nationalisme arabe comme au marxisme mais qui ne peuvent aujourd'hui s'identifier à un islamisme qui les exclut, tous les tenants des doctrines vaincues ont eu la faculté d'opérer leur conversion politique sans trop avoir le sentiment de se trahir. Leur combat demeure le même, contre les ennemis de toujours, et avec les armes idéologiques du moment.

Pourquoi Untel se proclamait-il hier maoïste, guévariste ou léniniste ? Parce qu'il désirait lutter efficacement contre l'« impérialisme américain ». Aujourd'hui, il poursuit le même objectif au nom de

l'islam ; de plus, il est en phase avec les gens de son quartier, alors qu'autrefois il se sentait bien seul, avec ses petites brochures traduites du russe ou ses Petits Livres rouges que personne n'avait envie de lire. Ne s'était-il pas époumoné à répéter aux jeunes recrues qu'un révolutionnaire devait être « comme un poisson dans l'eau » ? Depuis qu'il s'est mis à fréquenter la mosquée, c'est exactement ce qu'il ressent. Il n'est plus regardé comme un mécréant cherchant à écouler sa marchandise douteuse fabriquée Dieu sait où. Désormais, il parle un langage que chacun comprend. Tous ceux qui vivent autour de lui, jeunes et vieux, connaissent les mêmes versets, extraits du même Livre.

Qu'il était difficile de faire admettre aux gens que le meilleur d'entre eux était celui qui pouvait citer Lénine, Engels, Lin Biao, Plekhanov, Gramsci ou Althusser ! Et qu'il est réconfortant de pouvoir leur annoncer que rien de ce qui a été écrit ou pensé ou inventé au cours des siècles n'a autant d'importance que ce qu'ils ont eux-mêmes mémorisé dès leur plus tendre enfance !

Quoi de plus puissant qu'une doctrine qui agit également comme une appartenance ! Pour y adhérer, on n'a aucunement besoin de présenter une demande, on y est de naissance, de plein droit, par la grâce du Créateur, depuis toujours et pour toujours.

La chose est vraie de l'islam, mais elle l'est aussi d'autres traditions religieuses. En Russie, on avait pu s'imaginer pendant quelques décennies que le communisme s'était implanté pour longtemps, et que la foi orthodoxe n'était plus qu'une frêle survivance. Avant la fin du siècle, le communisme était balayé comme un greffon desséché, et les nouveaux dirigeants du pays recommençaient à fréquenter les églises.

Qu'on s'en lamente ou qu'on s'en réjouisse – et je ne cacherai pas que, pour ma part, je trouve la chose peu rassurante –, force est de constater que les appartenances religieuses, qui se transmettent spontanément d'une génération à l'autre sans que l'on ait besoin d'adhérer ou même de croire, sont bien plus pérennes que les convictions acquises. Sans doute la France a-t-elle, depuis longtemps, cessé de se considérer comme un pays catholique. De fait, par la foi, par la pratique religieuse, par les préceptes moraux, elle ne l'est plus beaucoup. Mais elle le demeure par l'identité culturelle. Comme demeurait orthodoxe la Russie de Staline, ou musulmane la Turquie d'Atatürk.

Un paradoxe qu'illustre une vieille histoire juive, celle de ce père athée qui, soucieux de donner à son fils la meilleure instruction possible, l'envoie à l'école des jésuites ; l'enfant doit, malgré ses origines, assister au cours de catéchisme, où on lui enseigne le dogme catholique de la Trinité ; de retour chez lui, il demande à son père s'il est vrai qu'il y a « trois dieux ». L'autre fronce les sourcils : « Ecoute-moi bien, mon fils ! Il n'y a qu'un seul Dieu, et nous n'y croyons pas ! »

Une grande leçon du siècle qui vient de s'achever, c'est que les idéologies passent et que les religions demeurent. Moins leurs croyances, d'ailleurs, que leurs appartenances ; mais sur le socle de l'appartenance se reconstruisent des croyances.

Ce qui rend les religions virtuellement indestructibles, c'est qu'elles offrent aux adeptes un ancrage identitaire durable. A diverses étapes de l'Histoire, d'autres solidarités, plus neuves, plus « modernes », – la classe, la nation – ont semblé prévaloir. Mais c'est la religion qui, jusqu'ici, a eu le

dernier mot. On pensait pouvoir la chasser de la sphère publique pour la cantonner dans les seules frontières du culte. Elle se révèle difficile à cantonner, difficile à dompter, et impossible à déraciner. Ceux qui la destinaient au musée de l'Histoire s'y trouvent eux-mêmes prématurément relégués. Tandis que la religion se montre prospère, conquérante, souvent même envahissante.

Sous tous les cieux, et notamment en pays d'islam.

Cette proximité extrême entre islam et politique mériterait qu'on s'y arrête, car c'est l'un des aspects les plus inquiétants et les plus déroutants que présente la réalité d'aujourd'hui.

Etrangement, ce phénomène est expliqué de la même manière par les tenants du radicalisme religieux et par les détracteurs de l'islam. Les uns parce que c'est leur credo, les autres parce que cela conforte leurs préjugés, tous s'accordent à dire qu'on ne peut séparer islam et politique, qu'il en a toujours été ainsi, que la chose est inscrite dans les textes sacrés, et qu'il serait inutile de vouloir la changer. Parfois claironnée, constamment sous-entendue, cette opinion fait l'objet d'un si large consensus qu'elle possède toutes les apparences de la vérité.

Pour ma part, je demeure dubitatif. S'il ne s'agissait là que de l'évaluation critique d'une religion, de ses pratiques et de ses croyances, je ne m'y attarderais pas beaucoup. Bien que j'aie toujours vécu au voisinage de l'islam, je ne suis pas un spécialiste du monde musulman, encore moins un islamologue. Si l'on cherche à savoir « ce que dit vraiment » l'islam, il ne faut pas compter sur moi. Et si l'on espère lire sous ma plume que toutes les religions prêchent la concorde, il ne faut pas y compter non plus – ma conviction profonde, c'est que toutes les doctrines, religieuses ou profanes, portent en elles les germes du dogmatisme et de l'intolérance ; chez certaines personnes ces germes se déploient, chez d'autres ils demeurent latents.

Non, je l'avoue, je ne sais pas plus qu'un autre « ce que dit vraiment » le christianisme, l'islam, le judaïsme ou le bouddhisme ; je suis persuadé que chaque croyance se prête à d'innombrables interprétations, lesquelles dépendent bien plus du parcours historique des sociétés humaines que des textes sacrés. Ceux-ci disent à chaque étape de l'Histoire ce que les hommes ont envie d'entendre. Certains propos s'éclairent soudain, qui étaient hier invisibles ; d'autres retombent dans l'oubli, qui paraissaient essentiels. Les mêmes Ecritures qui justifiaient jadis la monarchie de droit divin s'accommodent aujourd'hui de la démocratie. Et l'on trouvera aisément, à dix lignes d'un verset qui vante la paix, un autre qui chante la guerre. Chaque passage de la Bible, de l'Evangile ou du Coran a donné lieu à d'innombrables lectures, et il serait absurde pour qui que ce soit de proclamer, après tant de siècles d'exégèses et de controverses, qu'il n'existe qu'une seule interprétation possible.

Je comprends que les zéloteurs l'affirment, ils sont dans leur rôle ; il est difficile d'adhérer à une certaine lecture du texte si l'on considère que les autres lectures sont tout aussi légitimes. Mais l'observateur de l'Histoire, qu'il soit croyant ou pas, ne peut se situer sur le même terrain. De son point de vue, il ne s'agit pas de déterminer quelle interprétation des Ecritures est conforme aux enseignements de la foi, mais d'évaluer l'influence des doctrines sur la marche du monde ; et aussi, à l'inverse, l'influence de la marche du monde sur les doctrines.

Pour ma part, si l'opinion courante sur les rapports entre islam et politique m'inquiète, c'est parce qu'elle constitue le fondement mental de cet « affrontement des civilisations » qui ensanglante le monde et assombrit l'avenir de tous. A partir du moment où l'on considère qu'en Islam, religion et politique sont indissociablement liés, que la chose est inscrite dans les textes sacrés, et qu'elle constitue une caractéristique immuable, alors on s'installe dans l'idée que ledit « affrontement » ne s'arrêtera jamais, ni dans trente ans, ni dans cent cinquante ans, ni dans mille ans, et que nous sommes en présence de deux humanités distinctes. Une idée que je trouve démoralisante, bien sûr, et destructrice, mais avant tout simpliste, approximative, irréfléchie.

Quand furent révélées les exactions commises par des militaires américains dans la prison d'Abou-Ghraib, l'une des photos diffusées représentait un détenu contraint de marcher à quatre pattes, nu, la corde au cou, tenu en laisse par une femme soldat au sourire triomphateur. Invité à faire un commentaire sur une chaîne de télévision américaine, un spécialiste du Moyen-Orient expliqua aux spectateurs que, pour comprendre l'horreur suscitée par ces images dans le monde musulman, il fallait savoir que, dans l'islam, le chien était un animal impur.

Je demeurai sans voix. Ainsi, il faudrait supposer que si l'on avait obligé un détenu irlandais ou australien à se mettre à quatre pattes, qu'on lui avait passé une corde au cou pour le promener nu dans les couloirs d'une prison, il n'aurait rien trouvé à y redire parce qu'en Irlande et en Australie les chiens ne sont pas considérés comme impurs ?

Ces propos étaient tenus, de surcroît, par un universitaire intègre, courageux, et qui a constamment milité contre la guerre d'Irak. Dans cette interview, il cherchait candidement à dénoncer les exactions commises par certains de ses compatriotes. Ce qui est en cause ici, ce n'est donc pas son intention, mais l'habitude de pensée qu'il a inconsciemment transmise et qui consiste à traiter tout ce qui concerne l'islam comme venant d'une autre planète.

Qu'il y ait, dans l'itinéraire du monde musulman, et notamment dans le rapport qui s'y est établi entre religion et politique, d'importantes spécificités, je n'en doute pas. Mais elles diffèrent grandement d'un pays à l'autre, et d'une époque à l'autre ; elles résultent de l'histoire compliquée des peuples plutôt que de l'application d'une doctrine ; et elles ne se situent pas toujours là où l'on a coutume de les placer.

Ainsi, et contrairement à l'apparence des choses, l'une des tragédies du monde musulman, hier comme aujourd'hui, c'est que la politique y a constamment empiété sur le domaine religieux – pas l'inverse. De mon point de vue, cela ne tient pas au contenu de la foi, mais à des facteurs que j'appellerais « organisationnels », et principalement au fait que l'islam n'a pas favorisé l'émergence d'une « Eglise » centralisée. Il m'arrive de penser que, si une institution similaire à la papauté avait pu prévaloir, les choses se seraient sans doute passées différemment.

Nul ne prétendra, je suppose, que les papes ont été, à travers l'Histoire, les promoteurs de la liberté de pensée, de l'avancement social, ou des droits politiques. Pourtant, ils l'ont été ; indirectement, et comme par ricochet, mais de puissante manière. En faisant contrepoids aux tenants du pouvoir temporel, ils ont constamment limité l'arbitraire royal, rabattu l'arrogance impériale, et ménagé de ce fait un espace de respiration à une frange significative de la population européenne, notamment dans les villes. C'est dans cet interstice entre deux absolutismes que s'est lentement développé l'embryon de la future modernité qui allait un jour ébranler les trônes des monarques et l'autorité des souverains pontifes.

La chrétienté et le monde musulman connurent d'ailleurs, parfois au même moment, des phénomènes comparables. Parallèlement à la dualité entre empereurs et papes, il y avait la dualité entre sultans et califes. Dans les deux cas, des souverains disposant de l'autorité politique et de la puissance militaire

se présentaient comme les protecteurs de la foi, tandis que des pontifes disposant d'une autorité spirituelle s'efforçaient de préserver leur autonomie, leur domaine d'influence, et la dignité de leur fonction. Dans les deux cas, les bras de fer étaient fréquents, et quelquefois, lorsqu'on se penche sur ce qui se passait à Rome et à Bagdad du x^e au xiii^e siècle, on trouve des épisodes fort similaires – le puissant monarque qui fait mine de se repentir humblement aux pieds du prélat, tandis qu'il prépare sa revanche.

La différence, c'est que le successeur de saint Pierre a réussi à préserver son trône, et pas le successeur du Prophète. Face au pouvoir politique et militaire des sultans, les califes subirent une défaite après l'autre, furent dépouillés de chacune de leurs prérogatives, et finirent par perdre toute autonomie d'action ; et un jour, au xvi^e siècle, le sultan ottoman « annexa » tout simplement le titre de calife, qu'il ajouta à ses autres appellations pompeuses, et qu'il garda jusqu'à ce que Kemal Atatürk décidât de les dissocier à nouveau en novembre 1922, puis, seize mois plus tard, d'abolir l'institution d'un trait de plume. Le dernier calife, Abdul-Mejid, un peintre talentueux qui exposa ses tableaux dans diverses capitales européennes, mourut en exil à Paris en 1944.

Au sein de la chrétienté occidentale, en revanche, les papes sont demeurés puissants. En France, il a fallu mener des combats acharnés pour empêcher les empiètements constants de l'autorité religieuse sur le domaine politique ; jusqu'au début du xx^e siècle, en effet, Rome condamnait l'idée même de république, beaucoup de catholiques y voyaient un régime impie, et lorsque l'occasion s'en présenta en 1940, certains d'entre eux, regroupés autour du maréchal Pétain, se hâtèrent d'étrangler « la gueuse ».

En Islam, le problème avait toujours été l'inverse. Non pas les empiètements de l'autorité religieuse sur le domaine politique, mais l'étouffement de l'autorité religieuse par l'autorité politique. Et c'est paradoxalement à cause de cet étouffement, à cause de cette prédominance écrasante du politique, que le religieux s'est propagé dans le corps social.

Ce qui a assuré la pérennité des papes et qui a cruellement manqué aux califes, c'est une Eglise, et c'est un clergé.

Rome pouvait mobiliser à tout moment ses évêques, ses prêtres, ses moines, qui formaient un réseau serré couvrant chaque royaume, chaque province, et jusqu'au plus petit hameau de la terre chrétienne ; une troupe puissante, fût-ce de puissance douce, et qu'aucun monarque ne pouvait négliger. Le souverain pontife pouvait également excommunier, ou menacer de le faire, et c'était là aussi, au Moyen Age, un instrument redoutable qui faisait trembler les empereurs autant que les simples fidèles. En islam, rien de tout cela – pas d'Eglise, pas de clergé, pas d'excommunication. La religion du Prophète a nourri, dès les commencements, une grande méfiance à l'endroit des intermédiaires, qu'il s'agisse des saints ou des confesseurs ; l'homme est supposé se trouver en tête-à-tête avec son créateur, ne s'adresser qu'à Lui, ne se laisser juger que par Lui, dans le dépouillement ; certains historiens ont comparé cette approche à celle de la Réforme luthérienne, et on peut effectivement trouver quelques similitudes. En toute logique, cette conception aurait dû favoriser très tôt l'émergence de sociétés laïques. Mais l'Histoire n'avance jamais dans la direction qui semble probable. Nul n'aurait pu prévoir que l'énorme puissance des papes aboutirait un jour à la réduction de la place du religieux dans les sociétés catholiques, tandis que la sensibilité passablement anticléricale de l'islam, en empêchant l'émergence d'une institution ecclésiastique forte, favoriserait le déchaînement du religieux au sein des sociétés musulmanes.

Face aux sultans, aux vizirs, aux commandants militaires, les califes allaient se trouver cruellement démunis. Ils n'ont pas été en mesure de maintenir ce contre-pouvoir religieux qui fut si utile aux papes. De ce fait, l'arbitraire des princes s'est exercé sans retenue. L'espace de liberté relative dans lequel aurait pu se déployer l'embryon de la modernité n'a jamais existé ; pas assez longtemps, en tout cas, pour que s'épanouissent cités et citoyens.

Mais l'influence de la papauté ne s'est pas limitée à ce rôle de contre-pouvoir. En tant que gardienne attitrée de l'orthodoxie, elle a contribué à préserver la stabilité intellectuelle des sociétés catholiques, et même leur stabilité tout court. L'absence d'une institution similaire s'est fait sentir dans le monde musulman chaque fois qu'il a fallu faire face à des dissidences se réclamant de la religion.

Lorsque des conceptions radicales, comme celles que prônait à Florence au xv^e siècle le moine Savonarole, avaient commencé à se propager, Rome s'y était opposée, et son autorité avait permis d'y mettre fin une fois pour toutes. Le malheureux finit sur un bûcher. Plus près de nous, et dans un autre registre, quand certains catholiques d'Amérique latine furent tentés, à partir des années 1960, par une « théologie de la libération », et que certains prêtres – tel le Colombien Camilo Torres – en arrivèrent à porter les armes aux côtés des marxistes, l'Eglise mit fermement un terme à cette « dérive ». Je ne discute pas ici le contenu de cette théologie, pas plus que je ne me préoccupe des idées de Savonarole ; ce qui me paraît significatif, c'est l'efficacité du mécanisme par lequel l'institution papale a coupé court à de tels débordements.

Dans le monde musulman, ni les émules du moine dictateur florentin ni ceux du prêtre guérillero colombien n'auraient pu être contrés de la même manière ; en l'absence d'une autorité ecclésiastique

musclée et reconnue comme légitime, les conceptions les plus radicales se propagent régulièrement parmi les fidèles sans qu'on parvienne à les contenir. Aujourd'hui comme hier, toute contestation politique ou sociale peut se servir impunément de la religion pour s'attaquer au pouvoir en place. Les dignitaires religieux des différents pays musulmans sont généralement incapables de s'y opposer, puis qu'ils sont appointés par les gouvernants, se trouvent donc littéralement à leur solde, et ne disposent, de ce fait, que d'une crédibilité morale réduite.

C'est l'absence d'une institution « papale » capable de tracer la frontière entre le politique et le religieux qui explique, à mes yeux, la dérive qui affecte le monde musulman, plutôt qu'une « directive divine » instaurant la confusion des genres.

Cela ne revient-il pas au même ? demanderont certains. Je ne le crois pas. Du moins si l'on espère encore en l'avenir des hommes.

Il n'est pas indifférent de savoir si cette « inséparation » entre politique et religion résulte d'un dogme éternel ou bien des aléas de l'Histoire. Pour ceux qui s'obstinent comme moi à chercher une voie de sortie hors de l'impasse globale où l'on s'enfonce aujourd'hui, il est important de souligner que la différence entre les parcours des deux « civilisations » rivales a été déterminée non par une injonction céleste immuable, mais par le comportement des hommes, qui peut se modifier, et par le cheminement historique des institutions humaines.

Humaines, toutes les institutions le sont, et le qualificatif n'a ici, sous ma plume, qu'une connotation descriptive qui ne préjuge en rien de leur fonction spirituelle. La papauté n'a pas été instaurée par les Evangiles, où il n'est évidemment jamais question d'un « souverain pontife », vu que ce titre était celui d'un dignitaire païen. Pas plus que le califat n'a été instauré par le Coran, où deux hommes seulement sont expressément désignés par le mot de « calife », qui veut dire héritier, ou successeur ; le premier étant Adam, auquel le Très-Haut annonce qu'il a donné la terre en héritage – et il est clair, dans le contexte, que c'est à l'humanité entière que le monde est ainsi confié ; le second étant un personnage historique auquel le Créateur adresse des propos sévères : « Je t'ai nommé calife en cette terre pour que tu gouvernes avec justice ; ne te laisse pas entraîner par tes passions, qui t'éloigneraient du chemin de Dieu ; ceux qui s'en écartent subiront un châtement terrible pour avoir oublié le Jour du Jugement. »

Le « calife » ainsi apostrophé n'est autre que le roi David.

Un autre paradoxe de la papauté, c'est que cette institution éminemment conservatrice a permis de conserver, entre autres choses, le progrès.

Je l'illustrerai par un exemple qui peut paraître trivial : du temps de mon enfance, une femme catholique ne pouvait aller à la messe sans se couvrir la tête et les épaules ; les choses se passaient ainsi depuis toujours, et aucune fidèle – ni servante, ni reine – n'était autorisée à transgresser la règle, que les prêtres faisaient appliquer avec zèle, et parfois avec humour. Disant cela, je songe à ce curé qui était allé vers l'une de ses ouailles pour lui offrir une pomme ; quand la jeune femme s'en était étonnée, il lui avait dit que c'est seulement après avoir croqué la pomme qu'Eve avait compris qu'elle était nue.

La malheureuse n'était certainement pas nue, tout juste avait-elle laissé s'étaler sa longue chevelure, mais la règle vestimentaire ne devait pas être transgressée. Jusqu'au moment où le Vatican décida, au début des années 1960, que désormais les femmes pourraient aller à l'église sans voile. Je suppose que certaines personnes devaient être irritées, et même outrées, par une décision qui allait à l'encontre d'une très ancienne tradition remontant à saint Paul ; n'avait-il pas écrit, dans sa première Epître aux Corinthiens : « L'homme ne doit pas se couvrir la tête parce qu'il est l'image de la gloire de Dieu, tandis que la femme est la gloire de l'homme. En effet, l'homme n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme ; et l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. C'est pourquoi la femme doit, à cause des anges, avoir sur la tête un signe de sujétion » ? Néanmoins, du jour au lendemain, ces propos d'un autre temps furent considérés comme obsolètes, plus personne ne chercha à imposer aux femmes catholiques de se couvrir, et il est raisonnable de supposer que cette avancée ne sera plus remise en cause.

Je répète, car c'est à cela que je voudrais en venir : les papes avaient sans doute freiné pendant dix-neuf siècles tout assouplissement de la règle vestimentaire ; mais à partir du moment où ils ont jugé que cette disposition n'avait plus de raison d'être, à partir du moment où ils ont finalement pris en compte l'évolution des mentalités, ils ont procédé, en quelque sorte, à la « validation » de ce changement, le rendant virtuellement irréversible.

Dans l'histoire de l'Occident, l'institution ecclésiastique a souvent fonctionné sur ce mode, contribuant ainsi à l'avancement matériel et moral de la civilisation européenne tout en s'efforçant de le restreindre. Qu'il s'agisse des sciences, de l'économie, de la politique, ou des comportements sociaux, notamment en matière de sexualité, l'attitude de la papauté a suivi le même cheminement. Au début, on se rebiffe, on freine, on fulmine, on menace, on condamne, on interdit. Puis, avec le temps, souvent énormément de temps, on se ravise, on réexamine, on se radoucit. Ensuite on s'accommode, avec quelques réticences, du verdict des sociétés humaines ; on valide le changement, on l'inscrit, en quelque sorte, sur le registre des choses licites. A partir de ce moment-là, on ne tolérera plus les zélateurs qui voudraient revenir en arrière.

Pendant des siècles, l'Eglise catholique avait refusé de croire que la Terre était ronde et qu'elle tournait autour du Soleil ; et, s'agissant de l'origine des espèces, elle avait commencé par condamner Darwin et l'évolutionnisme ; aujourd'hui, elle sévirait si l'un de ses évêques s'amuse à interpréter les textes sacrés de manière étroitement littérale comme le font encore certains ulémas d'Arabie ou certains prédicateurs évangélistes d'Amérique.

La méfiance qui prévaut dans la tradition musulmane, comme dans la tradition protestante, à l'égard d'une autorité religieuse centralisatrice est parfaitement légitime, et fort démocratique dans son inspiration ; mais elle a un effet secondaire calamiteux : sans cette insupportable autorité centralisatrice, aucun progrès n'est enregistré de façon irréversible.

Même lorsque les croyants vivent leur foi, pendant des décennies, de la manière la plus généreuse, la plus éclairée, la plus tolérante qui soit, ils ne sont jamais à l'abri d'une « rechute », jamais à l'abri d'une interprétation zélatrice qui viendrait un jour balayer les acquis. Qu'il s'agisse, là encore, des sciences, de l'économie, de la politique, ou des comportements sociaux, ce qu'une *fatwa* bienveillante a autorisé hier, une *fatwa* grincheuse peut demain l'interdire avec une extrême rigueur. Les mêmes controverses reviennent encore et encore concernant le licite et l'illicite, le pie et l'impie ; en

l'absence d'une autorité suprême, aucune avancée n'est « validée » une fois pour toutes, et aucune opinion émise au cours des siècles n'est définitivement marquée comme obsolète. Chaque pas en avant est suivi d'un pas en arrière, au point qu'on ne sait plus ce que sont l'avant et l'arrière. La porte est constamment ouverte à toutes les surenchères, à toutes les virulences, comme à toutes les régressions.

Un mot qui me vient également aux lèvres lorsque je lis que certaines écoles américaines qui prodiguaient autrefois un enseignement rationnel se mettent soudain à apprendre aux nouvelles générations que l'univers a été créé il y a six mille ans – en 4004 avant Jésus-Christ, très exactement le 22 octobre à huit heures du soir – et que si l'on trouve sur terre des ossements qui semblent remonter à des centaines de milliers d'années, c'est parce que Dieu les a miraculeusement vieilliss et déposés là à notre intention pour éprouver la solidité de notre foi.

Plus généralement, des doctrines étranges et inquiétantes se propagent, qui annoncent avec jovialité la fin du monde et œuvrent même pour la hâter. Sans doute ces dérives n'affectent-elles qu'une faible proportion de la chrétienté, quelques dizaines de millions de personnes ; mais l'influence de cette minorité n'est pas négligeable vu qu'elle est située au cœur des Etats-Unis, qu'elle fréquente assidûment les allées du pouvoir, et qu'elle parvient quelquefois à peser sur le comportement de l'unique superpuissance.

Il y aurait encore mille choses à dire, mille exemples éloquentes pour illustrer, dans l'évolution comparée des deux « civilisations » que je dis miennes, l'impact des facteurs « organisationnels », culturels, nationaux, ou plus généralement historiques ; et le peu d'impact des différences proprement doctrinales.

Ma conviction profonde, c'est que l'on accorde trop de poids à l'influence des religions sur les peuples, et pas assez à l'influence des peuples sur les religions. A partir du moment où, au iv^e siècle, l'Empire romain s'est christianisé, le christianisme s'est romanisé – abondamment. C'est d'abord cette circonstance historique qui explique l'émergence d'une papauté souveraine. Dans une perspective plus ample, si le christianisme a contribué à faire de l'Europe ce qu'elle est devenue, l'Europe a également contribué à faire du christianisme ce qu'il est devenu. Les deux piliers de la civilisation occidentale que sont le droit romain et la démocratie athénienne sont tous deux antérieurs au christianisme.

On pourrait faire des observations similaires concernant l'islam, et aussi à propos des doctrines non religieuses. Si le communisme a influencé l'histoire de la Russie ou de la Chine, ces deux pays ont également déterminé l'histoire du communisme, dont le destin aurait été fort différent s'il avait triomphé plutôt en Allemagne ou en Angleterre. Les textes fondateurs, qu'ils soient sacrés ou profanes, se prêtent aux lectures les plus contradictoires. On a pu sourire en entendant Deng Xiaoping affirmer que les privatisations étaient dans la droite ligne de la pensée de Marx, et que les succès de sa réforme économique démontraient la supériorité du socialisme sur le capitalisme. Cette interprétation n'est pas plus risible qu'une autre ; elle est même certainement plus conforme aux rêves de l'auteur du *Capital* que les délires d'un Staline, d'un Kim Il-sung, d'un Pol Pot, ou d'un Mao Zedong.

Nul ne peut nier, en tout cas, au vu de l'expérience chinoise qui se déroule devant nos yeux, que l'un des succès les plus étonnants dans l'histoire mondiale du capitalisme se sera produit sous l'égide d'un parti communiste. N'est-ce pas là une puissante illustration de la malléabilité des doctrines, et de l'infinie capacité des hommes à les interpréter comme bon leur semble ?

Pour en revenir au monde musulman, si l'on cherche à comprendre le comportement politique de ceux qui s'y réclament de la religion, et si l'on souhaite le modifier, ce n'est pas en fouillant dans les textes sacrés qu'on pourra identifier le problème, et ce n'est pas non plus dans ces textes qu'on pourra trouver la solution. Expliquer sommairement par la « spécificité de l'islam » tout ce qui se passe dans les différentes sociétés musulmanes, c'est se complaire dans les lieux communs, et c'est se condamner à l'ignorance et à l'impuissance.

Pour qui cherche à comprendre les réalités d'aujourd'hui, la spécificité des religions, des ethnies, des cultures, est une notion utile, mais délicate à manier. Quand on la néglige, on ne saisit plus les nuances ; quand on lui donne trop d'importance, on ne saisit plus l'essentiel.

C'est aussi, de nos jours, une notion équivoque. L'apartheid n'était-il pas expressément fondé sur le « respect de la spécificité » des Noirs ? Selon qu'elle était de souche européenne ou africaine, chaque population était censée suivre le chemin auquel sa culture propre la « destinait » ; les uns devaient avancer vers la modernité, les autres devaient se cantonner dans leurs traditions ancestrales.

L'exemple de l'Afrique du Sud peut paraître caricatural et dépassé. Hélas, il ne l'est pas. L'esprit d'apartheid est omniprésent dans le monde d'aujourd'hui, et il continue à se répandre. Parfois avec malveillance, et parfois, au contraire, avec les meilleures intentions du monde.

Qu'on me permette de citer un incident qui s'est déroulé à Amsterdam en ce début de siècle. Une jeune femme d'origine algérienne se présente à la mairie avec un projet qui lui tient à cœur : une sorte de club pour les femmes immigrées de son quartier, afin qu'elles puissent se retrouver entre elles, sortir un peu du microcosme familial, se délasser dans un hammam, et discuter librement de leurs problèmes. Une responsable la reçoit, l'écoute, prend des notes, et lui demande de revenir après quelques semaines pour qu'on lui dise si la municipalité pourra l'aider. La jeune femme s'en va, confiante. Quand elle revient à la date indiquée, elle s'entend dire que, malheureusement, le projet ne pourra pas se faire. « Nous avons consulté l'imam de votre quartier, et il a dit que ce n'était pas une bonne idée. Désolés ! »

Je suis persuadé que la fonctionnaire qui a prononcé ces paroles ne les a pas perçues comme ségrégationnistes, mais au contraire comme éminemment respectueuses. N'est-il pas convenable de s'en remettre à l'avis du « chef coutumier » pour décider de ce qui doit se faire au sein d'une ethnie ? Une question candide vient spontanément à l'esprit : si une jeune Européenne avait présenté un projet, aurait-on remis la décision entre les mains du curé ou du pasteur de sa paroisse ? Evidemment pas. Et pourquoi donc, pourrait-on demander tout aussi candidement ? Les réponses seraient forcément embarrassées. Tout, ici, est dans le non-dit, dans le sous-entendu, et dans le présupposé ethnique. En un mot comme en mille, on agit de la sorte parce que « ces gens-là » ne sont pas comme « nous ». Il faudrait être dénué de sensibilité pour ne pas comprendre que ce « respect » de l'Autre est une forme de mépris, et le révélateur d'une détestation. C'est en tout cas ainsi que les personnes « respectées » le vivent.

Cette propension à ne considérer l'Autre qu'à travers sa spécificité religieuse ou ethnique, cette habitude de pensée qui renvoie les gens venus d'ailleurs à leurs appartenances traditionnelles, cette infirmité mentale qui empêche de voir la personne au-delà de sa couleur, de son apparence, de son accent ou de son nom, toutes les sociétés humaines en sont affectées depuis l'aube des temps. Mais dans le « village global » d'aujourd'hui, une telle attitude n'est plus tolérable, parce qu'elle compromet les chances de coexistence au sein de chaque pays, de chaque ville, et prépare pour l'humanité entière d'irréparables déchirements et un avenir de violence.

Que faudrait-il faire ? me demandera-t-on. Prétendre qu'on ne voit pas les différences ? Faire comme si les gens avaient tous la même couleur, la même culture, les mêmes croyances ?

Ces interrogations sont légitimes, et elles mériteraient qu'on s'y arrête un moment.

Nous vivons une époque où chacun se sent contraint de faire flotter au vent l'étendard déployé de ses appartenances, et de signaler qu'il a bien vu l'étendard de ses interlocuteurs. Je ne sais si c'est là une libération ou une dépossession de soi, une politesse contemporaine ou une goujaterie. Cela dépend sans doute des circonstances, et de la manière. Toujours est-il que le dilemme est réel. Prétendre que l'on ne voit pas de différence entre les couleurs de peau, entre les sexes, entre les accents, entre les consonances des noms, cela équivaut parfois à dissimuler et à perpétuer des injustices séculaires. A l'inverse, la prise en compte systématique et explicite des caractères distinctifs contribue à figer les gens dans leurs appartenances, et à les enfermer dans leurs « clans » respectifs.

La sagesse me semble résider dans une approche plus subtile, plus affinée, et moins paresseuse. Il ne s'agit pas d'ignorer les différences qu'il pourrait y avoir entre un Néerlandais et un Algérien – pour rester dans le même exemple ; mais, ayant pris acte de ces différences, de se donner le temps d'aller au-delà, en se disant que tous les Néerlandais ne sont pas identiques, et tous les Algériens non plus ; qu'un Néerlandais peut être croyant ou agnostique, éclairé ou obtus, de droite ou de gauche, cultivé ou inculte, travailleur ou glandeur, honnête ou voyou, grincheux ou bon vivant, généreux ou mesquin – et un Algérien de même.

Faire semblant d'ignorer les différences physiques ou culturelles serait absurde ; mais on passerait à côté de l'essentiel si on se limitait aux différences les plus manifestes au lieu d'aller plus loin, vers la personne elle-même, dans son individualité.

Respecter une femme ou un homme, c'est lui parler comme à un être humain à part entière, comme à un être libre et adulte, non comme à un être dépendant qui appartiendrait à sa communauté comme un serf appartenait à sa terre.

Respecter l'immigrée algérienne, c'est respecter en elle la personne qui a élaboré un projet et qui a eu la témérité d'aller l'exposer aux autorités. Et non la ramener par la peau du cou sous la férule de son chef coutumier.

C'est à dessein que j'ai pris pour exemple un incident survenu à Amsterdam. Dans la lente marche de l'Europe vers la tolérance religieuse, c'est une ville qui a joué, à partir du xvii^e siècle, un rôle pionnier. Je suis persuadé d'ailleurs que l'employée municipale, en consultant un imam de quartier, croyait être dans la droite ligne de l'esprit d'ouverture qui a toujours caractérisé sa ville.

Car c'est de cette manière que fonctionnait la tolérance il y a quatre cents ans. Les minorités religieuses étaient autorisées à pratiquer librement leur culte ; et si l'un de leurs membres se comportait d'une manière répréhensible, il était fermement rappelé à l'ordre par les dirigeants de sa propre communauté. C'est ainsi que Spinoza avait été excommunié par ses coreligionnaires en 1656 parce que son athéisme supposé menaçait de compromettre leurs relations avec leurs concitoyens chrétiens. Une question d'autant plus délicate que beaucoup de juifs, dont le propre père du philosophe, étaient arrivés à Amsterdam à une date relativement récente après avoir été expulsés de la péninsule Ibérique, et qu'ils ne voulaient pas être soupçonnés d'un comportement déloyal envers leurs hôtes, lesquels s'étaient montrés inhabituellement magnanimes pour l'époque.

Les réalités d'aujourd'hui sont différentes, infiniment plus complexes, et les attitudes n'y ont pas la même signification. En notre époque guettée par une dérive communautariste d'ampleur planétaire, « enchaîner » les femmes et les hommes à leur communauté religieuse aggrave les problèmes au lieu de les résoudre. C'est pourtant ce que font de nombreux pays d'Europe lorsqu'ils encouragent les immigrés à s'organiser sur une base religieuse, et qu'ils favorisent l'émergence d'interlocuteurs communautaires.

Souvent l'Occident a commis cette faute dans ses rapports avec le reste du monde. Pendant des siècles il s'est montré incapable d'appliquer aux autres peuples, notamment à ceux dont il tenait le destin dans ses mains, les principes qu'il appliquait aux siens, et qui ont fait sa grandeur. C'est ainsi, par exemple, que la France coloniale, pour éviter d'accorder aux habitants de ses départements d'Algérie une citoyenneté à part entière, les avait confinés dans le statut de « Français musulmans » – une appellation passablement aberrante de la part d'une république laïque.

S'il est important de rappeler les fautes du passé, c'est pour éviter de les reproduire. L'ère coloniale ne pouvait établir que des relations malsaines entre les dominants et les dominés, vu que le désir candide de « civiliser » l'Autre était constamment en conflit avec la volonté cynique de l'assujettir. Il faut bien constater, comme l'a fait Hannah Arendt dans *Les Origines du totalitarisme*, que les Etats-nations font de piètres bâtisseurs d'empires, une telle entreprise devant s'accompagner d'une certaine estime pour ceux que l'on voudrait rassembler ; Alexandre rêvait de mariages en masse entre Hellènes et Perses, Rome chérissait Athènes et Alexandrie, et elle avait fini par accorder la citoyenneté à tous les sujets de l'Empire, des druides celtes jusqu'aux Bédouins d'Arabie. Plus près de nous, les Empires austro-hongrois ou ottoman s'étaient effectivement voulu rassembleurs, avec des succès inégaux. A l'inverse, les empires coloniaux bâtis par les nations européennes au xix^e et au xx^e siècle n'ont jamais été que des extensions de soi-même, des écoles de racisme appliqué et de transgression morale qui ont préparé la voie aux guerres, aux génocides et aux totalitarismes qui allaient ensanglanter l'Europe.

Notre époque offre à l'Occident la chance de restaurer sa crédibilité morale ; non en battant sa coulpe, non en s'ouvrant à « toute la misère du monde », ni en transigeant avec des valeurs importées d'ailleurs, mais au contraire en se montrant enfin fidèle à ses propres valeurs – respectueux de la démocratie, respectueux des droits de l'homme, soucieux d'équité, de liberté individuelle et de laïcité. Dans ses rapports avec le reste de la planète ; et avant tout dans ses rapports avec les femmes et les hommes qui ont choisi de vivre sous son toit.

L'attitude des pays d'Occident envers leurs immigrés n'est pas un dossier parmi d'autres. De mon point de vue – et ce n'est pas seulement parce que je suis moi-même un migrant –, il s'agit là d'une question cruciale.

Si le monde se voit partagé aujourd'hui en « civilisations » rivales, c'est d'abord dans l'esprit des immigrés, femmes et hommes, que ces « civilisations » s'affrontent. Ce n'est pas un hasard si les attentats les plus meurtriers et les plus spectaculaires de ces dernières années, ceux de New York, de Madrid, de Londres et d'ailleurs, ont été commis par des migrants, les uns originaires du sous-continent indien, les autres du Maghreb, ou encore d'Égypte ; tel ce militant islamiste qui dirigea l'attaque contre les tours jumelles du World Trade Center alors qu'il venait d'achever sa thèse de doctorat en urbanisme dans une université allemande. Dans le même temps, de nombreux migrants participent paisiblement et généreusement à la vie intellectuelle, artistique, sociale, économique et politique des pays d'accueil, leur apportant des idées nouvelles, des compétences rares, des sonorités, des saveurs, des sensibilités différentes, leur permettant de se mettre au diapason du monde, leur donnant la capacité de le connaître intimement, dans toute sa diversité, dans toute sa complexité.

Je l'écris sans détour, et en pesant mes mots : c'est d'abord là, auprès des immigrés, que la grande bataille de notre époque devra être menée, c'est là qu'elle sera gagnée ou perdue. Ou bien l'Occident parviendra à les reconquérir, à retrouver leur confiance, à les rallier aux valeurs qu'il proclame, faisant d'eux des intermédiaires éloquents dans ses rapports avec le reste du monde ; ou bien ils deviendront son plus grave problème.

La bataille sera rude, et l'Occident n'est plus très bien placé pour l'emporter. Hier, seuls entravaient son action les contraintes économiques et ses propres préjugés culturels. Aujourd'hui, il lui faut compter avec un adversaire de taille : ces identités longtemps meurtries et qui sont devenues meurtrières. Les immigrés d'autrefois, comme les peuples des colonies, demandaient seulement à la puissance tutélaire de se comporter en mère plutôt qu'en marâtre ; leurs fils, par dépit, par fierté, par lassitude, par impatience, ne veulent plus de cette parenté-là ; ils brandissent les signes de leurs appartenances originelles, et agissent parfois comme si leur maison adoptive était un territoire ennemi. Jadis efficace, bien qu'un peu lente, la machine à intégrer s'est grippée. Et quelquefois elle est délibérément sabotée.

Pour qui vit comme moi en Europe depuis plus de trente ans, et qui a observé la lente dégradation de la coexistence dans de nombreux pays, lesquels pratiquent pourtant des politiques fort différentes en matière d'immigration, la tentation est grande de baisser les bras. Je ne dois pas être le seul à avoir ce sentiment déprimant qu'aucune des approches ne mène au résultat espéré, ni la plus stricte ni la plus permissive, ni l'ambitieux « modèle républicain » qui est censé faire de chaque immigré un Français à part entière, ni le pragmatique modèle d'outre-Manche, qui admet la spécificité des diverses communautés sans essayer d'en faire des Anglais.

Tout aussi affligeants pour l'observateur concerné que je suis furent, en ces premières années du siècle, le meurtre du cinéaste néerlandais Theo Van Gogh, les manifestations liées aux caricatures danoises, et des dizaines, des centaines d'autres symptômes inquiétants, porteurs de violence physique

ou morale, et survenus dans tous les pays, ou presque.

De là à conclure qu'il ne sert à rien de vouloir intégrer les immigrés originaires du monde musulman et d'Afrique, il n'y a qu'un pas, que beaucoup ont déjà franchi en silence, même s'ils se sentent obligés de prétendre le contraire. Pour ma part, je continue à croire que la coexistence harmonieuse est possible, et qu'elle est de toute manière indis pensable si l'on veut tisser des liens solides entre les tenants des diverses cultures plutôt que de se résigner à un cloisonnement générateur d'affrontements, de détestation, de violence ; or nul ne serait plus apte à briser un tel cloisonnement que des migrants qui assumeraient pleinement leur double appartenance.

Cela dit, je suis conscient du fait qu'une intégration réussie est aujourd'hui ardue, qu'elle le sera encore plus dans les décennies à venir, et qu'il faudra une action réfléchie, subtile, patiente et même résolument volontariste pour éviter le désastre qui s'annonce.

En France, des esprits généreux expliquent, avec plus ou moins de conviction, que les vagues successives d'immigrés – les Italiens, les Polonais, ou les réfugiés de la guerre d'Espagne – avaient dû faire face à des préjugés hostiles avant de s'intégrer pleinement ; et que les immigrés venus du monde musulman finiront par connaître un cheminement similaire. Des propos louables, mais peu crédibles. La vérité, c'est qu'il sera difficile pour un pays d'Europe, quel qu'il soit, de résoudre ses problèmes d'intégration tant que l'atmosphère globale restera caractérisée, comme elle l'est aujourd'hui, par la méfiance et la rancœur.

Ce qui arrive dans chaque pays dépend en partie des politiques qui y sont menées, mais dépend aussi, dans une large mesure, de facteurs qu'il ne peut maîtriser. Lorsqu'un Maghrébin émigre aux Pays-Bas, il y débarque porteur d'une certaine image de cette contrée, transmise par ses proches qui y sont déjà venus ; mais porteur aussi d'une image d'ensemble de l'Occident, image bien plus liée à la politique des Etats-Unis ou au souvenir de la colonisation française qu'à l'histoire des Pays-Bas eux-mêmes. Cette perception comprend à la fois des aspects positifs – sinon on ne viendrait pas vivre là ! – et des aspects négatifs, dont la part est incomparablement plus grande aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Les nouveaux arrivants observent avec une attention intense les comportements de leurs hôtes. Ils sont constamment à l'affût des regards, des gestes, des paroles, des chuchotements, des silences qui viendraient leur confirmer qu'ils se trouvent en milieu hostile, ou dédaigneux. Bien entendu, les migrants ne réagissent pas tous de la même manière. Il y a les acariâtres, qui interprètent de manière négative tout ce qui émane des « autres » ; comme il y a les béats qui, à l'inverse, remarquent uniquement ce qui semble montrer qu'ils sont acceptés, ou estimés, ou aimés. Parfois ce sont les mêmes personnes qui passent d'un sentiment à l'autre ; un sourire amical, et l'on répond avec un débordement de gratitude ; l'instant d'après survient une parole ou un geste dénotant l'hostilité, le mépris, ou simplement une certaine condescendance, et l'on a soudain envie de frapper, de tout casser, et aussi de se détruire soi-même. Parce qu'on déteste sa propre image autant que le miroir qui la renvoie.

Ce qui rend fragiles les rapports entre les immigrés et la société d'accueil, et fragile de ce fait la coexistence, c'est que la blessure est constamment là. La peau qui s'est formée à sa surface n'a jamais pu durcir. Un rien ranime la douleur, quelquefois un simple grattement, ou même une caresse maladroite. En Occident, bien des gens haussent les épaules devant tant de susceptibilité. La

colonisation, la ségrégation, la traite des Noirs, l'extermination des Bushmen, des Taïnos, ou des Aztèques, la guerre de l'Opium, les croisades, tout cela appartient désormais au passé révolu – ne faudrait-il pas laisser les morts enterrer les morts ? Mais le passé n'occupe pas le même espace mental chez toutes les personnes, ni dans toutes les sociétés humaines.

Pour que le passé devienne passé, il ne suffit pas que le temps passe. Pour qu'une société puisse tracer une frontière entre son aujourd'hui et son hier, il faut qu'elle ait de ce côté-ci de l'hypothétique frontière de quoi asseoir sa dignité, son respect d'elle-même, son identité ; il faut qu'elle ait à son actif des inventions scientifiques récentes, des succès économiques probants, des réalisations culturelles admirées par les autres, ou des victoires militaires.

Les nations d'Occident ne sont pas contraintes de chercher dans les siècles lointains des raisons d'être fières. La contribution des leurs à la médecine, aux mathématiques ou à l'astronomie, elles la trouvent dans leur quotidien du matin, elles n'ont pas besoin d'invoquer les contemporains d'Avicenne, ni de rappeler sans arrêt l'étymologie de « zéro », de « zénith », d'« algèbre » ou d'« algorithme ». Leur dernière victoire militaire date de 2003, ou de 2001, ou de 1999, point n'est besoin de remonter jusqu'à l'époque de Saladin, d'Hannibal, ou d'Assurbanipal. De ce fait, les Occidentaux n'éprouvent pas le besoin de se tourner en permanence vers leur passé. S'ils l'étudient un peu, c'est pour acquérir une meilleure vision de leur trajectoire, pour déceler des tendances, comprendre, spéculer, ou extrapoler. Mais ce n'est pas une nécessité vitale, ni une exigence identitaire. Pour conforter leur estime de soi, le présent suffit.

A l'opposé, les peuples dont le temps présent n'est fait que d'échecs, de défaites, de frustrations et d'humiliations, cherchent forcément dans leur passé des raisons de continuer à croire en eux-mêmes. Les Arabes se sentent exilés dans le monde d'aujourd'hui, étrangers partout, dans leurs propres pays à peine moins que dans la diaspora. Ils se sentent vaincus, déconsidérés, humiliés ; ils le disent, ils le crient, ils s'en lamentent, et ils se demandent constamment, de manière explicite ou implicite, comment ils pourraient inverser le mouvement de l'Histoire.

Tous les peuples d'Orient ont connu, au cours des derniers siècles, des sentiments comparables. Tous ont dû quelquefois se mesurer à l'Occident, tous ont fait les frais de son extraordinaire énergie, de sa redoutable efficacité économique et militaire, comme de son esprit de conquête. Tous l'ont admiré, redouté, détesté, combattu, avec des fortunes diverses – les Chinois, les Indiens, les Japonais, les Iraniens, les Turcs, les Vietnamiens, les Afghans, les Coréens, les Indonésiens autant que les Arabes. Aucun de ces peuples ne pourrait raconter son parcours sans mille références à son face-à-face plusieurs fois séculaire avec l'Occident. Toute l'histoire moderne d'un grand pays comme la Chine pourrait s'articuler autour d'une question centrale : comment répondre au formidable défi posé par l'homme blanc ? Qu'il s'agisse de la révolte des Boxers, de l'ascension de Mao Zedong, du « Grand Bond en avant », de la Révolution culturelle, ou de la nouvelle politique économique entamée par Deng Xiaoping, tous les bouleversements pourraient être interprétés, dans une large mesure, comme la recherche d'une réponse à cette question, que l'on pourrait d'ailleurs reformuler en ces termes : pour que nous puissions intégrer le monde moderne sans perdre notre dignité, que devrions-nous préserver de notre passé, et que devrions-nous rejeter ?

Une interrogation qui ne disparaît jamais totalement de la conscience d'aucune société humaine, mais qui ne se pose pas partout avec la même intensité.

Lorsqu'une nation remporte des succès, le regard des autres se modifie, influant sur sa perception

d'elle-même. Je songe notamment à l'attitude adoptée par le reste du monde envers le Japon, puis envers la Chine. Critiqués, redoutés, mais respectés pour leur capacité à se battre, et surtout admirés pour leurs miracles économiques, ces pays voient monter l'estime pour tout ce qui fait leur culture ; leurs langues, leurs œuvres d'art, leurs littératures anciennes ou modernes, leurs médecines ancestrales, leurs disciplines spirituelles, leurs traditions culinaires, leurs danses rituelles, leurs arts martiaux, et jusqu'à leurs superstitions suscitent l'engouement. A partir du moment où un peuple acquiert l'image d'un gagnant, tout ce qui constitue sa civilisation est observé par le monde entier avec intérêt, et avec un a priori d'estime. Lui-même peut se payer, dès lors, le luxe d'être détaché, et critique. Les Chinois d'aujourd'hui se montrent souvent indifférents envers leur passé, et feignent l'amusement et l'incompréhension quand les visiteurs occidentaux s'ébahissent devant les « vieilles choses » de leur civilisation millénaire.

Les Arabes ne se trouvent pas dans une position similaire. Comme ils n'arrêtent pas de subir défaite après défaite, tout ce qui constitue leur civilisation est regardé de haut par le reste du monde. Leur langue est dédaignée, leur littérature est peu lue, leur foi suscite la méfiance, les maîtres spirituels qu'ils vénèrent sont brocardés. Eux-mêmes sentent, jusqu'au fond de leur âme, le regard des autres, qu'ils ont fini par intérioriser, et par reprendre à leur compte. Chez beaucoup d'entre eux se propage ce sentiment destructeur qu'est la haine de soi. J'écris « eux » comme j'aurais pu écrire « nous », me sentant à égale distance des deux pronoms, tout aussi proche, tout aussi éloigné ; et c'est peut-être dans ce balancement que se reflète la tragédie additionnelle des miens.

Point n'est besoin de se lancer dans une psychanalyse sauvage pour constater que cette attitude pathologique suscite des impulsions contradictoires. Volonté de s'en prendre à un monde cruel, et volonté de s'abolir soi-même. Désir de se défaire de son identité, et désir de l'affirmer contre tous. Perte de confiance en son propre passé, auquel cependant l'on s'agrippe ; parce qu'il représente, pour l'identité bafouée, une planche de salut, un refuge, une terre d'asile.

Le passé, et souvent aussi la religion. L'islam est un sanctuaire pour l'identité comme pour la dignité. La conviction de détenir soi-même la foi véritable, d'être promis à un monde meilleur, alors que les Occidentaux seraient dans l'égarement, atténue la honte et la douleur d'être ici-bas un paria, un perdant, un éternel vaincu. C'est même là, aujourd'hui, l'un des rares domaines, peut-être le seul, où la population musulmane garde encore le sentiment d'être bénie entre toutes les nations, d'être « élue » par le Créateur, plutôt que maudite et rejetée.

A mesure que la situation des Arabes se détériore sur le terrain, à mesure que leurs armées se font battre, que leurs territoires se font occuper, que leurs populations se font persécuter et humilier, que leurs adversaires se montrent tout-puissants, et arrogants, la religion qu'ils ont donnée au monde devient l'ultime territoire où survit leur estime de soi. L'abandonner, c'est renoncer à leur principale contribution à l'Histoire universelle, c'est renoncer, en quelque sorte, à leur raison d'être.

De ce fait, la question qui se pose aux sociétés musulmanes en cet âge de la douleur n'est pas tant celle du rapport entre religion et politique que celle du rapport entre religion et histoire, entre religion et identité, entre religion et dignité. La manière dont la religion est vécue en pays d'islam reflète l'impasse historique où les peuples se trouvent ; qu'ils en sortent, et ils retrouveront les versets qui conviennent à la démocratie, à la modernité, à la laïcité, à la coexistence, à la primauté du savoir, à la glorification de la vie ; leur relation à la lettre des textes se fera moins pointilleuse, moins frileuse,

moins figée. Mais il serait illusoire d'espérer un changement par la seule vertu d'une relecture. Pardon de le répéter une fois encore : le problème ne réside pas dans les textes sacrés, et la solution non plus.

Il ne fait pas de doute que cette impasse historique du monde musulman est l'un des symptômes les plus manifestes de cette régression vers laquelle l'humanité entière se dirige, les yeux bandés. Est-ce la faute des Arabes, des musulmans, et de la manière dont ils vivent leur religion ? En partie, oui. N'est-ce pas également la faute des Occidentaux, et de la manière dont ils ont géré, depuis des siècles, leurs relations avec les autres peuples ? Si, en partie. Et n'y a-t-il pas eu, au cours des dernières décennies, une responsabilité plus spécifique des Américains, ainsi que des Israéliens ? Sans doute. Tous ces protagonistes devraient modifier radicalement leur comportement si l'on souhaite mettre fin à une situation qui, partant de la plaie ouverte qu'est aujourd'hui le Proche-Orient, commence à gangrener l'ensemble de la planète, menaçant de remettre en cause tous les acquis de notre civilisation.

C'est là une évidence qui sonne comme un vœu pieux, mais on ne peut l'écarter d'un haussement d'épaules. Est-il déjà trop tard pour mettre en place un compromis historique qui prenne en compte à la fois la tragédie du peuple juif, la tragédie du peuple palestinien, la tragédie du monde musulman, la tragédie des chrétiens d'Orient, et aussi l'impasse où s'est fourvoyé l'Occident ?

Même si l'horizon paraît assombri en ce début de siècle, il faut s'obstiner à chercher quelques pistes de solution.

L'une de celles qui pourraient se révéler prometteuses, ce serait que les diasporas arabes et juives, au lieu de prolonger, sous tous les cieux, l'affrontement épuisant et stérile qui débilite le Proche-Orient, prennent elles-mêmes l'initiative d'un rapprochement salutaire.

N'est-il pas bien plus facile aujourd'hui pour un Arabe et un Juif de se rencontrer, de deviser sereinement, de partager un repas, de fraterniser, s'ils vivent à Paris, à Rome, à Glasgow, à Barcelone, à Chicago, à Stockholm, à São Paulo ou à Sydney, plutôt qu'à Beyrouth, à Alger, à Jérusalem ou à Alexandrie ? N'est-ce pas là, dans le vaste monde où coexistent leurs diasporas, qu'ils pourraient s'asseoir côte à côte, recommencer à tisser des liens, et réfléchir ensemble à un autre avenir pour les peuples qui leur sont chers au Proche-Orient ?

Ils le font déjà, me rétorquera-t-on. Sans doute, mais bien moins qu'il ne le faudrait. De ce dossier crucial je dirai ce que j'ai déjà dit de quelques autres : la question n'est pas de savoir si les Arabes et les Juifs se parlent un peu plus qu'avant, si des liens se nouent entre les personnes ; la question est de savoir s'ils sauront résoudre un conflit qui n'en finit plus, qui empoisonne leurs vies, et qui contribue au dérèglement du monde.

Le souhait que je viens de formuler concernant le rôle des diasporas rejoint chez moi un espoir plus ample, et qui concerne l'ensemble des populations migrantes, où qu'elles soient, d'où qu'elles viennent, et quelles qu'aient pu être leurs trajectoires.

Elles ont toutes des liens puissants avec deux univers à la fois, et elles ont vocation à être des courroies de transmission, des interfaces, dans les deux sens. S'il est normal qu'un migrant défende, dans son pays d'accueil, une sensibilité venue de sa société d'origine, il devrait être tout aussi normal pour lui de défendre, dans son pays d'origine, une sensibilité acquise au sein de sa société d'accueil.

On entend dire parfois que si les immigrés arabo-musulmans en Europe formaient une nation, elle serait plus grosse que la plupart de celles de l'Union, plus jeune que toutes, et certainement celle qui croît le plus rapidement. On oublie d'observer que si cette population était une nation d'Orient, elle ne serait pas négligeable non plus par le nombre, et qu'elle se positionnerait tout en haut de l'échelle par les critères qualitatifs : son niveau d'instruction, son esprit d'initiative, son expérience de la liberté, sa familiarisation active avec les outils matériels et intellectuels de la modernité, sa pratique quotidienne de la coexistence, sa capacité à connaître intimement les cultures les plus diverses, etc. Tout cela donne à ces migrants une influence potentielle dont ne dispose aucune autre population d'Occident ni d'Orient.

Une influence qu'ils devraient exercer bien plus qu'ils ne le font. Avec assurance, avec fierté, et « sur les deux rives » à la fois.

On a trop souvent tendance à oublier qu'un immigré est d'abord un émigré. Il ne s'agit pas d'une banale nuance de vocabulaire, la personne est réellement double, et elle se vit comme telle. Elle appartient à deux sociétés différentes et elle n'a pas le même statut dans l'une que dans l'autre. Tel diplômé qui, dans sa ville d'exil, se résigne à occuper une position subalterne, peut bien être, dans son village d'origine, une notabilité. Tel ouvrier marocain qui, sur les chantiers du Nord, ne s'exprime que timidement, les yeux baissés, se révèle, de retour chez les siens, lorsqu'il peut enfin parler fièrement sa langue, un conteur volubile, aux gestes amples, au verbe haut. Telle infirmière kenyane, qui passe ses nuits dans un hôpital de banlieue et se contente pour ses repas d'une soupe tiède et d'un morceau de pain, est vénérée dans sa province natale parce qu'elle y transfère chaque mois de quoi nourrir douze personnes de sa parenté.

Je pourrais aligner des exemples à l'infini. Ce que je cherche à dire, c'est que l'on passe à côté de l'essentiel chaque fois qu'on omet de voir l'« émigré » derrière l'« immigré ». Et que l'on commet une faute stratégique majeure lorsqu'on évalue le statut des immigrés en fonction de la place qu'ils occupent dans les sociétés occidentales, c'est-à-dire souvent tout en bas de l'échelle sociale, plutôt qu'en fonction du rôle qu'ils jouent – et qu'ils pourraient jouer cent fois plus – auprès de leurs sociétés d'origine, celui de vecteurs de modernisation, de progrès social, de libération intellectuelle, de développement et de réconciliation.

Car cette influence peut s'exercer, je le répète, dans des directions opposées. On peut habiter l'Europe et ressasser continuellement les conflits d'Algérie, de Bosnie ou du Proche-Orient, comme on peut vouloir transmettre vers le Proche-Orient, vers la Bosnie, ou vers l'Algérie, l'expérience

européenne des soixante dernières années, celle de la réconciliation franco-allemande, de la construction de l'Union, de la chute du Mur, celle du dépassement définitif, miraculeux, de l'ère des dictatures et des expéditions coloniales, de l'ère des boucheries guerrières, des massacres, des génocides, des détestations séculaires, vers une ère de paix, de concorde, de liberté et de prospérité.

Que faudrait-il pour que se produise une telle modification des courants d'influence ? Que les migrants veuillent transmettre à leurs sociétés d'origine un message constructif ; et aussi qu'ils puissent le faire. Une réponse facile à formuler, mais difficile à mettre en œuvre, parce qu'elle exige un changement radical dans nos habitudes de pensée et de comportement.

Ainsi, pour que les immigrés aient envie de devenir les apôtres de l'expérience européenne, il faudrait qu'ils y soient associés, pleinement ; qu'ils ne soient pas en butte aux discriminations, aux humiliations, au paternalisme, à la condescendance, chaque fois qu'ils montrent leur visage « typé », qu'ils prononcent leur nom, ou qu'ils laissent entendre les accents de leur langue ; qu'ils puissent, au contraire, s'identifier spontanément à leur société adoptive, qu'ils se sentent invités à s'y englober corps et âme.

Mais il ne suffit pas qu'un migrant s'identifie à sa société d'accueil ; pour qu'il parvienne à influencer sa société d'origine, il faut également que celle-ci continue à le reconnaître, et à se reconnaître en lui. Ce qui suppose qu'il puisse assumer pleinement et aussi sereinement que possible sa double appartenance. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Ni dans l'approche française de la question, ni dans l'approche britannique, pour reprendre ces deux modèles emblématiques.

En France, l'idée qui préside au traitement de la question des immigrés, comme naguère avec les peuples des colonies, c'est que tout être humain peut devenir français, et qu'il faut l'aider à le devenir. Une idée généreuse, née au siècle des Lumières, et qui aurait probablement changé la face du monde si elle avait été appliquée avec honnêteté dans des territoires aussi divers que l'Indochine, l'Algérie ou Madagascar. Une idée qui demeure respectable dans son essence, et même indispensable, plus que jamais. A partir du moment où une personne décide d'élire domicile dans un autre pays que celui de ses origines, il est important qu'elle s'entende dire qu'elle-même et ses enfants pourront, un jour prochain, appartenir pleinement à la nation d'accueil. Cet aspect de l'approche française me semble, de ce fait, avoir valeur universelle ; pour ma part, en tout cas, je préfère ce message au message inverse, celui qui fait comprendre à l'immigré qu'il peut garder sa culture, ses coutumes, et qu'il bénéficiera de la protection de la loi, mais qu'il demeurera extérieur à la nation qui l'accueille.

Dans la pratique, toutefois, aucune de ces approches ne me paraît convenir au siècle qui est le nôtre, aucune ne me semble capable d'assurer pour longtemps une coexistence harmonieuse. Parce que, en dépit de leurs divergences, ces deux politiques partent d'un même présupposé, à savoir qu'une personne ne peut appartenir pleinement à deux cultures à la fois.

C'est un tout autre discours que l'immigré a besoin d'entendre en ce nouveau siècle. Il a besoin qu'on lui dise, par les mots, par les attitudes, par les décisions politiques : « Vous pourrez devenir l'un des nôtres, pleinement, sans cesser d'être vous-même. » Ce qui signifie, par exemple : « Vous avez le

droit et le devoir d'étudier notre langue, en profondeur. Mais vous avez aussi le droit et le devoir de ne pas oublier votre langue d'origine, parce que nous, qui sommes votre nation d'adoption, nous avons besoin d'avoir parmi nous des personnes qui partagent nos valeurs, qui comprennent nos préoccupations, et qui parlent parfaitement le turc, le vietnamien, le russe, l'arabe, l'arménien, le swahili ou l'ourdou, toutes les langues d'Europe, d'Asie et d'Afrique, toutes sans exception, afin que nous puissions nous faire entendre de tous les peuples de la planète. Entre eux et nous, vous serez, dans tous les domaines – la culture, la politique, le commerce –, les irremplaçables intermédiaires. »

Ce dont un immigré a soif, c'est d'abord de dignité. Et même, plus précisément, de dignité culturelle. La religion en constitue un élément, et il est légitime que les croyants veuillent pratiquer leur culte dans la sérénité. Mais pour l'identité culturelle, la composante la plus irremplaçable est la langue. C'est souvent parce que sa langue est délaissée, y compris par lui-même, et que sa culture est déconsidérée, y compris par lui-même, qu'un immigré éprouve le besoin d'afficher les signes de sa croyance. Tout l'y pousse – l'atmosphère globale, l'action des militants radicaux, et aussi le comportement des pays d'accueil ; où les autorités, obnubilées par les appartenances religieuses des immigrés, omettent de prendre en compte leur soif de reconnaissance culturelle.

Quelquefois même, on fait pire, puisqu'on se montre plus méfiant envers le pluralisme linguistique, qui est d'ordinaire bénin, qu'envers le communautarisme religieux, qui s'est constamment montré, pour toutes les sociétés plurielles, un facteur de fanatisme, de tyrannie et de désintégration.

C'est à dessein que j'utilise dans un cas « communautarisme », qui a pour moi une connotation négative ; et dans l'autre cas « pluralisme », qui a une connotation positive. Parce qu'il y a de fait, entre ces deux puissants facteurs identitaires que sont la religion et la langue, une différence de nature : l'appartenance religieuse est exclusive, l'appartenance linguistique ne l'est pas ; tout être humain a vocation à rassembler en lui plusieurs traditions linguistiques et culturelles.

Que mon a priori de méfiance à l'endroit du communautarisme religieux soit lié en partie à mes origines, je ne le nierai pas. Mon Liban natal est probablement l'exemple emblématique d'un pays disloqué par le « confessionnalisme », et je n'éprouve, de ce fait, aucune sympathie pour ce système pernicieux. Peut-être a-t-il été, jadis, le remède à un mal, mais il s'est révélé à la longue plus nuisible que le mal lui-même ; comme une drogue que l'on aurait administrée à un patient pour calmer ses douleurs, mais qui aurait créé chez lui une accoutumance irréversible, mais qui débiliterait chaque jour un peu plus son corps et son intelligence, au point de lui « restituer » au centuple toutes les souffrances qu'elle lui avait provisoirement épargnées.

Dans ma jeunesse, j'aurais été plus réticent à m'appesantir sur cette question, vu que le communautarisme semblait n'être qu'une curieuse survivance levantine. Aujourd'hui, le phénomène est global, et il n'a malheureusement plus rien d'une survivance. L'avenir de l'humanité entière pourrait bien avoir cette odieuse couleur-là.

Car l'une des conséquences les plus néfastes de la mondialisation, c'est qu'elle a mondialisé le communautarisme. La montée des appartenances religieuses au moment même où les communications

se globalisaient a favorisé le regroupement des hommes en « tribus planétaires » – une expression qui, pour être en apparence contradictoire dans les termes, n'en est pas moins un fidèle reflet de la réalité. Notamment dans le monde musulman, où l'on observe un déchaînement sans précédent des particularismes communautaires, qui a trouvé sa manifestation la plus sanglante dans le conflit entre sunnites et chiites d'Irak ; mais où l'on observe aussi une forme d'internationalisme qui fait qu'un Algérien ira volontiers se battre et mourir en Afghanistan, un Tunisien en Bosnie, un Egyptien au Pakistan, un Jordanien en Tchétchénie, ou un Indonésien en Somalie. Ce double mouvement de cloisonnement et de décroisonnement n'est pas le moindre des paradoxes de notre époque.

Une évolution inquiétante qui s'explique donc, me semble-t-il, par l'effet combiné de ces bouleversements majeurs que sont la faillite des idéologies – ce qui a favorisé la montée des affirmations identitaires et de ceux qui les prônaient ; la révolution informatique – ce qui a permis de tisser des liens solides et immédiats par-delà les mers, les déserts, les massifs montagneux, par-delà toutes les frontières ; et la rupture de l'équilibre entre les blocs – ce qui a posé avec acuité la question du pouvoir et de sa légitimité au niveau planétaire. De plus, l'émergence d'une superpuissance suzeraine longtemps perçue comme la championne d'une seule « tribu » a sans doute contribué à donner aux rivalités stratégiques une forte connotation identitaire.

C'est à la lumière de tous ces éléments que je murmure, en songeant avec angoisse au Liban, ma patrie natale : finalement, le communautarisme était une impasse, nos pères n'auraient jamais dû s'y engouffrer ! Puis j'ajoute, d'un même souffle, mais cette fois en songeant à la France, ma patrie d'adoption, et à l'Europe entière, qui est aujourd'hui la patrie de mes ultimes espérances : ce n'est pas en « communautarisant » les immigrés qu'on facilitera leur intégration et qu'on échappera aux « affrontements » qui s'annoncent, mais en restituant à chaque personne sa dignité sociale, sa dignité culturelle, sa dignité linguistique, en l'encourageant à assumer sereinement sa dualité identitaire et son rôle de trait d'union.

Plus d'une fois j'ai critiqué, en passant, l'idée d'un « affrontement des civilisations » ; peut-être devrais-je m'y arrêter un moment pour une évaluation plus équilibrée, plus juste.

Ce qui fait problème, dans cette théorie abondamment médiatisée, ce n'est pas son « diagnostic clinique ». Sa grille de lecture permet effectivement de mieux comprendre les événements survenus après la chute du mur de Berlin. Depuis que les identités ont pris le pas sur les idéologies, les sociétés humaines réagissent souvent aux événements politiques en fonction de leurs appartenances religieuses ; la Russie est redevenue ouvertement orthodoxe ; l'Union européenne se reconnaît implicitement comme un rassemblement de nations chrétiennes ; les mêmes appels au combat retentissent dans tous les pays musulmans ; dès lors, il n'est pas déraisonnable de décrire le monde d'aujourd'hui en se référant à des « aires de civilisation » qui s'affrontent.

Là où, de mon point de vue, les adeptes de cette théorie s'égarent, c'est lorsqu'ils partent de leur observation du présent pour bâtir une théorie générale de l'Histoire. Pour nous expliquer, par exemple, que la prédominance actuelle des appartenances religieuses est l'état normal de l'espèce humaine, auquel on serait enfin revenu après un long détour par les utopies universalistes ; ou que l'affrontement entre les « aires de civilisation » est la clef qui nous permet de déchiffrer le passé et d'anticiper l'avenir.

Toute théorie de l'Histoire est fille de son temps ; pour comprendre le présent, elle est fort instructive ; appliquée au passé, elle se révèle approximative, et partielle ; projetée vers l'avenir, elle devient hasardeuse, et quelquefois destructrice.

Voir dans les conflits d'aujourd'hui un affrontement entre six ou sept grandes « aires de civilisation » – occidentale, orthodoxe, chinoise, musulmane, indienne, africaine, latino-américaine –, c'est là un éclairage fort stimulant pour l'esprit, comme en témoignent les innombrables débats qu'il a suscités. Mais cette clef ne nous aide pas beaucoup à comprendre les grands conflits de l'Histoire humaine, ne serait-ce que la Première et la Seconde Guerre mondiale, qui étaient principalement des querelles d'Occidentaux, et qui ont tout de même façonné l'espace où nous vivons ; et elle ne nous aide pas plus à expliquer les phénomènes monstrueux qui ont pesé sur la conscience morale contemporaine, tels les totalitarismes de gauche comme de droite, ou l'holocauste ; sans même parler de la grande confrontation planétaire entre capitalisme et communisme, qui – de l'Espagne au Soudan, de la Chine à la Grèce, au Chili, et jusqu'à l'Indonésie – a profondément divisé des sociétés appartenant à toutes les « aires de civilisation ».

Plus généralement, lorsqu'on promène son regard sur divers épisodes du passé lointain ou proche, on trouve, à toutes les époques, des événements qui, à l'instar des croisades, semblent effectivement relever d'un affrontement entre les civilisations ; mais on en trouve aussi beaucoup d'autres, tout aussi significatifs, et tout aussi meurtriers, qui se déroulent à l'intérieur de l'aire culturelle occidentale, de l'aire arabo-musulmane, de l'aire africaine ou de l'aire chinoise.

Même à notre époque, qui semble pourtant obéir, dans l'ensemble, au schéma scolaire d'un affrontement entre les civilisations, un événement comme la guerre d'Irak a manifestement plusieurs visages : celui d'un conflit sanglant entre Occident et Islam ; celui d'un conflit plus sanglant encore au sein du monde musulman lui-même, entre chiites, sunnites et kurdes ; celui d'un bras de fer entre les puissances autour de la question de l'hégémonie globale ; etc.

L'Histoire étant faite d'une infinité d'événements singuliers, elle s'accommode mal des généralisations. Pour tenter de s'y retrouver, on a besoin d'un grand trousseau de clefs ; et s'il est légitime qu'un chercheur veuille y ajouter celle qu'il a forgée lui-même, il n'est pas judicieux de vouloir remplacer le trousseau entier par une seule clef, un « passe-partout » supposé ouvrir toutes les portes.

Le xx^e siècle s'est abondamment servi de l'outil proposé par Marx, et nous savons désormais à quels égarements cela a pu conduire. La lutte des classes n'explique pas tout, et la lutte des civilisations non plus. D'autant que les mots eux-mêmes sont ambigus, et trompeurs. S'il existe, en toute personne, un sentiment d'appartenance sociale qui induit certaines solidarités « de classe », et aussi certaines détestations « de classe », les contours de cette notion sont flous. A l'époque de la révolution industrielle, il était légitime de croire que le prolétariat naissant allait prendre conscience de son identité, qu'il allait « fonctionner » en tant qu'entité distincte, en tant que « classe », et jouer un rôle déterminant dans l'Histoire jusqu'à la fin des temps.

On pourrait tenir des propos identiques s'agissant de la nouvelle « clef ». S'il existe, en toute personne, un sentiment d'appartenance ethnique ou religieuse qui induit certaines solidarités « de civilisation », ainsi que les détestations qui vont avec, les contours de cette notion ne sont pas moins flous que ceux de « classe ». De nos jours, l'« esprit du temps » nous amène à croire que ces « civilisations » sont des entités définies, de plus en plus conscientes de leur spécificité, et qui vont jouer un rôle déterminant dans l'histoire des hommes.

Il y a là, bien sûr, une part de vérité. Qui pourrait nier que la civilisation occidentale ne se confond pas avec la chinoise, ni avec l'arabo-musulmane ? Mais aucune n'est étanche, aucune n'est immuable, et aujourd'hui leurs frontières sont encore plus poreuses que par le passé.

Depuis des millénaires, nos civilisations naissent, se développent, se transforment ; elles se côtoient, elles s'opposent, elles s'imitent, elles se différencient, elles se laissent copier ; puis, lentement ou brutalement, elles disparaissent, ou alors elles fusionnent les unes avec les autres. La civilisation de Rome a rejoint un jour celle de la Grèce ; chacune a gardé sa personnalité, mais elles ont également opéré une synthèse originale qui est devenue un élément majeur de la civilisation européenne ; ensuite est survenu le christianisme – né au sein d'une tout autre civilisation, principalement juive, avec des influences égyptiennes, mésopotamiennes, et plus généralement levantines –, et il est devenu, à son tour, un constituant essentiel de la civilisation de l'Occident. Puis sont arrivés d'Asie les peuples dits barbares, les Francs, les Alamans, les Huns, les Vandales, les Goths, tous les Germaniques, les Altaïques, les Slaves, qui ont fusionné avec les Latins et les Celtes pour former les nations d'Europe.

La civilisation arabo-musulmane s'est constituée de la même manière. Quand les tribus arabes, dont celle de mes ancêtres, sont sorties de leur péninsule désertique et fruste, elles se sont mises à l'école de la Perse, de l'Inde, de l'Egypte, de Rome et de Constantinople. Puis sont arrivées des confins de la Chine les tribus turques, dont les chefs sont restés nos sultans et califes jusqu'après la naissance de mon propre père ; avant d'être renversés par un mouvement nationaliste moderniste qui voulait amarrer solidement son peuple à la civilisation de l'Europe.

Cela pour rappeler l'évidence, à savoir que nos civilisations sont, depuis toujours, composites, mouvantes, perméables. Et pour m'étonner qu'aujourd'hui, alors qu'elles sont plus que jamais entremêlées, on vienne nous raconter qu'elles sont irréductibles les unes aux autres, et destinées à le rester.

Aujourd'hui ? Alors que des milliers de cadres chinois sont formés en Californie, et que des milliers de Californiens rêvent de s'installer en Chine ? Alors qu'en parcourant le monde, on doit faire un effort pour se rappeler si l'on s'est réveillé à Chicago, à Shanghai, à Dubaï, à Bergen ou à Kuala Lumpur ? C'est aujourd'hui qu'on vient nous chanter, sur la foi de quelques comportements déroutants, que les civilisations demeureront distinctes et que leur affrontement sera pour toujours le moteur de l'Histoire ?

Si nos civilisations éprouvent le besoin d'affirmer bruyamment leur spécificité, c'est justement parce que leur spécificité s'estompe.

Ce que nous contemplons aujourd'hui, c'est le crépuscule des civilisations distinctes, non leur avènement, ni leur apothéose. Elles ont fait leur temps, et le moment est venu de les transcender toutes ; d'appriivoiser leurs apports, d'étendre au monde entier les bienfaits de chacune, et de diminuer leur capacité de nuisance ; pour bâtir peu à peu une civilisation commune, fondée sur les deux principes intangibles et inséparables que sont l'universalité des valeurs essentielles et la diversité des expressions culturelles.

Afin qu'il n'y ait aucun malentendu, je précise : pour moi, respecter une culture, c'est encourager l'enseignement de la langue qui la porte, c'est favoriser la connaissance de sa littérature, de ses expressions théâtrales, cinématographiques, musicales, picturales, architecturales, artisanales, culinaires, etc. A l'inverse, se montrer complaisant envers la tyrannie, l'oppression, l'intolérance ou le système des castes, envers les mariages forcés, l'excision, les crimes « d'honneur » ou l'assujettissement des femmes, envers l'incompétence, l'incurie, le népotisme, la corruption généralisée, envers la xénophobie ou le racisme sous prétexte qu'ils proviennent d'une culture différente, ce n'est pas du respect, à mon sens, c'est du mépris déguisé, c'est un comportement d'apartheid – serait-ce avec les meilleures intentions du monde. Je l'ai déjà dit, mais je tenais à le redire dans ces dernières pages pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur ce qu'est pour moi la diversité culturelle, et sur ce qu'elle n'est pas.

Ce mot si ample de « civilisation », je continuerai à l'utiliser, pour ma part, à la fois au pluriel et au singulier. Il me semble, en effet, parfaitement légitime de parler tantôt « des » civilisations humaines, et tantôt de « la » civilisation humaine. Il y a les trajectoires particulières des nations, des ethnies, des religions, des empires. Et il y a l'aventure humaine dans laquelle nous sommes tous embarqués, individus et groupes.

C'est seulement si l'on croit à cette aventure commune que l'on peut donner un sens à nos itinéraires spécifiques. Et c'est seulement si l'on croit à l'égale dignité des cultures que l'on est habilité à les évaluer, et même à les juger ; en fonction, justement, des valeurs qui s'attachent à ce destin commun, et qui sont au-dessus de toutes nos civilisations, de toutes nos traditions, de toutes nos croyances. Car rien n'est plus sacré que le respect de l'être humain, la préservation de son intégrité physique et

morale, la préservation de sa capacité à penser et à s'exprimer ; et aussi la préservation de la planète qui le porte.

Si nous voulons que cette fascinante aventure se poursuive, il nous faut dépasser notre conception tribale des civilisations comme des religions, libérer les unes de leurs carcans ethniques, débarrasser les autres du venin identitaire qui les dénature, qui les corrompt, et qui les détourne de leur vocation spirituelle et éthique.

En ce siècle, nous aurons à choisir entre deux visions de l'avenir.

La première est celle d'une humanité partagée en tribus planétaires, qui se combattent, qui se haïssent, mais qui, sous l'effet de la globalisation, se nourrissent, chaque jour davantage, de la même bouillie culturelle indifférenciée.

La seconde est celle d'une humanité consciente de son destin commun, et réunie de ce fait autour des mêmes valeurs essentielles, mais continuant à développer, plus que jamais, les expressions culturelles les plus diverses, les plus foisonnantes, préservant toutes ses langues, ses traditions artistiques, ses techniques, sa sensibilité, sa mémoire, son savoir.

D'un côté, donc, plusieurs « civilisations » qui s'affrontent, mais qui, culturellement, s'imitent et s'uniformisent ; de l'autre, une seule civilisation humaine, mais qui se déploie à travers une infinie diversité.

Pour suivre la première de ces deux voies, il suffit que nous continuions à dériver paresseusement, au gré des secousses, comme nous le faisons aujourd'hui. Choisir la seconde voie nécessite de notre part un sursaut – en serons-nous capables ?

Sur ce chapitre comme sur d'autres, je balance sans arrêt entre l'extrême inquiétude et l'espoir. Tantôt me disant que l'humanité sait toujours, aux heures les plus sombres, trouver en elle les ressources qu'il faut pour s'en sortir, serait-ce au prix de très lourds sacrifices. Et tantôt me disant qu'il serait irresponsable d'attendre chaque fois un miracle.

Ma conviction, à ce jour, c'est que les voies de solution rétrécissent, indiscutablement, mais qu'elles ne sont pas encore bouchées. Ce n'est donc pas le désespoir que l'on doit prêcher, mais l'urgence. C'est là, d'ailleurs, toute la raison d'être de ce livre, de la première à la dernière page. Dire qu'il est tard, mais qu'il n'est pas trop tard. Dire qu'il serait suicidaire et criminel de ne pas mobiliser toutes les énergies pour prévenir l'écroulement et la régression. Dire que l'on peut encore agir, que l'on peut encore inverser le cours des choses, mais que l'on doit, pour cela, se montrer audacieux et imaginatif, plutôt que velléitaire, timoré, convenu. Qu'il faut oser bousculer nos routines de pensée et nos habitudes de comportement, bousculer nos certitudes imaginaires et reconstruire notre échelle des priorités.

De toutes les menaces qui nous guettent en ce siècle, la plus perceptible aujourd'hui, la mieux étudiée, la mieux documentée, est celle qui résulte du réchauffement climatique ; tout porte à croire qu'elle provoquera, dans les décennies à venir, des perturbations cataclysmiques, dont on ne peut encore mesurer l'étendue : le niveau des mers pourrait s'élever de plusieurs mètres, engloutissant de nombreuses villes portuaires, ainsi que des zones côtières habitées par des centaines de millions de personnes ; en raison de la disparition des glaciers et de la modification du régime des pluies, des fleuves importants pourraient s'assécher, condamnant des pays entiers à la désertification. On imagine les tragédies, les déplacements massifs de populations, les luttes meurtrières qui pourraient résulter d'une telle dérive.

Cette évolution ne se situe pas dans un avenir lointain et vague. Nous savons déjà que l'existence de nos enfants et de nos petits-enfants en sera dramatiquement affectée ; il est probable que les générations nées dans la seconde moitié du xx^e siècle auront encore le temps, si j'ose dire, d'en souffrir elles-mêmes.

Je suis, par tempérament, un sceptique. Lorsque j'entends des hurlements alarmistes, je me raidis, je me mets à l'écart, et j'essaie de vérifier, en toute sérénité, si je ne serais pas, avec l'ensemble de mes contemporains, l'objet d'une quelconque manipulation. Il est arrivé souvent que l'on nous annonce des cataclysmes apocalyptiques ; lesquels, au bout de quelques mois ou de quelques semaines, s'évanouissaient, Dieu merci, sans laisser de traces ! N'en sera-t-il pas de même avec le réchauffement climatique ? Ne nous avait-on pas prédit, il y a quelques décennies à peine, que le monde allait plutôt connaître une nouvelle glaciation ? Des écrivains et des cinéastes s'étaient emparés de ce thème, avec plus ou moins de bonheur.

Cela pour dire que lorsque j'ai commencé à entendre des avertissements concernant, cette fois, non plus un refroidissement mais un réchauffement climatique, la chose avait naturellement éveillé ma curiosité, sans ébranler pour autant mon scepticisme.

Quand les études des savants se sont faites plus nombreuses, plus convergentes, plus insistantes, j'ai voulu en savoir davantage.

N'ayant pas une culture scientifique digne de ce nom, j'ai dû me plonger d'abord dans les ouvrages les plus élémentaires pour essayer de comprendre ce qui se disait. Comprendre ce qu'est cet « effet de serre » dont on parle tant, comment il opère, et pourquoi on s'en inquiète à ce point depuis quelques années. Comprendre ce que signifie l'augmentation du taux de carbone dans l'atmosphère, à quoi cela pourrait être dû, et quelles pourraient en être les conséquences. Comprendre aussi pourquoi l'on redoute la fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique, mais l'on s'inquiète moins du dégel de l'océan Arctique – lequel peut désormais, et pour la première fois depuis des millénaires, être traversé d'un bout à l'autre par bateau au cours des mois d'été.

Vais-je dire qu'au terme de mon investigation, je puis certifier que ce phénomène est sérieux, et qu'il constitue une menace pour la civilisation humaine ? C'est effectivement la conviction intime à laquelle j'ai abouti ; mais mon jugement, en la matière, n'a pas grande valeur, je le dis en toute sincérité. Dans une question d'ordre scientifique, l'opinion du profane que je suis ne mérite pas d'être prise en considération. Pour utiliser un terme qui revient souvent dans mes analyses, je n'ai, en ce domaine, aucune légitimité intellectuelle. Cependant, en tant qu'homme soucieux du bien-être des personnes qui lui sont chères, en tant que citoyen responsable, préoccupé par les égarements de l'aventure humaine, et en tant qu'écrivain attentif aux débats qui agitent ses contemporains, je ne puis me contenter de conclure, en haussant les épaules, que seul le futur nous dira si nous nous sommes montrés trop alarmistes, ou au contraire trop incrédules, trop pusillanimes, et qu'on verra bien, dans trente ans, qui avait raison et qui avait tort.

Attendre le jugement de l'avenir, c'est prendre déjà un formidable risque. S'il est vrai que, dans trente ans, les dégâts causés par les perturbations climatiques seront devenus irréparables, s'il est vrai que le « véhicule Terre » aura déjà échappé aux commandes, que son fonctionnement sera devenu erratique et définitivement incontrôlable, alors il serait absurde, suicidaire, et même criminel, d'attendre que l'avenir ait tranché.

Que faire alors ? Agir, sans même avoir la certitude que la menace est réelle ? Agir, même si l'on devait découvrir, dans trente ans, que les Cassandre s'étaient trompées ? Ma réponse – paradoxale, je l'admets – est qu'il faut agir, oui ; et que même si l'on a encore des doutes, il faut faire comme si l'on n'en avait pas.

Une attitude qui peut paraître déraisonnable. Mais je la revendique, pour une fois, sans l'ombre d'une hésitation. Non sur la base de ma conviction intime, qui est formée, mais qui n'engage que moi. Ni seulement parce que les savants, dans leur écrasante majorité, sont aujourd'hui persuadés de la réalité du réchauffement, persuadés que ses causes sont liées à l'activité humaine, et persuadés aussi des menaces mortelles que cette évolution fait peser sur l'avenir de la planète et de ses habitants. Ce consensus quasiment unanime ne peut être négligé, je le prends forcément en compte, mais il ne constitue pas, à mes yeux, l'argument ultime. Il n'y a pas de majorité dans la vérité, et il est arrivé que les savants se trompent.

Cependant je suis persuadé que, sur le chapitre des perturbations climatiques, il faut les croire, et il faut agir en conséquence, avant même d'avoir la certitude qu'ils ont raison.

Pour expliciter ma position, je formulerai un pari qui s'inspire de celui que fit jadis, dans un tout autre domaine, l'incomparable Blaise Pascal. Avec, toutefois, une différence de taille : le résultat du pari de Pascal ne pouvait se vérifier que dans l'au-delà, alors que notre pari se vérifiera ici, sur cette terre, et dans un avenir relativement proche, puisque la grande majorité de ceux qui peuplent aujourd'hui notre planète seront encore en vie.

Je vais donc considérer les deux principales attitudes possibles face à la menace du réchauffement climatique – la réaction inadéquate, puis la riposte adéquate –, en essayant d'imaginer les conséquences qu'entraînerait chacune.

Première hypothèse, donc : aucun vrai sursaut ne se produirait. Un certain nombre de pays s'efforceraient de limiter les émissions de gaz à effet de serre ; d'autres réagiraient plus mollement, avec tout juste quelques mesures « cosmétiques », pour éviter d'apparaître comme les mauvais élèves de la classe ; d'autres encore ne feraient rien, de peur que leur activité économique n'en souffre, ou par crainte de bousculer leurs habitudes de consommation, et ils continueraient donc à polluer allègrement. De ce fait, le taux de carbone dans l'atmosphère terrestre ne cesserait d'augmenter.

Dans cette hypothèse, où en serait le monde dans trente ans ? Si l'on en croit la majorité des savants, ainsi que les Nations unies et l'ensemble des organisations internationales, qui tirent sans arrêt la sonnette d'alarme, on se retrouverait alors aux portes de l'apocalypse, puisqu'on ne pourrait déjà plus empêcher l'« affolement » de la Terre. Sans trop m'étendre sur les détails, je me contenterai de signaler deux éléments d'appréciation qui me paraissent particulièrement inquiétants.

Le premier, c'est que l'augmentation de la température de la planète, qui est une conséquence de l'effet de serre, provoque une évaporation de l'eau des océans, qui accentue, à son tour, l'effet de serre ; en d'autres termes, on pourrait entrer dans un cercle vicieux du réchauffement, qui ne dépendrait plus des émissions de gaz carbonique liées à l'activité humaine, mais qui s'accélélerait de lui-même, et qui deviendrait virtuellement impossible à interrompre. A quel moment risquons-nous d'atteindre ce seuil de l'irréversibilité ? Les opinions sont partagées ; certains pensent que cela pourrait intervenir dès le premier quart de ce siècle. Ce qui est certain, c'est que plus on mettra de temps à réagir, plus les efforts que l'on devra fournir seront pénibles et coûteux.

Le second élément, qui va dans le même sens, c'est que les bouleversements climatiques peuvent survenir très brusquement, plus qu'on ne le pensait jusqu'ici. A titre d'exemple, on estime aujourd'hui que le dernier basculement d'une période glaciaire vers une période tempérée, qui s'est produit il y a environ onze mille cinq cents ans, s'est effectué, non par un lent processus séculaire ou millénaire, mais de manière abrupte, en une décennie, pas plus. D'ailleurs, les nombreux scientifiques qui, depuis quelques années, se penchent sur tous les phénomènes liés au climat, sont constamment surpris de la rapidité des changements, qui vont souvent bien au-delà des prévisions qu'on jugeait plausibles. Cela pour dire qu'il ne faudrait pas s'imaginer que tout ce dont on parle n'aura des conséquences qu'à la fin de ce siècle ou dans les siècles prochains. On n'en sait strictement rien, et il serait sage de se préparer dès à présent aux pires éventualités.

Dans trente ans – je m'attache à ce chiffre pour rester dans le cadre d'un délai significatif à l'échelle d'une vie humaine, et qui permette encore à ma génération de dire « nous » – nous n'aurons sans doute pas assisté encore à toutes les perturbations qui s'annoncent, mais nous en aurons déjà eu quelques

exemples dévastateurs ; et, plus grave, il faudra alors mettre l'humanité entière en état d'urgence, pour des dizaines d'années, et lui imposer des sacrifices douloureux, difficilement supportables, sans même avoir l'assurance que l'on pourra encore empêcher la descente aux enfers.

Et si l'opinion majoritaire était erronée ? Et si l'avenir donnait raison à la minorité dissidente, celle qui rejette ces prévisions cataclysmiques, qui raille leur alarmisme, qui met en doute tout lien entre nos émissions de gaz et le réchauffement de la planète ; et qui, parfois, ne croit même pas à la réalité d'un tel réchauffement, estimant plutôt qu'on assiste à des cycles naturels de températures, qui oscillent à la baisse, puis à la hausse, puis de nouveau à la baisse, pour toutes sortes de raisons qui relèvent bien plus de l'activité solaire que de l'activité humaine ?

Une fois de plus, je ne suis pas qualifié moi-même pour réfuter ces arguments, et je veux supposer ici qu'ils pourraient se révéler justes. Si c'est le cas, on ne pourra que s'en réjouir. Bien des gens devront « avaler leur chapeau », avec plus ou moins de grâce ; des savants, des dirigeants politiques, des fonctionnaires internationaux, et aussi tous ceux qui les auront crus, et qui auront relayé leurs frayeurs – y compris moi-même, si je suis encore de ce monde.

Et à présent, l'autre hypothèse : l'humanité se mobiliserait. A la faveur des changements politiques survenus aux Etats-Unis, nous assisterions à un véritable sursaut. Des mesures draconiennes seraient prises pour réduire significativement la consommation de carburants fossiles et l'émission de carbone dans l'atmosphère. Le réchauffement se ralentirait, le niveau des mers ne s'élèverait plus, aucun drame majeur lié aux perturbations climatiques ne se produirait.

Dans cette perspective, j'imagine un débat, dans trente ans, entre deux savants ; l'un appartenant au « consensus majoritaire », et soutenant de ce fait que grâce à ce sursaut, l'humanité a échappé à un cataclysme d'ampleur planétaire qui aurait compromis sa survie ; l'autre appartenant à la « minorité dissidente », et continuant à soutenir mordicus que le risque était très exagéré, et même tout bonnement chimérique. Sans doute ne parviendra-t-on pas à les départager. Puisque le « malade » est encore en vie, comment démontrer avec certitude qu'il était en danger de mort ? Les deux « médecins » penchés au-dessus de son lit pourraient en débattre indéfiniment.

Cependant, à un moment de leur discussion, le premier savant pourrait dire à l'autre : « Oublions nos querelles d'autrefois, et demandons-nous simplement : est-ce que notre planète ne se porte pas beaucoup mieux grâce à la thérapie qu'elle a suivie ? Moi je continuerai à soutenir qu'elle était en danger de mort, et vous, vous continuerez à en douter, mais nos pays n'ont-ils pas eu raison de réduire leur consommation de carburants fossiles, de réduire la pollution des usines et des centrales thermiques ? »

Et c'est là le fondement du pari que je formule concernant le réchauffement climatique : si nous nous montrions incapables de changer nos comportements, et que la menace se révélait réelle, nous aurions tout perdu ; si nous parvenions à changer radicalement nos comportements, et que la menace se révélait illusoire, nous n'aurions absolument rien perdu. Car les mesures qui permettraient de faire face à la menace climatique sont en réalité, quand on y réfléchit, des mesures qui, de toute manière, mériteraient

d'être prises – afin de diminuer la pollution et les effets néfastes qui en résultent pour la santé publique ; afin de réduire les menaces de pénuries et les perturbations sociales qu'elles pourraient provoquer ; afin d'éviter les conflits acharnés pour le contrôle des zones pétrolières, des zones minières, ainsi que des cours d'eau ; et afin que l'humanité puisse continuer à avancer dans une plus grande sérénité.

De ce fait, ce n'est pas à la majorité des savants de démontrer que la menace est réelle. C'est plutôt à la minorité dissidente de démontrer, et de manière irréfutable, que le danger est totalement illusoire. La charge de la preuve s'inverse, comme disent les juristes. C'est seulement si l'on avait la certitude absolue que ce péril mortel n'existe pas que l'on aurait moralement le droit de baisser la garde, et de poursuivre son chemin sans rien changer à ses habitudes de vie.

Bien entendu, une telle certitude est hors de question. L'enjeu est si gigantesque que personne – aucun chercheur, aucun industriel, aucun économiste, aucun dirigeant politique, aucun intellectuel, aucun être sensé – ne peut prendre la responsabilité d'affirmer, contre l'opinion de la grande majorité des scientifiques, que le risque lié aux perturbations climatiques n'existe pas, et qu'il faudrait tout simplement l'ignorer.

Sur ce chapitre plus que sur d'autres, on ne peut que se demander, avec angoisse, quelle voie choisiront les hommes, celle du sursaut ou celle du laisser-faire.

Les temps que nous vivons nous apportent des signes contradictoires. D'un côté, la prise de conscience est réelle, et le poids des Etats-Unis, qui a trop longtemps appuyé du mauvais côté de la balance, devrait à présent la faire pencher dans l'autre sens. Cependant, le sursaut espéré requiert un niveau de solidarité et même de profonde complicité entre les diverses nations qui n'est pas facile à obtenir. Et il exige des sacrifices. Les pays du Nord sont-ils prêts à bouleverser leur mode de vie ? Les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, sont-ils prêts à mettre en péril leur décollage économique, la première occasion qui se soit offerte à eux depuis des siècles de sortir du sous-développement ? Cela suppose, à tout le moins, une vaste action globale, pilotée collectivement, où chacun trouve son compte, où personne ne se sente lésé.

Je veux bien croire qu'un tel élan est envisageable, mais je ne puis surmonter facilement mes inquiétudes lorsque je promène mon regard sur le monde qui est le nôtre ; un monde caractérisé par une grave dissymétrie dans les relations internationales ; un monde en proie au tribalisme identitaire et à l'égoïsme sacré, et où la crédibilité morale demeure une denrée rare ; un monde où les grandes crises poussent généralement les nations, les groupes sociaux, les compagnies et les individus à protéger farouchement leurs propres intérêts plutôt qu'à faire preuve de solidarité ou de générosité.

ÉPILOGUE

Une trop longue Préhistoire

Ce qui se déroule sous nos yeux en ce début de siècle n'est pas une turbulence ordinaire. Pour le monde globalisé né des décombres de la Guerre froide, c'est peut-être la turbulence fondatrice, celle qui secouera nos consciences et nos intelligences pour que nous sortions enfin d'une trop longue Préhistoire ; mais elle pourrait aussi se révéler destructrice, désintégratrice, et préluder à une pénible régression.

Toutes ces populations, différentes par la religion, la couleur, la langue, l'histoire, les traditions, et que l'évolution contraint à se côtoyer en permanence, saura-t-on les faire vivre ensemble de manière paisible et harmonieuse ? La question se pose dans chaque pays, dans chaque ville, de même qu'au niveau planétaire. Et la réponse, aujourd'hui, est encore incertaine. Qu'il s'agisse des contrées où coexistent depuis des siècles des communautés différentes, ou bien de celles qui accueillent, depuis quelques décennies, des groupes importants d'im migrants, il est clair que la méfiance et l'incompréhension se développent, au point de compromettre toutes les politiques d'intégration ou même de simple cohabitation. Que de scrutins, que de débats sont aujourd'hui plombés par ce dossier épineux, qui favorise les crispations identitaires et les dérives xénophobes ! Notamment en Europe, où l'on a vu certaines des sociétés les plus tolérantes s'irriter, s'aigrier et se rigidifier. Mais l'on assiste dans le même temps à des renversements surprenants dans la perception de l'autre, qui révèlent des cheminements invisibles dans les esprits de nos contemporains – l'exemple le plus révélateur et le plus spectaculaire étant l'avènement de Barack Obama.

Ce débat global sur la coexistence ne nous quittera plus. Violent ou feutré, ouvert ou implicite, il nous accompagnera tout au long de ce siècle et pour les siècles à venir. Notre planète est un tissage serré de populations différentes, toutes conscientes de leur identité, conscientes du regard qu'on leur porte, conscientes des droits à conquérir ou à préserver, persuadées d'avoir besoin des autres et d'avoir également besoin de s'en protéger. Il ne faut pas s'attendre à ce que les tensions entre elles s'émoussent par le simple effet du temps qui s'écoule. N'a-t-on pas vu certaines populations se côtoyer pendant des siècles sans jamais parvenir au respect mutuel ni à la coexistence harmonieuse ? Surmonter ses préjugés et ses détestations n'est pas inscrit dans la nature humaine. Accepter l'autre n'est ni plus ni moins naturel que de le rejeter. Réconcilier, réunir, adopter, apprivoiser, pacifier, sont des gestes volontaires, des gestes de civilisation, qui exigent lucidité et persévérance ; des gestes qui s'acquièrent, qui s'enseignent, qui se cultivent. Apprendre aux hommes à vivre ensemble est une longue bataille qui n'est jamais complètement gagnée. Elle nécessite une réflexion sereine, une pédagogie habile, une législation appropriée et des institutions adéquates. Pour avoir vécu au Levant avant d'émigrer en Europe, j'ai souvent eu l'occasion d'observer quelle différence cela faisait pour une société humaine lorsqu'une telle bataille était engagée avec détermination et subtilité, et lorsqu'elle était négligée, ou conduite maladroitement, et d'une manière incohérente.

Aujourd'hui, cette bataille devrait être menée à l'échelle de l'humanité entière, comme au sein de chaque population. Manifestement, elle ne l'est pas encore, pas assez. Nous parlons constamment de

« village global », et c'est un fait que, grâce aux progrès réalisés dans le domaine des communications, notre planète est devenue un même espace économique, un même espace politique, un même espace médiatique. Mais les détestations mutuelles n'en sont que plus manifestes.

En particulier, la cassure entre l'Occident et le monde arabo-musulman n'a cessé de s'aggraver au cours des dernières années, au point qu'elle semble à présent difficilement réparable. Je suis de ceux qui s'en désolent chaque jour, mais bien des gens s'en accommodent, et parfois même s'y complaisent, sans mesurer l'immense potentiel de violence que nous réserve cet affrontement, et qui assombrit singulièrement l'avenir de tous. On en a vu des exemples avec les attentats meurtriers qui ont marqué ces dernières années. Ceux du 11 septembre 2001 s'inscrivent déjà comme un exergue monstrueux à l'histoire du nouveau siècle. Des actes d'inspiration similaire ont eu lieu sur tous les continents, de Nairobi à Madrid, et de Bali à Londres, en passant par Djerba, Alger, Casablanca, Beyrouth, Amman, Taba, Jérusalem, Istanbul, Beslan, ou Mumbai, sans même parler de Bagdad.

Il est vrai que de tels attentats, aussi violents soient-ils, ne font pas peser sur le monde la menace d'un anéantissement, comme c'était le cas des arsenaux thermonucléaires soviétiques et américains du temps de la Guerre froide. Ils pourraient néanmoins se révéler extrêmement meurtriers, surtout s'ils impliquaient demain des armes dites « non conventionnelles » – chimiques, biologiques, atomiques, ou autres ; de plus, les perturbations sociales, politiques et économiques qui en résulteraient seraient dévastatrices.

Mais je préfère supposer qu'un nouvel attentat majeur pourra être évité – ce qui, heureusement, demeure plausible. Dans les pays les plus menacés, les autorités réagissent avec fermeté et efficacité ; pour ne plus jamais être prises de court, elles s'efforcent de détecter et de prévenir le moindre risque. Il serait irresponsable de le leur reprocher. Cependant, il va de soi qu'une société qui éprouve la nécessité de se protéger en permanence contre des ennemis sans scrupules, s'éloigne inéluctablement du strict respect des lois et des principes. De ce fait, la persistance de la menace terroriste ne peut que perturber, à terme, le fonctionnement des démocraties.

Un jour, on se souviendra de ces années maudites comme de celles où, dans le métro de Londres, la police la plus civilisée du monde a cloué au sol un jeune voyageur brésilien, parfaitement innocent mais légèrement basané, avant de l'exécuter sommairement de sept balles dans la tête.

L'affrontement des civilisations, ce n'est pas un débat sur les mérites respectifs d'Erasme et d'Avicenne, de l'alcool et du voile, ou des textes sacrés ; c'est une dérive globale vers la xénophobie, la discrimination, les vexations ethniques et les massacres mutuels, c'est-à-dire vers l'érosion de tout ce qui constitue la dignité morale de notre civilisation humaine.

Quand règne pareille atmosphère, même ceux qui sont persuadés de se battre contre la barbarie finissent par y tomber à leur tour. La violence terroriste entraîne la violence antiterroriste, qui alimente le ressentiment, facilite la tâche des recruteurs fanatiques, et prépare de futurs attentats. Telle population est-elle regardée avec suspicion parce qu'elle pose des bombes, ou bien pose-t-elle des bombes parce qu'elle est regardée avec suspicion ? C'est l'éternelle histoire de l'œuf et de la poule, et il ne sert plus à rien de chercher la bonne réponse, celle-ci n'existe pas ; chacun apporte les réponses que lui dictent ses peurs, ses préjugés, ses origines, ses blessures. Il faudrait pouvoir briser le cercle vicieux ; mais, à partir du moment où l'engrenage s'enclenche, il est difficile de retirer la main.

Comment, dans ce contexte, ne pas redouter une régression ? Si l'hostilité actuelle entre les diverses « tribus » planétaires devait persister, et si les dérèglements de tous ordres devaient se poursuivre, le monde connaîtrait au cours de ce siècle un effritement de la démocratie, de l'état de droit et de toutes les normes sociales.

Pour ma part, je refuse de considérer cette dérive comme inéluctable, mais il est clair qu'il faudrait déployer des trésors d'ingéniosité, de perspicacité et de détermination pour avoir quelque chance encore de l'éviter.

Depuis que j'ai entrepris ce travail, une image allégorique me hante, celle d'une troupe d'alpinistes qui escaladent une falaise et qui, en raison d'une quelconque secousse, commencent à perdre pied. Je m'efforce de comprendre pourquoi ces hommes risquent de « dévisser », et comment ils pourraient « recoller » à la paroi rocheuse pour reprendre leur ascension, sans trop m'attarder à imaginer ce qui leur adviendrait s'ils tombaient dans le précipice.

J'en parle comme d'un accident de montagne, et c'est un peu ce que je ressens en méditant sur la marche du monde. Je n'ignore pas qu'en Histoire, « accident » est souvent une notion trompeuse. Pourtant, je n'y renonce pas entièrement. Quoiqu'en disent les moralistes d'aujourd'hui et d'hier, l'humanité ne mérite pas le châtimeur que les décennies à venir pourraient lui infliger. Je ne plaiderai pas l'innocence non plus, ni la malchance, ni les aléas du destin. Mais je suis persuadé que ce qui nous arrive, avant que d'être la conséquence de nos échecs et de nos manquements, est d'abord celle de nos succès, de nos accomplissements, de nos ambitions légitimes, de notre liberté tout aussi légitime, et de l'incomparable génie de notre espèce.

En dépit de mes irritations et de mes inquiétudes, je demeure fasciné par l'aventure humaine ; je la chéris, je la vénère, et pour rien au monde je ne l'échangerais contre la vie des anges ou des bêtes. Nous sommes les enfants de Prométhée, les dépositaires et les continuateurs de la création, nous avons entrepris de remodeler l'univers, et s'il y a au-dessus de nos têtes un Créateur suprême, nous méritons Sa fierté autant que Sa colère.

Ne serions-nous pas justement en train de payer le prix de cette témérité prométhéenne, et de cette course éperdue vers les sommets ? Sans doute ; mais nous n'avons pas à nous repentir ; ni pour nos inventions, même les plus insensées, ni pour les libertés que nous avons conquises. Et si le moment est venu de nous demander, beaucoup plus sérieusement que par le passé, et avec une plus grande urgence, « Où allons-nous donc à cette allure ? », ce ne devrait pas être sur le ton de la contrition ou du dénigrement, ni pour sous-entendre « Nous allons trop vite ! », « Nous nous écartons du chemin ! », « Nous perdons nos repères ! », mais avec un authentique point d'interrogation.

Ce siècle retentit des propos les plus passéistes ; il pourrait sonner l'heure de la revanche pour tous ceux qui, depuis toujours, détestent la libération de l'homme et encore plus celle de la femme, pour ceux qui se méfient de la science, de l'art, de la littérature comme de la philosophie, pour ceux qui voudraient ramener notre foule désorientée, tel un troupeau docile, vers l'enclos rassurant des tyrannies morales séculaires. Pourtant, si égarement il y a, ce n'est pas par rapport au chemin tracé par nos pères, c'est par rapport à un chemin que nous-mêmes devrions tracer pour nos enfants, un chemin qu'aucune génération avant la nôtre n'avait eu la possibilité d'entrevoir, et dont aucune n'avait eu, d'ailleurs, aussi vitalement besoin.

Je tiens à le souligner dans cet épilogue comme je l'ai fait dans les toutes premières pages, parce que la réaction aux turbulences de notre époque peut obéir aux tentations les plus diverses. J'en distinguerai trois, que je nommerai, pour rester dans la métaphore des alpinistes : la tentation du précipice, la tentation de la paroi, et la tentation du sommet.

La « tentation du précipice » est caractéristique de notre époque. Chaque jour des hommes sautent dans le vide en rêvant d'entraîner dans leur chute la cordée entière – un phénomène sans véritable précédent dans l'Histoire. Ces personnes, pour nombreuses qu'elles soient, ne représentent que la mèche incandescente d'un gigantesque baril de désespérance. Des centaines de millions de nos contemporains, dans le monde musulman et ailleurs, éprouvent cette même tentation, à laquelle l'écrasante majorité se retient fort heureusement de succomber.

Ce n'est pas tant la morsure de la pauvreté qui cause leur détresse que la morsure de l'humiliation et de l'insignifiance, ce sentiment de n'avoir pas leur place dans le monde où ils vivent, de n'y être que des perdants, des opprimés, des exclus ; aussi rêvent-ils de gâcher cette fête à laquelle ils ne sont pas conviés.

La « tentation de la paroi » est bien moins caractéristique de notre époque, mais elle y revêt une signification nouvelle. Ce que j'appelle ainsi, c'est l'attitude qui consiste à s'arc-bouter, à s'abriter, à se protéger, en attendant que la tempête passe. En d'autres circonstances, ce serait la position la plus prudente. Le drame de notre génération et de celles qui la suivront, c'est que cette tempête-ci ne passera pas. Le vent de l'Histoire continuera à souffler de plus en plus fort, de plus en plus vite, rien ni personne ne pourra le calmer ni le ralentir.

Je ne parlerai pas des tenants de cette attitude comme d'une fraction de l'humanité, vu que cette tentation est présente en chacun d'entre nous. Il nous est difficile d'admettre que le monde doit être repensé entièrement, que le chemin de l'avenir doit être dessiné de nos propres mains ; difficile d'admettre, par exemple, que nos comportements ordinaires, paisibles, anodins, pourraient provoquer un cataclysme climatique majeur, et se révéler ainsi tout aussi suicidaires que de se jeter dans le vide ; difficile d'admettre que nos attachements identitaires immémoriaux pourraient compromettre l'avancement de l'espèce humaine. Alors nous cherchons à nous persuader qu'il n'y a, sous le ciel, rien de foncièrement nouveau, et nous continuons à nous cramponner à nos repères coutumiers, à nos appartenances héréditaires, à nos querelles récurrentes, comme à nos frères certitudes.

La « tentation du sommet » se fonde justement sur l'idée inverse, à savoir que l'humanité est parvenue, dans son évolution, à une phase dramatiquement nouvelle où les vieilles recettes ne servent plus. Ce n'est pas la fin de l'Histoire, comme on l'a proclamé prématurément lors de la chute du communisme, mais c'est probablement le crépuscule d'une certaine Histoire, et c'est aussi – j'ose y croire, j'ose l'espérer – l'aube d'une autre Histoire.

Ce qui a fait son temps et qui doit à présent se clore, c'est l'Histoire tribale de l'humanité, l'Histoire des luttes entre nations, entre Etats, entre communautés ethniques ou religieuses, comme entre « civilisations ». Ce qui s'achève sous nos yeux, c'est la Préhistoire des hommes. Oui, une trop longue Préhistoire, faite de toutes nos crispations identitaires, de tous nos ethnocentrismes aveuglants, de nos égoïsmes réputés « sacrés », qu'ils soient patriotiques, communautaires, culturels,

idéologiques, ou autres.

Il ne s'agit pas ici de porter un jugement éthique sur ces mécanismes immémoriaux de l'Histoire, mais de constater que les réalités nouvelles imposent d'en sortir au plus vite. Pour entamer une toute autre étape de l'aventure humaine, une étape où l'on ne se battrait plus contre l'Autre – la nation adverse, la civilisation adverse, la religion adverse, la communauté adverse – mais contre des ennemis bien plus considérables, bien plus redoutables, et qui menacent l'humanité dans son ensemble.

Lorsqu'on laisse de côté les habitudes débilantes acquises au cours de cette « Préhistoire », on constate aisément que les seuls vrais combats qui méritent d'être menés par notre espèce au cours des prochains siècles seront scientifiques et éthiques. Vaincre toutes les maladies, ralentir le processus de vieillissement, faire reculer la mort naturelle de plusieurs décennies et peut-être même, un jour, de plusieurs siècles ; libérer les hommes du besoin comme de l'ignorance ; leur procurer, grâce aux arts, aux savoirs, grâce à la culture, la richesse intérieure qui leur permettrait de « meubler » ces vies qui s'allongent ; investir patiemment le vaste univers, tout en veillant à ne pas compromettre la survie du plancher où nous posons les pieds – voilà les seules conquêtes qui devraient mobiliser les énergies de nos enfants et de leurs descendants. Je les trouve, pour ma part, infiniment plus enthousiasmantes que toutes les guerres patriotiques, et aussi stimulantes spirituellement que les expériences mystiques. C'est vers de telles ambitions que l'on doit s'orienter désormais.

Un vœu pieux, me dira-t-on. Non, une exigence de survie ; et, de ce fait, la seule option réaliste. Ayant atteint ce stade avancé de son évolution, caractérisé par un si haut degré d'intégration globale, l'humanité ne peut plus qu'imploser ou se métamorphoser.

Le « stade d'évolution » auquel je viens de faire allusion n'est pas une notion abstraite. Jamais l'humanité n'a eu autant besoin de solidarité effective et d'actions conjuguées pour faire face aux nombreux périls qui l'assiègent ; des périls gigantesques nés des avancées de la science, de la technologie, de la démographie, ainsi que de l'économie, et qui menacent d'anéantir, au cours du siècle qui commence, tout ce qui a été bâti depuis des millénaires. Je songe à la prolifération des armes atomiques et de quelques autres instruments de mort. Je songe à l'épuisement des ressources naturelles, et au retour des grandes pandémies. Sans oublier, évidemment, les perturbations climatiques, peut-être le péril le plus grave auquel l'humanité ait dû faire face depuis la naissance de nos toutes premières civilisations.

Mais toutes ces menaces pourraient aussi constituer pour nous une chance si elles nous permettent d'ouvrir enfin les yeux, de comprendre l'ampleur des défis que nous devons affronter, et le risque mortel qu'il y aurait à ne pas modifier nos comportements, à ne pas nous élever, mentalement et surtout moralement, au niveau qu'exige, justement, ce stade d'évolution que nous avons atteint.

Je mentirais si je disais que je fais entièrement confiance à notre instinct collectif de survie. Si un tel instinct existe pour les individus, il demeure hypothétique pour les espèces. Du moins avons-nous, en raison des diverses crises qui nous atteignent dans notre chair, « le marché en main », si j'ose dire. Ou bien ce siècle sera pour l'homme le siècle de la régression, ou bien il sera le siècle du sursaut, et d'une salutaire métamorphose. S'il nous fallait un « état d'urgence » pour nous secouer, pour mobiliser ce qu'il y a de meilleur en nous, voilà, nous y sommes.

Je demeure, pour ma part, dans une attente inquiète ; mais je vois aussi quelques bonnes raisons d'espérer. Elles ne sont pas toutes de même nature, et elles n'agissent pas sur les mêmes leviers ; mais, considérées ensemble, elles permettent d'imaginer l'avenir autrement.

La première, c'est qu'en dépit des tensions, des crises, des conflits, des secousses, le progrès scientifique se poursuit et s'accélère. Il peut paraître incongru de mentionner, parmi les signes positifs d'aujourd'hui, une tendance historique déjà observée depuis de nombreuses générations. Si j'en parle quand même, c'est parce que cette constance de la science nous aidera sans doute à surmonter les turbulences de ce siècle. Je n'irai pas jusqu'à dire que le progrès scientifique est l'antidote à la régression, mais c'est sûrement l'un des ingrédients de l'antidote. A condition, bien entendu, que nous en fassions bon usage.

A titre d'exemple, on peut raisonnablement supposer que les scientifiques nous fourniront, dans les décennies à venir, toute une panoplie de « technologies propres » pour nous permettre de limiter nos émissions de carbone dans l'atmosphère, afin que nous puissions échapper au cercle vicieux du réchauffement. Il ne faut cependant pas se figurer que nous pourrions tout simplement leur « refiler » ce dossier, et persister dans nos comportements actuels, la conscience tranquille. Les perturbations climatiques qui pourraient affecter la planète dans la première moitié de ce siècle, nos savants n'ont probablement plus le temps de nous les éviter ; il faudrait d'abord que nous réussissions à passer ce cap difficile « avec les moyens du bord » ; alors seulement la science pourra nous proposer des solutions pour le long terme.

Ma confiance en elle est à la fois illimitée et restreinte. Aux questions qui sont de son ressort, je la crois capable d'apporter peu à peu toutes les réponses, et de nous donner ainsi les moyens de réaliser nos rêves les plus extrêmes. Ce qui est à la fois exaltant et effrayant. Parce qu'il y a de tout dans les rêves des hommes, le meilleur et le pire, et qu'on ne peut compter sur la science pour faire le tri. La science est moralement neutre, elle est au service de la sagesse des hommes comme au service de leur folie. Demain comme aujourd'hui comme hier, elle court le risque d'être dévoyée, détournée au profit de la tyrannie, de l'avidité ou de l'archaïsme.

Ma deuxième raison d'espérer n'est pas, elle non plus, à l'abri des inquiétudes. J'en ai déjà parlé, c'est le fait que les nations les plus peuplées de la planète soient en train de sortir résolument du sous-développement. Il est possible que l'on assiste, dans les années qui viennent, à un ralentissement, à des tumultes graves, et même à des conflits armés. Il n'en reste pas moins que nous savons à présent que le sous-développement n'est pas une fatalité, que l'éradication des plaies millénaires que sont la pauvreté, la faim, les endémies ou l'analphabétisme, ne peut plus être considérée comme une rêverie naïve. Ce qui s'est révélé faisable pour trois ou quatre milliards de personnes devrait être faisable pour six, sept ou huit milliards en quelques décennies.

On comprendra que dans l'optique d'une humanité solidaire, ouverte sur l'avenir, ce soit là une étape majeure.

Ma troisième raison d'espérer trouve sa source dans l'expérience de l'Europe contemporaine. Parce qu'elle représente à mes yeux une ébauche de ce que pourrait signifier concrètement cette « fin de la Préhistoire » que j'appelle de mes vœux : mettre peu à peu derrière soi les haines accumulées, les querelles territoriales, les rivalités séculaires ; laisser les filles et les fils de ceux qui s'étaient entretués se tenir par la main et concevoir l'avenir ensemble ; se préoccuper d'organiser une vie commune, pour six nations, puis pour neuf, douze ou quinze, puis pour une trentaine ; transcender la diversité des cultures sans jamais chercher à l'abolir ; pour que naisse un jour, à partir des nombreuses patries ethniques, une patrie éthique.

Tout au long de l'Histoire, chaque fois qu'une voix s'élevait pour dire que les différentes nations de la planète devraient se réconcilier, se rapprocher les unes des autres, gérer solidairement leur espace commun, envisager l'avenir ensemble, elle a été immanquablement taxée de naïveté pour avoir osé prôner pareilles utopies. L'Union européenne nous offre justement l'exemple d'une utopie qui se réalise. Elle constitue, de ce fait, une expérience pionnière, une préfiguration plausible de ce que pourrait être demain une humanité réconciliée, et la preuve que les visions les plus ambitieuses ne sont pas forcément naïves.

Cela dit, l'entreprise n'est pas sans failles. Tous ceux qui y participent expriment parfois des doutes. J'éprouve moi-même à son endroit certaines impatiences. Je voudrais que l'Europe donne l'exemple de la coexistence, aussi bien entre ses peuples fondateurs qu'à l'égard des immigrés qu'elle accueille ; je voudrais qu'elle se préoccupe bien plus de sa dimension culturelle, qu'elle organise bien mieux sa diversité linguistique ; je voudrais qu'elle résiste à la tentation d'être un « club » des nations chrétiennes, blanches et riches, et qu'elle ose se concevoir comme un modèle pour l'ensemble des

hommes ; et je voudrais aussi qu'elle ose bâtir, sur le plan institutionnel, une seule entité démocratique, un équivalent européen des Etats-Unis d'Amérique, avec des Etats dotés d'une plus grande spécificité culturelle et qui se préoccuperaient de la défendre et de la promouvoir, mais avec des dirigeants fédéraux élus le même jour sur l'ensemble du continent, et dont l'autorité soit reconnue par tous ; oui, je m'inquiète des frilosités que je perçois, et de certaines myopies morales.

Mais ces réserves que je formule ne diminuent en rien ma foi en la valeur exemplaire du « laboratoire » que représente la construction européenne à l'étape cruciale où se trouve l'humanité.

Un quatrième facteur d'espoir, c'est ce qui s'est enclenché dans le Nouveau Monde depuis le commencement de l'étonnante année 2008 : la montée de Barack Obama, le symbole et l'homme ; le retour d'une Amérique oubliée, celle d'Abraham Lincoln, de Thomas Jefferson et de Benjamin Franklin ; en d'autres termes, le réveil en sursaut d'une grande nation, consécutif à sa crise économique et à ses embourbements militaires.

En réponse à la seule autre crise d'ampleur similaire, celle qui commença en 1929, le président Franklin D. Roosevelt avait lancé le New Deal, et c'est effectivement d'une Nouvelle Donne que les Etats-Unis et le monde dans son ensemble ont aujourd'hui besoin. Mais elle devra être bien plus vaste encore, bien plus ambitieuse que celle des années trente. Cette fois, il ne s'agit pas seulement de relancer l'économie et de remettre à l'honneur certaines préoccupations sociales, il s'agit de bâtir une nouvelle réalité globale, de nouveaux rapports entre les nations, un nouveau mode de fonctionnement de la planète, qui mette fin aux dérèglements stratégiques, financiers, éthiques ou climatiques ; et pour que la superpuissance puisse s'atteler à cette gigantesque tâche, il lui faut, avant toute chose, en guise de préalable, retrouver la légitimité de son rôle planétaire.

J'ai eu l'occasion de dire qu'un peuple se reconnaissait dans les dirigeants qui épousent son combat. Je dirai la même chose au plan global. Pour que les diverses nations acceptent la primauté de l'une d'elles, il faut qu'elles soient persuadées que cette primauté s'exerce à leur profit, et non à leurs dépens.

Bien entendu, les Etats-Unis auront toujours des adversaires, des rivaux, et même des ennemis irréductibles qui les combattront avec plus d'acharnement encore s'ils voient le monde se rassembler volontairement autour d'eux. Mais la majorité des peuples et des dirigeants d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine les jugeront sur leurs actes. S'ils agissent sur la scène internationale avec subtilité et équité, s'ils s'imposent de consulter respectueusement les autres nations plutôt que de leur adresser des diktats, s'ils mettent un point d'honneur à appliquer d'abord à eux-mêmes ce qu'ils exigent des autres, s'ils se démarquent clairement des pratiques immorales qui ont trop souvent entaché leurs comportements à travers le monde, et s'ils prennent la tête de la mobilisation globale contre la crise économique, contre le réchauffement climatique, contre les épidémies, contre les maladies endémiques, contre la pauvreté, contre les injustices, contre toutes les discriminations ; alors leur rôle de première puissance sera accepté, et applaudi. Même l'usage de leur puissance militaire, s'il ne devient pas un mode de fonctionnement, s'il demeure exceptionnel et qu'il obéit à des principes reconnaissables, s'il ne s'accompagne pas d'un chapelet de « bavures » sanglantes, ne suscitera pas les mêmes réactions de rejet.

Plus que jamais le monde a besoin de l'Amérique, mais d'une Amérique réconciliée avec lui comme

avec elle-même, d'une Amérique qui exerce son rôle planétaire dans le respect des autres et de ses propres valeurs – avec intégrité, avec équité, avec générosité ; je dirai même avec élégance, avec grâce.

J'ai cité quelques facteurs qui permettent de garder espoir. Mais la tâche à accomplir est titanesque, et elle ne peut être confiée à un seul dirigeant, aussi lucide et persuasif soit-il, ni à une seule nation, aussi puissante soit-elle, ni même à un seul continent.

Parce qu'il ne s'agit pas seulement de mettre en place un nouveau mode de fonctionnement économique et financier, un nouveau système de relations internationales, ni seulement de corriger quelques dérèglements manifestes. Il s'agit aussi de concevoir sans délai, et d'installer dans les esprits, une tout autre vision de la politique, de l'économie, du travail, de la consommation, de la science, de la technologie, du progrès, de l'identité, de la culture, de la religion, de l'Histoire ; une vision enfin adulte de ce que nous sommes, de ce que sont les autres, et du sort de la planète qui nous est commune. En un mot, il nous faut « inventer » une conception du monde qui ne soit pas seulement la traduction moderne de nos préjugés ancestraux ; et qui nous permette de conjurer la régression qui s'annonce.

Nous tous qui vivons en cet étrange début de siècle, nous avons le devoir – et, plus que toutes les générations précédentes, les moyens – de contribuer à cette entreprise de sauvetage ; avec sagesse, avec lucidité, mais également avec passion, et quelquefois même avec colère.

Oui, avec l'ardente colère des justes.

NOTE

Les thèmes que j'ai abordés dans ce livre ont évidemment été traités par de nombreux auteurs. J'en ai lu quelques-uns ces dernières années, j'en lirai d'autres après avoir achevé l'écriture. Il m'a donc semblé approprié, au lieu d'inclure mes références, mes notes et mes suggestions de lecture dans ce volume imprimé, de les mettre plutôt en ligne, sur le site de mon éditeur, afin que la bibliographie soit constamment mise à jour, et qu'elle puisse être étoffée par des documents, des rapports, des conférences, des articles, cités in extenso.

Dans cette note je voudrais simplement remercier toutes celles et ceux qui ont offert à leurs lecteurs, dont moi-même, les fruits de leurs recherches et de leurs réflexions, que leurs opinions soient proches ou éloignées des miennes. Je leur dois beaucoup, même s'il m'est difficile de discerner l'apport de chaque source ; et même si je porte seul l'entière responsabilité de mes formulations, comme de mes conclusions.

A.M.

www.bibliographiemaalouf.com